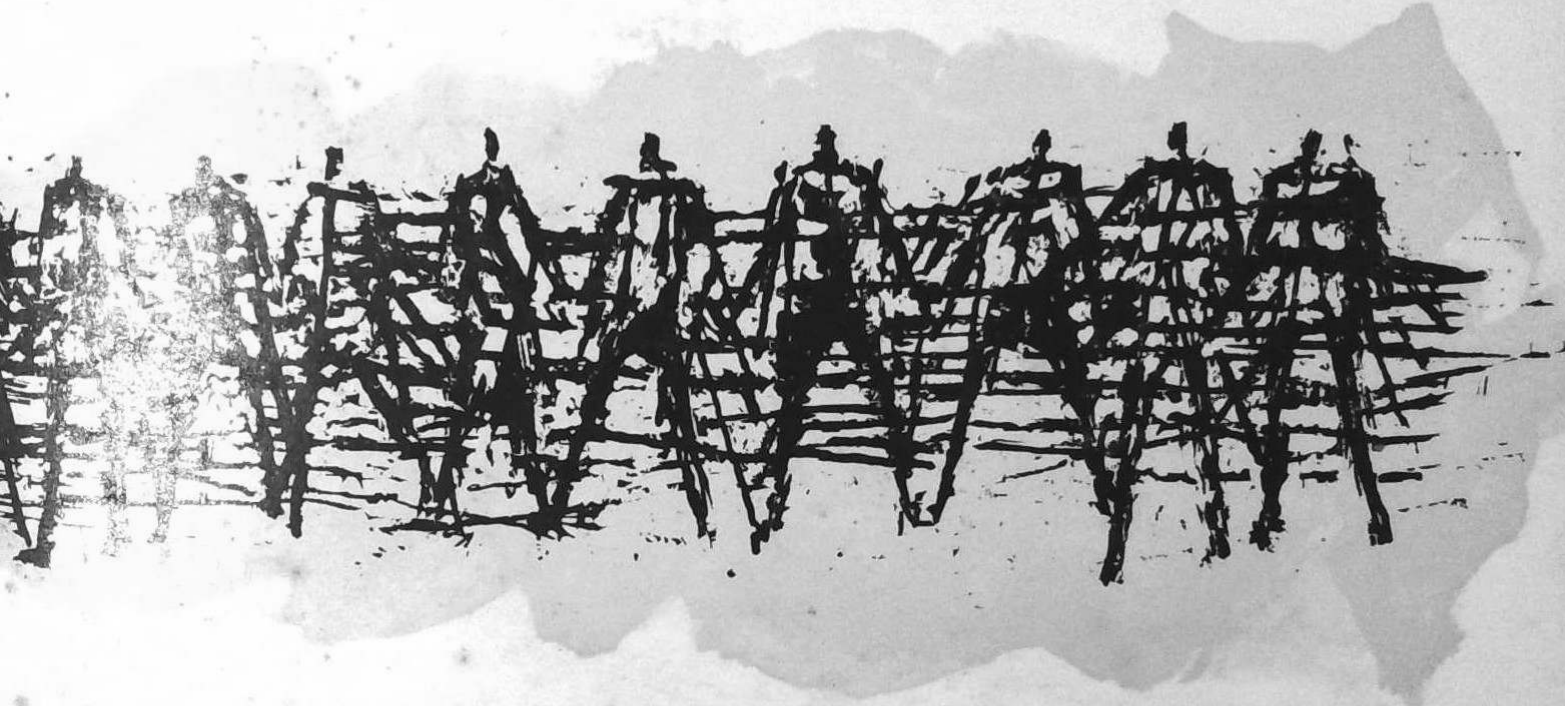


FRÈRES DU MONDE



78

irlande

Le partage de l'Irlande. — De la République populaire proclamée à la République bourgeoise installée. — Le pourrissement de l'Etat du Nord.

Interview d'un militant de la « People's Democracy ».

Une victoire du peuple irlandais. — Demain l'Irlande.

TOUT LE MONDE IL EST NORMAL... ET UN RIEN FASCISTE

par Jean CARDONNEL

La vérité sur la situation des Indiens du Brésil (Christian Delorme) — Crise du régime en Tunisie — Forces d'oppression dans l'Eglise du Pérou (Jean David) — Aux évêques de Colombie réunis en conférence épiscopale à Bogota — Répression dans l'Eglise de Vendée (Jean Cardonnel).

CINE-CLUB - POEMES

IRLANDE

Liminaire : Pourquoi l'Irlande? 1
 There'll be another day 3
 Le partage de l'Irlande 5
 De la République populaire proclamée à la République bourgeoise installée 25
 Le pourrissement de l'Etat du Nord 37
 Interview de Mike Farrell, militant de la « People's Democracy » 63
 Une victoire du peuple irlandais 70
 Demain l'Irlande? 81

ETUDE

Jean CARDONNEL : Tout le monde il est normal... et un rien fasciste 93

CHRONIQUES

Christian DELORME : La vérité sur la situation des Indiens du Brésil 115
 XXX : Crise du régime en Tunisie 122
 Jean DAVID : Forces d'oppression dans l'Eglise du Pérou 130
 Aux évêques de Colombie réunis en conférence épiscopale à Bogota 133
 Jean CARDONNEL : Répression dans l'Eglise de Vendée 134

CINE-CLUB

Jean CARDONNEL et Francis MARION : L'Affaire Mattei : coupable de troubler les lois du marché 137

POEMES

René CAZAJOUS 141

liminaire

POURQUOI L'IRLANDE ?

Parce qu'à quelques centaines de kilomètres de chez nous, depuis des années, un peuple se bat pour vivre libre. Un peuple peu important numériquement, un peuple pauvre, un peuple qui a su, à chacune des étapes du combat, trouver en lui-même la force de la résistance et l'intelligence de la riposte efficace à la répression. Cela compte.

Parce que des amis de *Frères du Monde* ont pu faire, sur place, l'expérience de la camaraderie avec ces combattants. Aujourd'hui, ils nous disent ce qu'est cette lutte, ce qu'elle représente, les victoires remportées, les obstacles à franchir. Cela mérite d'être écouté.

Parce qu'il est capital de pouvoir se mettre à l'école d'hommes et de femmes qui ont su être logiques dans leur refus de la domination, d'hommes et de femmes qui ont su ne pas capituler, ne pas bifurquer, qui ont refusé les échappatoires. Minoritaires et marginaux, ils ont été capables de mettre à bas l'Etat complice et acteur de leur oppression. En ce moment c'est un proconsul anglais qui assume directement le pouvoir. Les choses désormais sont beaucoup plus claires. Minoritaires et marginaux, ils nous apportent, comme le Vietnam, la preuve qu'un peuple uni est capable de subir le choc et de vaincre des forces répressives immensément plus puissantes en armes, matériel et technique. Cette preuve ne doit pas être camouflée, ignorée.



POURQUOI L'IRLANDE ?

Parce que le combat des Irlandais ne nous est pas étranger.

Parce que les ghettos catholiques en lutte ne sont pas « extérieurs » à notre combat.

Il faut insister sur ce point. Certains penseront, peut-être, que tout cela est bien différent de leur propre situation en France. Alors, pour eux, la lutte des Irlandais deviendra lointaine. Elle ne sera que l'objet d'une saine curiosité. Ce dossier sera la simple occasion d'une meilleure information; finalement, quelque chose de facultatif ou de secondaire.

A ceux-là, il faut dire : contre qui luttons-nous ? Quel est notre ennemi ?

Si notre ennemi c'est seulement Pompidou, Messmer ou Debré, d'accord : ce qui se passe hors des frontières de l'hexagone a une moindre importance.

Si notre ennemi c'est seulement le patron ou le contremaître, d'accord : l'essentiel, à l'exclusion du reste, c'est ce qui se passe dans l'entreprise.

Mais si Pompidou, Messmer et Debré tiennent leur pouvoir d'autre chose ? S'ils ne sont que les exécutants — puissants — mais exécutants mandatés tout de même ? Si mon patron n'est mon patron que parce que quelque chose lui permet de l'être ? Alors, mon regard bloqué sur eux n'est qu'un regard de myope; l'arbre me cache la forêt; les exécutants m'hypnotisent et finalement me désarment.

Si le régime qui sévit en France s'enracine dans le mode de production capitaliste, si la fonction du pouvoir dominant la France est d'assurer le meilleur profit possible au capital, où est la différence — sur le fond — avec le gouvernement de l'Irlande du Nord ? Si c'est le capital qui rend mon patron capable d'être patron, les frontières éclatent. Le capital ignore les frontières. Où est — sur le fond — la différence de mon combat et de celui des Irlandais qui veulent abattre le capital ?

Le combat des Irlandais est aussi notre combat. Parce qu'il n'y a qu'un unique combat : une lutte mondiale de classes.



THERE'LL BE ANOTHER DAY.

(il y aura un autre jour)

Les pages qui suivent ne sont pas « objectives » au sens bourgeois du terme. La prétendue objectivité, celle qui ne prend pas parti, est en effet plus le masque de la réaction, voire de la lâcheté, que le corollaire de l'honnêteté. Dans le combat que livre la résistance irlandaise contre l'impérialisme, il n'y a pas de place pour les neutres; il faut choisir son camp. Nous sommes donc pour les « catholiques » (terme impropre à recouvrir une réalité truquée), pour les « snipers » de l'I.R.A., pour les poseurs de bombes. Cette violence révolutionnaire assumée par la communauté des ghettos, elle est aussi la nôtre.

L'histoire du peuple d'Irlande, quelque rôle qu'il ait pu jouer, est celle de plusieurs siècles d'oppression et d'exploitation. Aujourd'hui, le peuple a secoué le joug, résiste et crée. L'imagination est au pouvoir et le pouvoir est au bout du fusil.

Les militants qui ont préparé ce dossier ont voulu montrer le lent cheminement qui a amené la prise de conscience du peuple d'Irlande. Ils ont tenté, à travers l'histoire et l'essai d'analyse politique, de montrer que le combat mené par la résistance irlandaise est le même que celui livré par le peuple vietnamien ou les Tupamaros, qu'il s'agit bien d'une lutte mondiale de classes.

Que soient, enfin, profondément remerciés tous les résistants qui nous ont aidés, accueillis (comme seuls les Irlandais savent le faire), perdant ainsi des moments précieux, « volés » à la préparation de la révolution, et plus particulièrement Joe, Mike et John le « trouble-maker », Franck et Jeanne, Margaret, à qui nous souhaitons de comprendre que son père n'est pas mort pour rien.

Et avec eux nous affirmons que l'Irlande est le Vietnam de l'impérialisme britannique.

Pierre FAVRE.

La résistance irlandaise nous apporte une nouvelle expérience de luttes. Nous avons à apprendre d'elle.

En retour nous pouvons l'aider.

La communauté catholique est pauvre. Le taux de chômage y est élevé : de 25 % à 50 % selon les régions. Elle a besoin de soutien financier.

Il faut aussi faire connaître le vrai visage de cette résistance, populariser la connaissance de ses luttes.

Vous pouvez faire parvenir votre contribution financière, et vos idées pour faire mieux connaître le combat des Irlandais, à :

FRERES DU MONDE

208, rue de Pessac

33000 Bordeaux

C.C.P. 2674-85 Bordeaux

qui transmettra les fonds recueillis.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat.

le partage de l'Irlande

COMMENT L'IRLANDE DEVINT ANGLAISE

Le roi d'Angleterre devient roi d'Irlande

La terre irlandaise change de mains (1603-1660)

Le peuple joue pour la première fois un rôle politique

Lois pénales et exploitation coloniale

La révolution manquée de 1798

Daniel O'Connell sert la bourgeoisie catholique

Le mouvement « Jeune Irlande »

La grande famine

L'échec du mouvement Fenian

Un chemin parlementariste vers l'autonomie (Home Rule)

Vers le partage du pays

L'IMPACT DU CAPITALISME TRIOMPHANT

Politique et religion

Le capitalisme anglais fait de l'Irlande une nation paysanne

La situation du Nord

La situation en Irlande du Nord paraît être un écheveau très embrouillé. Comment tenter de le démêler ?

Certes, tous les Etats contemporains connaissent des contradictions et tentent de les surmonter mais, en Irlande, cela débouche sur une marée de violences. Et cela au sein de la démocratie parlementaire la plus avancée du monde ! A chaque session de la Commission des Droits de l'Homme, le gouvernement britannique doit présenter ses excuses pour une de ses provinces, l'Ulster, où ces droits ne sont pas tous scrupuleusement respectés !

Il y a donc un problème spécifiquement irlandais. Cette situation ne peut être comprise qu'en se référant à l'histoire de l'Irlande. C'est en effet tout au long de l'histoire du peuple irlandais que se sont dessinés les courants politiques, sociaux, économiques qui s'affrontent aujourd'hui. Il faut donc interroger cette histoire.

Nous nous contenterons de commencer au XVI^e siècle qui nous paraît un moment capital puisque c'est à cette époque que débute vraiment la colonisation anglaise, origine de la situation actuelle.

Mais un obstacle important se dresse sur la route. Jusqu'au XIX^e siècle, l'histoire des peuples n'existe pas, seule celle des élites nous est connue. Les masses restent en arrière-plan, apparaissant de temps à autre comme instrument de la lutte que les classes dirigeantes se livrent entre elles. Alors l'« histoire » d'un pays c'est presque toujours les faits et gestes des « grands ». Cependant, certains de ces faits sont nécessaires à la compréhension de la situation actuelle...

Comment l'Irlande devint anglaise.

Le roi d'Angleterre devient roi d'Irlande.

Le XVI^e siècle voit l'Espagne et le Portugal se partager — pour le piller — le monde. L'Europe ne suffit plus à l'appétit des grands. La couronne espagnole se taille un empire colonial en Amérique. L'Angleterre renforce au maximum sa puissance pour, elle aussi, profiter de ce brigandage à l'échelle planétaire.

Henri VIII, roi d'Angleterre, profita d'une révolte des « grands » irlandais, dirigée par le comte de Kildare, en 1539, pour prendre l'Irlande en main. Après l'écrasement des rebelles il se fit proclamer « roi d'Irlande » par le Parlement de Dublin. L'Irlande était alors composée d'une série de petits royaumes indépendants, dont aucun n'avait suffisamment de puissance pour dominer les autres. Edward Bruce avait été couronné roi d'Irlande en 1316, mais ne régna jamais. Henri VIII fut donc le premier à porter cette couronne. De plus il fut reconnu comme

« unique et suprême souverain sur la terre de l'Eglise d'Irlande ». Pour des raisons fondamentalement politiques, il avait rompu avec Rome en 1534. L'Irlande catholique se trouva donc être dirigée par le chef de la nouvelle Eglise anglicane. La question religieuse était ainsi posée dans l'île. Mais les réformes religieuses d'Henri VIII, perçues comme ne touchant pas l'essentiel, ne provoquèrent pas de très importantes réactions (son successeur Edward VI fut plus maladroit sur ce plan). Sur tous les plans d'ailleurs Henri VIII sut être habile. Il mena une politique « généreuse ». A sa mort, 40 des plus importants seigneurs irlandais s'étaient soumis.

C'est le règne de la catholique Mary Tudor qui apporta de profonds changements à la situation de l'Irlande. La prise en charge des affaires irlandaises par la couronne britannique n'avait été jusqu'à elle qu'un transfert de suzeraineté, sans grande incidence sur la vie politique du pays lui-même. Mary Tudor, de religion catholique, rétablit l'ancienne foi, mais surtout c'est sous son règne que se développa la politique des « plantations », déjà expérimentée dans les « Midlands » et dans le nord de l'Angleterre, et qui plus tard devait être appliquée dans les colonies anglaises en Amérique. Cela consistait à attribuer à des colons anglais (ou « entrepreneurs ») des terres, sous réserve qu'ils ne les confient qu'à de la main-d'œuvre venue de leur pays d'origine. Le but était de créer des liens économiques avec la métropole, tout en constituant des noyaux politiquement sûrs, au milieu de groupes hostiles. Cette politique allait réussir dans d'autres colonies anglaises, comme l'Amérique ou l'Australie par exemple. Pourtant en Irlande l'assimilation ne se fit pas. Il existait déjà en Irlande une classe de propriétaires, qui se trouva en concurrence directe avec les nouveaux arrivants. En Amérique, les colons résolurent le problème en chassant les populations de leurs terres ou en les exterminant. L'Irlande est trop petite, et dispose de trop peu de terres fertiles, pour permettre aux dépossédés de défricher des terrains nouveaux, ou aux nouveaux arrivants de s'installer sans spolier la population locale. Des conflits étaient donc inévitables.

Les premières tentatives, d'ailleurs, ne furent pas couronnées de succès. Dans le Munster 80 000 ha, enlevés aux seigneurs catholiques, furent distribués aux « entrepreneurs » anglais, qui, ne trouvant pas de colons en nombre suffisant à qui les confier, les revendirent aux Irlandais. Il est évident que la noblesse irlandaise n'allait pas se laisser déposséder sans réagir. En Ulster, Hugh O'Neill, comte de Tyrone, se souleva, aidé par l'Espagne, contre Elisabeth I. Il fut écrasé avec ses alliés à Kinsale en 1603 par Lord Mountjoy, qui entreprit de « pacifier » le pays : incendie des fermes, des récoltes, destruction des troupeaux, etc. La population paya pour ses dirigeants. Ceux-ci s'exilèrent en masse; cette vague d'exil est connue sous le nom de la « fuite des comtes ». La couronne britannique put ainsi confisquer 200 000 ha, et les distribuer à ses colons anglais et écossais.

Ainsi fut profondément transformée la situation du nord de l'Irlande. L'Ulster subit une colonisation intense. Derry devient une ville anglaise : Londonderry. Anglicans et protestants font de l'Ulster un bastion réformé dans une île catholique. Les habitants du pays sont en masse réduits à la condition d'ouvriers agricoles ou de tenanciers révoquables selon le bon plaisir des nouveaux maîtres. Ceux-ci créent des centres commerciaux et jettent les premières bases d'une industrialisation de la région.

A Dublin, Elisabeth I créa en 1591 Trinity College. Interdite aux catholiques, cette université devint un important foyer d'influence anglaise et protestante. La religion jouait chaque jour davantage un rôle d'alibi. Bien que victimes d'un même système agraire, fermiers catholiques et fermiers protestants ne parvenaient pas à s'unir sur la base d'une identique exploitation. La religion les divisait, les faisait entrer dans les luttes de leurs propriétaires, lesquels les poussaient à agir ainsi, en termes de religion, plutôt qu'en termes de communauté d'intérêt. On comprend pourquoi !

Le règne de la dynastie des Tudor se soldait donc par une victoire de cette dynastie sur la classe dirigeante irlandaise traditionnelle.

La terre irlandaise change de mains (1603-1660).

La couronne anglaise avait renforcé son contrôle militaire en Irlande, et la « fuite des comtes » avait laissé l'aristocratie irlandaise sans dirigeants. Le lord-député de l'Irlande, Chichester, malgré les pressions protestantes, appliqua avec modération les lois contre les catholiques, et fit même supprimer les « statuts de Kilkenny », véritable loi de séparation des communautés. Son successeur, de 1633 à 1640, Th. Wentworth, maintint l'ordre, et favorisa le développement économique. Il fut rappelé en 1641, la guerre venant d'éclater entre le roi et la noblesse écossaise. Son départ, et le fait que les forces armées anglaises étaient occupées à la guerre, furent l'occasion d'une grande insurrection, surtout en Ulster (massacre des colons anglais). Aux nobles irlandais se joignirent les « vieux anglais » (nom donné aux nobles anglais installés depuis longtemps en Irlande), formant l'« Armée Catholique ». Londres réagit en publiant l'« Acte des Aventuriers », qui concédait les futures confiscations aux spéculateurs qui avançaient l'argent nécessaire à la reconquête.

La révolte s'étendit à toute la noblesse de l'île, et de nombreux marchands irlandais exilés à l'étranger, descendants des comtes vaincus par les armées d'Elisabeth et qui espéraient récupérer leurs propriétés, revinrent prêter main forte aux rebelles. Pendant sept ans, la situation militaire

fut confuse. Entre-temps, le roi Charles I^{er} était entré en conflit avec son parlement. Les bourgeois anglais, menés par Cromwell, l'emportèrent et le roi fut exécuté en 1649. Cromwell débarqua avec ses hommes, les tristement célèbres « Côtes de fer », près de Dublin, et écrasa la révolte irlandaise, avec une extrême brutalité. Il autorisa l'émigration des rebelles (30 000 en profitèrent) sur le continent. Pour rembourser les « Aventuriers » et payer ses troupes, il fit publier un « Acte de Colonisation » en 1652, qui confisquait les trois quarts de la terre irlandaise. Le peuple, qui n'avait aucune responsabilité dans la révolte, ne fut pas inquiété. Par contre, les possédants furent divisés en deux catégories : les rebelles, qui perdaient tout, et les autres qui étaient déportés en Connacht ou en Clare (« en Connacht ou en enfer » était le choix qui leur était laissé).

Beaucoup des nouveaux propriétaires retournèrent en Angleterre, laissant la gestion de leurs terres à des régisseurs. Ainsi se créa une nouvelle aristocratie foncière. Le peuple changeait de maîtres. Mais le combat de ceux-ci n'était pas achevé.

Le peuple joue pour la première fois un rôle politique.

En 1660 la dynastie des Stuart remonta sur le trône, ce qui fit renaitre de grands espoirs chez les nobles irlandais, pensant que les terres confisquées par Cromwell seraient, au moins partiellement, restituées. Beaucoup d'émigrés revinrent. En fait Charles II fit peu de restitutions. Son « Acte de Colonisation » de 1662 ne restituait qu'un tiers des terres. Cette mesure mécontenta tout le monde : les Anglais à qui on reprenait des terres, et les possédants irlandais qui escomptaient davantage. La paysannerie irlandaise, elle, une fois de plus, ne faisait que changer d'exploiteurs. Ormond, lord-lieutenant de l'Irlande, gouverna avec modération, et tenta même de protéger le commerce irlandais contre l'appétit des mercantilistes anglais, qui considéraient le pays comme une colonie privilégiée. Cependant, les « Actes de Navigation » (1660-1663-1671) interdirent aux commerçants irlandais d'exporter vers l'Angleterre la viande et les produits laitiers, ce qui constituait un coup sérieux pour l'économie de l'île, essentiellement agricole, alors que la population augmentait. Elle atteignait 2 millions, dont trois quarts de catholiques, et Dublin avait 60 000 habitants.

James II, catholique, succède à son frère. Il ne s'attaque pas immédiatement à l'Eglise anglicane ni au système des terres, montrant par là, s'il en était besoin, que le problème n'était pas seulement religieux mais économique et politique. Espérant calmer l'opposition des possédants irlandais, il nomma Richard Talbot, catholique, lord-lieutenant de l'Irlande. Celui-ci rétablit certaines des positions de ses coreligionnaires. Mais cette tentative de « libéralisation » fut de courte durée. En 1688, des

notables anglais invitent Guillaume d'Orange, protestant, mari de la fille de James II, à renverser son beau-père, qui se réfugia en France. Ce règlement de comptes entre monarques allait pourtant permettre au peuple irlandais, trompé dans ses espoirs de libéralisation, de jouer, pour la première fois, un rôle politique.

Talbot refusa de se soumettre au nouveau roi, et l'Irlande se divisa en deux : jacobites (catholiques) et orangistes (protestants). L'Irlande catholique voyait dans la défense de James II l'occasion de s'affranchir; il était catholique, et s'il l'emportait il le devrait à l'appui de l'Irlande, donc la prendrait comme support. En fait, c'était un despote, qui s'opposait à un homme qui incarnait une forme rudimentaire de démocratie. En soutenant l'absolutiste parce que catholique, le peuple ne choisissait pas la solution « progressiste ». Cela montre dans quel état d'aliénation politique le maintenait l'emprise de la religion.

En mars 1689, James II débarqua à Kinsale avec l'argent et les armes de Louis XIV. Il n'a le soutien effectif ni de l'Espagne, ni de la papauté. Le réalisme de Rome n'avait jamais approuvé le comportement politique de ce roi « catholique ». Le pouvoir pontifical se méfiait d'un roi qui, bien que « catholique », avait une conception absolue de son pouvoir; le pouvoir pontifical ne voulait pas que Louis XIV fasse école... Le choc décisif eut lieu sur les rives de la rivière Boyne, le 1^{er} juillet 1690 (de l'ancien calendrier; c'est cette bataille que commémorent les unionistes tous les ans le 12 juillet). Guillaume écrasa l'armée catholique, et la capitulation de Patrick Sarsfield à Limerick (octobre 1691) mit fin à la guerre. Ce dernier partit pour la France avec 14 000 hommes, qui se mirent au service de Louis XIV (c'est l'origine des brigades irlandaises « Les Oies Sauvages » qui se rendirent célèbres à Fontenoy).

Le traité de Limerick rétablit les catholiques dans la position qu'ils occupaient sous James II. **Cependant la classe dirigeante irlandaise ne possédait plus qu'un septième des terres.** La guerre jacobite fut néanmoins la première fois où le peuple irlandais prit part en tant que tel à un conflit politique.

Lois pénales et exploitation coloniale.

Le traité de Limerick ne fut pas respecté. Est-ce parce qu'à la même époque, en France, en Espagne, dans l'Empire, avaient lieu des persécutions contre les protestants? La couronne britannique prit deux séries de mesures : religieuses, contre les catholiques, et économiques, contre l'ensemble des négociants et industriels irlandais. Si les catholiques subissaient, au sein de l'Irlande, une législation particulièrement répressive, l'Irlande, dans son ensemble, sans distinction de religion, était considérée comme un marché colonial, servant avant tout les intérêts

de Londres, et non comme une province à part entière du Royaume-Uni.

La Grande-Bretagne poursuivait sa politique d'élimination des classes dirigeantes catholiques. En 1692 les catholiques furent exclus du Parlement (le peuple n'était pas concerné, puisque seules les classes dirigeantes y siégeaient). Ils le seront jusqu'en 1829. De nouvelles confiscations de terres furent effectuées, et surtout de 1695 à 1727 furent publiées des lois contre les catholiques, connues sous le nom de « lois pénales ».

Les catholiques cessèrent d'être électeurs (ce qui touchait l'ensemble de la population). Ils furent exclus de l'armée, de la marine, du barreau, des professions libérales. Ils n'eurent plus le droit de porter l'épée, d'avoir un cheval valant plus de 5 livres, d'envoyer les enfants s'instruire à l'étranger, d'acquérir, même par héritage, des terres protestantes, etc. Ces mesures étaient destinées à la noblesse et à la bourgeoisie, puisqu'elles seules pouvaient s'offrir ces « luxes ». Cependant il n'y eut pas de persécution active. Les prêtres (qui devaient se faire enregistrer) maintinrent un minimum d'activité, en poursuivant une action clandestine, d'ailleurs parfois volontairement ignorée par les autorités. Ce clergé catholique, même après avoir été légalisé en 1782, ne s'éleva jamais avant 1801 contre la politique de la classe dirigeante. Peu après la moitié du siècle, un parti catholique émergea, dirigé par J. Curry et C. H. O'Connor, dont le but (vers 1760) était l'organisation de la bourgeoisie des villes, et l'opposition à ceux qui jusque-là se considéraient comme les dirigeants de droit de l'opposition catholique : l'aristocratie catholique. Bien loin de se comporter en nationaliste, cette bourgeoisie assura le roi de son soutien et de sa fidélité, au cours de la guerre (1756-1763) qui opposait la Grande-Bretagne à une coalition France-Autriche-Espagne.

La couronne britannique entreprit d'éliminer la concurrence économique irlandaise. En 1695 elle interdit aux marchands de l'île d'exporter directement leurs produits vers le reste des colonies britanniques, toute marchandise devant transiter par les ports anglais. En 1699 l'exportation de la laine fut limitée à la Grande-Bretagne, où elle était lourdement taxée. Toutes les industries (sauf le lin qui ne concurrençait pas les produits anglais) furent aussi imposées. Ces limitations économiques rencontrèrent une vive opposition dans les milieux d'affaires protestants, qui avaient toujours joué le jeu du pouvoir, et favorisèrent une prise de conscience nationaliste de ce groupe. Dès 1698, William Molyneux, parlementaire, donc protestant, affirma l'indépendance du Parlement irlandais, dans un ouvrage détruit par le bourreau : *La cause de l'Irlande*.

De plus, les Anglo-Irlandais (les vieilles familles d'origine anglaise installées depuis des siècles en Irlande) étaient considérés comme peu sûrs, et donc écartés des postes de responsabilité, au profit des Anglais. Ceux qui voulaient « réussir » devaient partir pour l'Angleterre. Prenant

ainsi conscience de leur « spécificité » par rapport aux « vrais » Anglais, certains se joignirent aux nationalistes protestants des milieux d'affaires. Ce fut le cas de Swift, qui comme ceux de sa classe avait un mépris profond pour les Irlandais d'origine.

Au niveau purement parlementaire, une opposition se dessine, menée par H. Flood, un anglican.

C'est cependant un événement extérieur à l'Irlande qui obligea le roi à accorder des concessions : la guerre d'indépendance américaine. Parmi les insurgés se trouvait un grand nombre d'Irlandais (4 des signataires de la Déclaration d'Indépendance étaient Irlandais et 5 d'origine irlandaise). L'intervention française ajouta aux inquiétudes britanniques. Le besoin d'utiliser ailleurs ses troupes occupant l'Irlande entraîna le gouvernement de Londres à faire des concessions. Il accorda des réformes qui s'échelonnèrent de 1778 à 1783. Deux lois permirent aux catholiques d'hériter et de faire des legs selon la coutume, affranchirent le clergé, rouvrirent les écoles, permirent l'acquisition de terres, et l'accès à certaines fonctions. Le marché colonial fut rouvert, et l'« Acte de Renonciation » de 1783 accordait à l'île son autonomie administrative. Le gouvernement anglais était prêt à aller assez loin pour éviter que l'Irlande ne suive l'exemple américain, évidemment pas jusqu'où les révolutionnaires irlandais voulaient l'entraîner.

La révolution manquée de 1798.

La révolution américaine avait fait souffler un vent d'indépendance et montré aux nations opprimées le chemin de la liberté : la lutte. La révolution française, tout en radicalisant les positions que les « insurgés » avaient avancées, allait fournir à l'Irlande une première occasion de se libérer du joug anglais.

Après la famine de 1740-1741 qui fit, d'après certaines estimations, 400 000 victimes, la situation alimentaire s'améliora grâce au développement de la culture de la pomme de terre et du blé. Cependant l'accroissement démographique provoquait un extrême morcellement des cultures, donc un état de pauvreté chez la majorité des travailleurs de la terre. A la fin du siècle une vague de création de manufactures put faire parler d'une relative prospérité économique. Mais cela ne profita qu'à la classe aisée. Les villes se développèrent. En 1800 Dublin comptait 200 000 habitants.

Un courant d'opposition légaliste se dessinait avec H. Flood (partisan de démocratiser, pour les anglicans, le recrutement du Parlement) et Grattan qui voulait que l'on accorde aux catholiques de la classe supérieure — à laquelle il appartenait — l'égalité civile.

Dès 1789, les idées de la révolution française touchèrent l'Irlande. Des « Whig clubs » se constituèrent à Dublin et à Belfast. Ces idées rencontrèrent un grand écho dans l'île surtout parmi l'élite intellectuelle : E. Fitzgerald, N. Tandy et Th. Wolfe Tone. Elles rencontrèrent aussi l'opposition déterminée d'hommes comme Burke (*Réflexions sur la révolution de France*), du clergé irlandais, que les mesures anti-cléricales françaises inquiétaient et de la classe possédante protestante. Néanmoins de nombreuses associations se réclamant des idées françaises se constituèrent dans la bourgeoisie. Celle qui a eu le rôle le plus important fut celle fondée à Belfast le 14 octobre 1791, par W. Tone : la « Société de Dublin de Belfast des Irlandais Unis », bientôt suivie d'une « Société de Dublin des Irlandais Unis » (9 novembre 1791), en relation avec les clubs jacobins. Elle était composée de catholiques, de presbytériens et d'anglicans, et son premier objectif était l'unité du peuple irlandais et sa représentation parlementaire. Tone, protestant, prit même la direction d'un « comité catholique » mené par un groupe d'hommes d'affaires de Dublin, dirigé par J. Keogh.

Tout en réprouvant leur agitation, Grattan défendit leur programme. Cette action aboutit aux réformes partielles du « Catholic Relief Act » de 1793, qui accordait un droit de vote limité aux catholiques propriétaires d'une terre d'une valeur d'au moins 40 shillings (ce qui représentait une proportion assez large de la société irlandaise), ainsi que l'accès à certaines professions, et le droit de disposer de leur propre enseignement supérieur. La branche réformatrice irlandaise bénéficiait de certaines sympathies dans les milieux libéraux britanniques dont certains membres, tel Lord Fitzwilliam, vice-roi d'Irlande, envisageaient une cession du pouvoir aux membres les plus modérés de cette tendance, en particulier Grattan. Mais une violente opposition protestante dirigée par J. Fitzgibbon, les lords irlandais et l'Ordre d'Orange (société ulstérienne créée en 1795 dont le mobile était le maintien du statu quo institutionnel) se manifesta et l'emporta.

La « Société des Irlandais Unis » fut interdite en mai 1794. Elle se réorganisa clandestinement et radicalisa ses positions, se présentant comme franchement républicaine, et se restructurant en mouvement armé. La guerre avait éclaté en 1793 entre la Grande-Bretagne et la France. W. Tone partit chercher des fonds aux Etats-Unis, et une aide militaire en France. (D'autres que lui avaient déjà contacté la France révolutionnaire : E. Fitzgerald, A. O'Connor.) W. Tone gagna Carnot à son projet de débarquement en Irlande. Une expédition, placée sous le commandement de Hoche (45 navires, 15 000 hommes) échoua en raison des conditions atmosphériques et de sa mauvaise organisation. Néanmoins l'insurrection éclata dans le sud-est et le nord de l'île, le 24 mai 1798, et s'étendit à tout le pays. Malgré quelques succès elle fut écrasée. Tone pressentit de nouveau le Directoire qui n'envoya qu'une faible expédition, le 22 août 1798, dirigée par Humbert. Elle fut écrasée.

W. Tone, capturé, mourut en se tranchant la gorge, pour éviter la potence.

Le gouvernement anglais décida de supprimer le Parlement de Dublin en 1800 (« Union Act ») et de diriger l'Irlande depuis Londres, tout en rétablissant le libre-échange entre les deux îles (ce qui revenait à submerger l'Irlande de produits manufacturés anglais). L'industrie de l'île ne pouvait rivaliser avec sa puissante concurrente, périclita, et l'Irlande devint une annexe agricole de la Grande-Bretagne. Les survivants des « Irlandais Unis », dirigés par un jeune dublinois, R. Emmett, tentèrent une nouvelle insurrection à Dublin, qui échoua. Ils avaient recherché l'aide de Napoléon qui avait refusé.

Cette brève période de l'histoire irlandaise est importante à plus d'un égard. Elle a jeté les bases de tous les mouvements ultérieurs : la notion d'unité de l'Irlande et celle de République. Pour y parvenir, les « Irlandais Unis » avaient choisi la lutte armée. Ils avaient une certaine méfiance vis-à-vis des possédants, et préconisaient une réforme sociale. **Toutes les tentatives postérieures à ce mouvement se situeront par rapport à lui, souvent en l'amputant de certains de ses aspects.** Le drame du mouvement révolutionnaire irlandais est peut-être là : être resté figé, sauf très récemment et pour des groupes minoritaires, sur un programme qui correspondait à une situation historique aujourd'hui dépassée.

Daniel O'Connell sert la bourgeoisie catholique.

Le gouvernement britannique ayant décidé de diriger l'Irlande depuis Londres, et de constituer un Parlement unique à Westminster, 100 députés irlandais, sur un total de 658, entrèrent à la Chambre des Communes et s'intégrèrent aux partis existants, sans former de parti nationaliste.

Alors apparut Daniel O'Connell, catholique, originaire d'une vieille famille gaélique, et légaliste convaincu. Éduqué en France, il en revint contre-révolutionnaire. Avocat dès 1798, il fut vite remarqué pour son éloquence. Il voulait la suppression de l'Union et l'abolition des privilèges de l'Église anglicane, par des moyens légaux. Il visait à l'émancipation de la classe bourgeoise catholique, et, réussissant à soulever un énorme courant populaire, parvint à le confisquer au profit de cette élite. F. Engels dit de lui : « Une chose doit être bien notée à propos de l'Irlande : ne chantez jamais les louanges d'un seul Irlandais — d'un politicien — sans réserve, et ne vous identifiez jamais à lui avant qu'il ne soit mort. Le sang celtique et l'exploitation coutumière des paysans (...) rendent les politiciens irlandais très sensibles à la corruption. O'Connell se fit payer par les paysans jusqu'à 30 000 livres par an pour son action d'agitation ».

En 1823 O'Connell fonda l'« Association Catholique », dont les armes

étaient la résistance passive, les manifestations, et la pression sur les candidats protestants à la députation. Elle fut interdite mais aussitôt reformée et remporta d'importants succès électoraux. O'Connell fut lui-même élu, bien que catholique, donc inéligible. Elle obtint le « Catholic Emancipation Act » (acte d'émancipation des catholiques), qui rouvrait pratiquement toutes les professions aux catholiques, mais relevait le cens électoral (le nombre des électeurs irlandais se réduisit de 100 000 à 26 000). Puis O'Connell s'attaqua au problème de la dime que les catholiques devaient payer à l'Église anglicane. L'agitation prit des proportions énormes, et au bout de six ans un compromis fut établi : la dime fut réduite et transformée en rente foncière. Collaborant avec les divers gouvernements, O'Connell obtint certaines concessions (dissolution de l'Ordre d'Orange, par exemple) puis décida de s'attaquer à l'« Union » elle-même, fondant la « Loyal National Repeal Association » (l'association pour la révocation de l'acte d'Union), fut élu maire de Dublin et gagna même certains protestants à son programme. Il organisa de nombreux « meetings » : le plus important fut celui du 15 août 1843, qui réunit 300 000 personnes. La Grande-Bretagne s'inquiéta et interdit une gigantesque réunion qui devait se tenir près de Dublin (1 million de personnes étaient attendues). O'Connell céda et ce fut le début de son déclin. Il fut surtout discrédité parmi les jeunes. Arrêté puis relâché grâce à l'intervention, qu'il avait sollicitée, des Lords anglais, son prestige était atteint. Il abandonna son action et mourut en allant faire un pèlerinage à Rome.

Son action fut originale en ceci qu'elle mobilisa les masses. En fait, comme le montrent ses succès (vote de la bourgeoisie catholique) il les utilisa pour servir les intérêts de sa classe. **W. Tone, révolutionnaire bourgeois, se battit pour la bourgeoisie; D. O'Connell, réformateur bourgeois servit la bourgeoisie catholique.**

Le mouvement « Jeune Irlande ».

En collaboration avec O'Connell se constitua le groupe des « Jeunes Irlandais », autour d'un journal « The Nation », fondé en octobre 1842. Les principaux rédacteurs étaient Ch. E. Duffy (catholique), J. Mitchel (presbytérien) et surtout Th. O. Davis (anglican). Principalement par leurs écrits ils développèrent la notion d'unité nationale, cherchant leur inspiration dans la culture gaélique. Considérant comme insuffisant le légalisme d'O'Connell, ils se détachèrent peu à peu de lui, le trouvant trop anglophile. Ils finirent par rompre avec lui, entraînant dans leur sillage quelques-uns de ses fidèles (dont son lieutenant W. S. O'Brien). Davis mourut de maladie en 1845. Divisés sur l'opportunité d'une insurrection, ils se scindèrent : la tendance favorable au soulèvement était dirigée par J. Mitchel qui fonda en 1848 le journal

« The United Irishman » (titre repris aujourd'hui par le journal de la branche « officielle » de l'I.R.A.). Dans toute l'Europe éclataient des révolutions, ce qui convertit la « Jeune Irlande » à l'insurrection et refit son unité. Les « Jeunes Irlandais » allèrent, tout comme W. Tone, demander l'aide de la France. Lamartine, alors ministre des Affaires Etrangères de la nouvelle République, la leur refusa. Ils se lancèrent néanmoins dans une insurrection non préparée, qui échoua. Duffy reprit la lutte à partir du problème agraire. En 1850 est fondée la « Tenant Right League » (ligue pour les droits des fermiers). Ses objectifs étaient résumés dans le mot d'ordre des trois « F » : fair rent (fermage honnête), fixity of tenure (stabilité du fermage), freedom for the tenant to sell his interests in his holding (liberté pour le fermier de vendre son droit d'occupation à un autre paysan). Cette association eut quelques élus mais n'obtint aucun résultat au niveau parlementaire.

Ce mouvement d'élites intellectuelles avait repris certaines idées et pratiques des « Irlandais Unis » : indépendance, société secrète, lutte armée, aide étrangère. Cependant, elle en altère les principes : l'unité devint nationalisme. Il ne s'agissait plus d'un mouvement en accord avec la situation économique, et sociale, de son époque, comme l'avait été celui de W. Tone, mais en régression par rapport au mouvement révolutionnaire européen contemporain. Ce nationalisme figé restera une des bases du courant de libération irlandais. Cette idéologie, reprise par l'Eglise catholique, sera intégrée à l'idéologie dominante. Catholicisme et nationalisme se lièrent à cette période (alors qu'auparavant ils étaient souvent opposés) ce qui constitua un grave obstacle à l'adhésion des protestants au mouvement d'indépendance.

La grande famine.

L'île ne put résister à la concurrence, et, sauf Belfast, les villes irlandaises se mouraient. L'émigration augmenta vers l'Angleterre et les nouveaux arrivés constituaient un prolétariat misérable qu'Engels décrit dans *La condition des classes laborieuses en Angleterre*.

Les landlords anglais vivaient en Grande-Bretagne et s'en remettaient à des régisseurs avides qui s'occupaient de leurs affaires en Irlande. Face à eux se trouvaient les tenanciers chargés d'entretenir les bâtiments, d'améliorer le rendement des terres, etc. Ils ne percevaient aucune indemnité en cas de renvoi, donc se refusaient à tout investissement. Les terres non entretenues devinrent stériles, et, paradoxalement, leur loyer s'élevait proportionnellement à l'augmentation de la population (Malthus a bien montré cet enchaînement). Pour payer leurs loyers, les paysans donnaient toute leur récolte et se contentaient pour eux de pommes de terre qui prirent une importance démesurée. Les propriétés

étaient trop morcelées : en 1841, 7 % des propriétés avaient plus de 30 acres (52 ares = 1 acre), 45 % moins de 5. En Connacht, la proportion des terres de moins de 5 acres était de 64 %. Deux-tiers de la population dépendaient de l'agriculture et le peuplement n'avait aucun rapport avec la fertilité du sol. Déjà 1831, 1836, 1839 avaient vu des disettes. Puis une maladie inconnue en provenance des Etats-Unis, le mildiou, vint détruire la récolte de 1845.

Les autorités furent longues à réagir. Des achats de maïs furent faits aux Etats-Unis, et un plan contre la famine et le chômage mis sur pied. Un petit nombre de mesures dirigistes (violemment attaquées par les libre-échangistes) fut pris. La récolte de 1846 fut encore plus désastreuse et l'hiver 1846-1847 fut particulièrement rigoureux. A cela s'ajouta une épidémie de typhus. La récolte de 1848 fut totalement détruite, et la grande famine ne cessa qu'après la récolte de 1849. Pourtant, conformément aux principes du libre-échange en vigueur à l'époque, des tonnes de produits alimentaires continuaient de partir pour l'Angleterre. Les paysans payaient toujours la dîme, et les saisis augmentaient. La charité publique, et une politique de grands travaux furent insuffisantes pour combattre la famine.

Les conséquences de la grande famine sont difficilement évaluables. Sur le plan démographique, on s'accorde, en général, pour estimer que l'Irlande a perdu 2 500 000 habitants : un million et demi de morts, et un million d'émigrés. L'émigration n'était pas chose nouvelle en Irlande. Un grand nombre d'Irlandais avait déjà quitté leur pays : presbytériens fuyant la persécution, « fuite des comtes », fuite des jacobites, fuite des « Irlandais Unis », etc. Mais durant le XVIII^e siècle, les départs n'excédèrent pas une moyenne de cinq mille par an. En raison de la crise économique le mouvement se développa au début du XIX^e siècle. Avec la grande famine, l'émigration atteignit des proportions catastrophiques. La grande majorité des émigrants gagna les villes industrielles de la Grande-Bretagne (où elle forma un prolétariat misérable). D'importants noyaux irlandais subsistent toujours dans les villes du nord, comme Liverpool. D'autres partirent pour l'Amérique du Nord, et à un moindre degré pour l'Australie. En Amérique, ils formèrent un sous-prolétariat dans les villes de la côte est, et le long des voies ferrées en construction, ainsi que dans les centres miniers. Ceux qui atteignirent les côtes américaines (beaucoup moururent pendant le voyage et dans les centres de quarantaine), prêts à n'importe quel emploi à n'importe quel prix, rencontrèrent, même parmi leurs compatriotes déjà installés, une opposition qui prit souvent des tours violents. Malgré l'opposition de leur clergé, ils prirent une place importante dans le mouvement ouvrier naissant (en particulier les « Chevaliers du Travail »), avant de devenir des américains à part entière, dont certains connurent de brillantes réussites. Le mouvement d'émigration ne cessa pas avec la famine, et la population de l'Irlande ne recommença à augmenter (légèrement) que très récemment.

L'Irlande se vida donc d'une grande partie de sa main-d'œuvre, et hypothéqua ainsi son futur développement.

L'ampleur même de la crise ne favorisa pas l'agitation politique. « Une ration de farine était toute l'ambition des gens ». Le mouvement nationaliste naissant fut brisé, et mettra longtemps à se reconstituer. La culture gaélique, culture des petites gens, fut plus détruite que par toute la période d'occupation anglaise.

L'échec du mouvement Fenian.

L'échec de la « Ligue des Droits du tenancier » fournit une nouvelle preuve de l'inefficacité de l'action légale. De nombreuses sociétés secrètes se constituèrent. Les liens entre les nationalistes irlandais et les émigrés américains étaient très forts. Ainsi naquit simultanément à New York et à Dublin une nouvelle société secrète : la « Fraternité Républicaine Irlandaise » plus connue sous le nom de « mouvement Fenian » (nom qui vient de Fianna, guerriers prestigieux de la légende gaélique). Son but était très simple : l'insurrection. Aucun programme politique n'était sérieusement prévu en cas de succès. Ce mouvement eut un retentissement considérable, partout dans le monde où il y avait des Irlandais. Malgré l'opposition du clergé, cette organisation bénéficia d'un très fort soutien populaire. La fin de la guerre de Sécession en Amérique (pendant laquelle les Irlandais s'étaient battus des deux côtés) amena au mouvement de nombreux combattants expérimentés. En 1865 les Fenians sont plusieurs milliers.

Mais les dirigeants anglais se restèrent pas inactifs : ils interdirent leur journal, arrêtèrent les dirigeants, et supprimèrent l'Habeas Corpus en Irlande. Cette répression empêcha le soulèvement prévu pour 1866. Il fut déclenché en 1867, alors que le gouvernement avait le contrôle de la situation, et échoua. Les Fenians eurent l'idée de combattre l'adversaire chez lui. Ils frappèrent en Angleterre (coup de main raté à Manchester où trois Fenians furent arrêtés et exécutés, devenant du même coup les « martyrs de Manchester », mythe beaucoup plus efficace que ne l'aurait été un succès) et même au Canada, sans plus de succès immédiats, d'ailleurs, qu'en Angleterre.

Mais le bilan ne fut tout de même pas totalement négatif. L'opinion publique anglaise prit conscience du problème irlandais et en arriva à souhaiter son règlement même au prix de certaines concessions.

Sur le fond, cependant, ce mouvement de libération n'avait fait que reprendre — en les simplifiant même — les idées de W. Tone. Il n'y eut pas d'analyse ou de références consistantes à la situation socio-économique contemporaine. Une quasi-impossibilité à sortir, près de cent ans après, des cadres de 1798.

Un chemin parlementariste vers l'autonomie (Home Rule).

Devant ce nouvel échec des méthodes insurrectionnelles, la tendance légaliste reprit le dessus, favorisée en cela par la venue au pouvoir d'un nouveau premier ministre en Grande-Bretagne : Gladstone. Il était personnellement favorable à l'autonomie de l'Irlande au sein du Royaume-Uni (Home Rule). Mais les opposants étaient nombreux : les unionistes irlandais, les conservateurs britanniques, et même jusqu'au sein de son propre parti. Les milieux britanniques étaient généralement prêts à accorder des réformes, mais pas à aller aussi loin que l'autonomie. Gladstone parvint à quelques résultats : l'Eglise anglicane perdit son caractère officiel; les deux-tiers des biens des Eglises catholique et presbytérienne leur furent restitués; les propriétaires ne purent chasser leurs tenanciers à volonté si ceux-ci s'acquittaient de leurs obligations, ils devaient leur verser des indemnités pour les améliorations apportées à la propriété. Il s'agissait là de réformes timides, qui ne remettaient pas en cause les bases du système de la terre, et ne pouvaient tout au plus que tempérer légèrement l'exploitation de la classe paysanne.

A Dublin se créa une « Association pour le Gouvernement local » qui proposait une séparation des décisions concernant l'Irlande. Westminster aurait conservé la direction des affaires de l'Empire, et Dublin se serait chargé de tout ce qui concernait les affaires internes. Elle était animée par un avocat protestant, Isaac Butt. Son but était de faire entrer au Parlement le plus grand nombre de députés favorables à l'autonomie. Elle se développa et se structura, et obtint 59 sièges aux élections de 1874, constituant aux Communes un parti indépendant. Une élection partielle permit l'élection de Charles Stewart Parnell, 29 ans, qui allait prendre la tête du mouvement. C'était un landlord protestant, élevé à l'étranger, qui se passionna pour les affaires irlandaises après l'affaire des « martyrs de Manchester ». Sous son impulsion la « Ligue pour le Gouvernement local » se développa et devint très populaire (nouvel exemple de l'extraordinaire utilisation des courants populaires par les classes dirigeantes irlandaises). Au niveau parlementaire, les élus irlandais, faute d'importance numérique, ne pouvaient influencer les votes, et les partis anglais continuaient leur jeu politique traditionnel. Pour les obliger à s'intéresser aux problèmes irlandais, le groupe de Parnell pratiqua l'obstruction, ce qui consistait à monopoliser la parole le plus longtemps possible, empêchant ainsi le travail parlementaire de se faire normalement. Cette situation dura jusqu'en 1881, où le temps de parole fut limité.

Une série de mauvaises récoltes (de 1877 à 1880) empêcha les fermiers de payer leurs fermages. Les propriétaires les chassèrent en masse. Ils transformèrent leurs exploitations en élevages, ce qui demandait moins de main-d'œuvre. En 1880, 750 propriétaires possédaient la moitié des terres. L'agitation reprit, dirigée par un ancien Fenian, Davitt, qui

Le partage de l'Irlande

fonda la « Ligue Irlandaise Nationale pour la Terre », reprenant le programme des « 3 F ». Il en offrit la présidence à Parnell, à ce moment-là chef incontesté de l'opposition irlandaise, qui, ravi de pouvoir récupérer ce courant populaire, accepta à condition qu'il renonce à la violence. Cette « Ligue » mit en quarantaine les propriétaires ayant pratiqué des évictions (la première victime de cette politique fut le capitaine Ch. Boycott). Les paysans acceptant de remplacer les évincés furent de même « boycottés ».

Gladstone manœuvra en parfait homme politique bourgeois. Il réprima le mouvement populaire et arrêta les leaders. Il fit voter une loi qui reprenait les revendications des « 3 F » pour calmer les paysans. Mais l'agitation continua. Avec Parnell, en prison, il passa un accord secret pour faire arrêter la violence. Parnell accepta et fut relâché.

Le meurtre du nouveau secrétaire d'Etat pour l'Irlande entraîna une vague de répression, pendant laquelle Gladstone, fidèle à sa politique de la carotte et du bâton, fit passer une loi qui déchargeait les paysans d'une partie de leurs dettes. L'agitation cessa, et le mouvement reprit son action parlementaire. Il enleva tous les sièges de l'Irlande aux élections suivantes, sauf ceux de l'Est-Ulster, et de l'Université de Dublin.

Les deux grands partis anglais ayant un nombre de sièges à peu près équivalents, donc ayant besoin des voix des élus irlandais (86) pour obtenir une majorité, Parnell put jouer un jeu de balance pour obtenir des concessions. Malgré cela il ne fut pas possible de faire concrètement aboutir le projet d'autonomie pour l'Irlande. Les adversaires de Parnell parvinrent même à le discréditer (il aurait été l'amant de la femme d'un de ses lieutenants). La majorité de son parti se prononça contre lui. Il mourut de maladie en 1891, déconsidéré. Gladstone tenta à nouveau de faire passer un projet d'autonomie, qui fut adopté aux Communes, mais repoussé par les Lords.

De 1891 à 1903, une série de lois et l'action du gouvernement permirent le morcellement des grands domaines et leur rachat par les catholiques. En 1914, les Irlandais possédaient les deux tiers du sol. Le problème agraire connaissait un début de solution, mais pas encore le changement radical qui s'imposait. « La véritable confusion du problème agraire irlandais — elle n'est d'ailleurs pas propre à l'Irlande — est si grande, que la seule façon de la résoudre serait de donner l'autonomie aux Irlandais et les forcer ainsi à la résoudre eux-mêmes », écrivait K. Marx en 1881.

Vers le partage du pays.

Le mouvement ouvrier s'organisait en Irlande (Congrès Irlandais des Syndicats en 1894). A la même époque naissait aussi à Dublin le « Parti Républicain Socialiste Irlandais ». Ce parti lançait en 1898

un journal : « La République des Travailleurs ». Le slogan du premier numéro est significatif : « Nous sommes républicains parce que nous sommes socialistes ». Une des thèses centrales du mouvement affirmait que le fait que l'Irlande soit soumise à l'Angleterre entravait son développement politique et économique. Et ces entraves ne pouvaient que profiter aux classes dominantes des deux pays. Un courant socialiste se développait donc, mais il n'était pas seul. Se dessinait aussi un mouvement axé sur la renaissance de la langue et de la culture gaélique. De plus, le nationalisme issu de la « Jeune Irlande » et des Fenians ressurgissait et s'intensifiait autour du journal *The United Irishman* (reprise en 1899 du titre de 1848) et du mouvement « Sinn Féin » (Nous Seuls).

Après les élections de 1910, le vote de la loi accordant l'autonomie était tout à fait probable. Alors la minorité refusant cette autonomie — les unionistes — se mit à réagir. Cette opposition était polarisée autour de l'Ordre d'Orange qui, malgré son interdiction en 1837, restait fort en Ulster. Dès le début de 1912, le « Conseil Unioniste d'Ulster » se mit à organiser militairement ses partisans. En septembre de cette même année, quelques semaines avant le vote, une pétition réunissant plus de 450 000 signatures refuse d'avance la reconnaissance d'un gouvernement irlandais autonome. La loi est votée par la Chambre des Communes mais repoussée par la Chambre des Lords, ce qui renvoyait son application à deux ans. Les unionistes ne perdent pas de temps. Ils constituent une véritable armée : « La Force des Volontaires de l'Ulster » et réclament que l'Ulster soit exclu du « Home Rule ».

Les leaders des unionistes — Carson et J. Craig par exemple — étaient des représentants types de la riche bourgeoisie ulstérienne. Ils avaient fait du nord-est de l'île une partie de l'Angleterre. Une florissante industrie y avait été implantée mais elle était essentiellement dépendante, quant aux capitaux et aux débouchés, de la Grande-Bretagne. L'intérêt de cette bourgeoisie était donc de rester au maximum unie à Londres. Mais le peuple ?

La fin de l'union, c'était, lui disait-on, la crise économique, la fermeture des usines, le chômage, la misère... Et puis il y avait le fameux levier de la religion sur lequel on pouvait appuyer. **Le peuple, donc, suivit, dans sa partie protestante, la bourgeoisie locale pour laquelle il devint une masse de manœuvre...**

Le contexte était tel que des syndicats comme l'Irish Transport and General Workers' Union, né dans la lutte à Belfast, se développa surtout ailleurs, à Dublin particulièrement. Il est vrai que dans cette ville les conditions de vie des travailleurs étaient particulièrement insupportables (le taux de mortalité y était en 1911 supérieur à celui de Moscou...). Un gros patron de combat, bientôt suivi par les autres, ayant licencié tous les ouvriers syndiqués, une grève générale éclata. Pendant six mois

ce fut la misère et le combat. Combat d'ouvriers irlandais contre des patrons anglais ou pro-anglais. Combat des ouvriers seuls ou quasiment seuls. La grève pourrit. Mais durant ces durs mois la classe ouvrière de Dublin s'était donnée une organisation armée : « l'Armée des Citoyens ». Lénine reconnut en elle la première armée communiste.

Parallèlement, les nationalistes constituaient eux-aussi une organisation armée « Les Volontaires Irlandais ». De nombreux Fenians y entrèrent. Cette dualité représentait une division des forces en elle-même dommageable. Mais surtout l'initiative nationaliste — réponse aux provocations unionistes — allait encore accréditer plus profondément le faux-semblant de l'opposition catholiques/protestants.

Le Home Rule reçut l'assentiment royal en septembre 1914, mais en raison de l'état de guerre, son application fut rejetée à la fin des hostilités. Mais l'histoire n'obéit pas automatiquement aux décisions juridiques. En 1916, la République Irlandaise était proclamée...

L'impact du capitalisme triomphant.

Politique et religion.

La conquête effective de l'Irlande par l'Angleterre, c'est-à-dire la main-mise systématique et organisée sur la terre irlandaise elle-même, ne commence vraiment qu'avec Henri VIII. Or le roi qui met cette conquête en route est aussi celui qui met en route une réforme de la religion. Le conquérant est aussi le chef de l'Eglise d'Angleterre et il entend bien être reconnu comme le chef de l'Eglise d'Irlande. **Religion et spoliation s'en trouvent liées.** Dès le départ, les « volés » sont catholiques et les « voleurs » réformés. Le pouvoir royal se renforce d'une puissance énorme en s'annexant le pouvoir religieux. Cela ne fait qu'intensifier, à tous les niveaux, le poids de la domination étrangère dans le pays conquis. En Angleterre, par exemple, les biens de l'Eglise allaient enrichir la classe politique qui soutenait le roi. Il ne s'agissait, au fond, que d'une redistribution de biens entre familles ou groupes dominants. En Irlande où le féodalisme ne s'était pas sérieusement implanté, la destruction des monastères correspondait à la suppression de centres économiques, culturels (et évidemment religieux) qui constituaient une armature du pays. Redistribution d'un côté, destruction de l'autre : bien qu'il s'agisse de religion, nous sommes loin d'un « problème religieux » !

Et cela courra le long des siècles : Anglais « réformés », partisans de la progressiste royauté parlementaire, vainqueurs des Irlandais « catholiques » misant sur la royauté absolue; colonisés irlandais emprisonnés dans le carcan du traditionalisme catholique, colonisateurs anglais pré-

parés à l'explosion capitaliste par le libéralisme réformé; religion servant d'alibi à l'exploitation. L'Irlande est un laboratoire privilégié d'étude de l'aliénation religieuse. Ce pays montre avec quelle force cette aliénation peut, aujourd'hui encore, fonctionner.

Le capitalisme anglais fait de l'Irlande une nation paysanne.

La conquête de la terre se réalisera pas à pas, avec de brusques accélérations comme celles de Mary Tudor ou de Cromwell. A la fin du XVII^e siècle les riches de souche irlandaise ne possédaient plus qu'un septième des terres et encore les « lois pénales » contre les catholiques allaient aggraver leur situation. L'Irlande vivait alors sous le régime de la grande propriété de lords anglais.

L'exploitation que subissait le pays entraîna des soubresauts politiques et la réaction anglaise de 1801 (administration directe de l'Irlande par Londres : Acte d'Union). Les dernières barrières au pillage étaient ainsi levées. C'est l'époque de l'accumulation du capital qui allait faire de l'Angleterre la première nation industrielle; c'est le moment où les Irlandais vont par milliers grossir les rangs de l'armée industrielle de réserve anglaise. Ce sont les grandes famines des années 1830-1840. En quelques années (surtout à partir de 1849 où fut votée une loi facilitant la vente des domaines endettés) une part importante de la terre irlandaise changera de propriétaire. Une classe nouvelle de landlords succède aux anciens. En 1880, 750 propriétaires possèdent la moitié des terres. Mais un seuil était atteint. La révolte éclatait. Comme en Grande-Bretagne, la bourgeoisie industrielle et financière prenait le pas sur l'aristocratie foncière, des concessions pouvaient être faites. Entre 1891 et 1903 une série de lois permit à ceux qui les cultivaient d'acheter les terres. La première expérience profita à plus de cent mille bénéficiaires. Elle fit la preuve que les nouveaux propriétaires étaient capables de tenir leurs engagements envers l'Etat anglais. Cela amena une poursuite des dispositions légales tendant à faire passer toutes les terres dans les mains des tenanciers. **L'Irlande devenait ainsi un pays de petite propriété paysanne.** La fraction de classe au pouvoir en Grande-Bretagne affaiblissait, par cette opération, la fraction qu'elle venait de supplanter et s'assurait, pensait-elle, l'appui d'une classe paysanne irlandaise satisfaite.

La situation du Nord.

Le Nord fut le dernier bastion de la résistance gaélique à l'invasion anglaise. Résistance jusqu'au bout. La défaite et la « fuite des comtes » marqua donc plus profondément cette région qui devint dès la fin du XVI^e siècle une sphère de colonisation particulièrement intensive. La

présence anglaise ne fera que s'y affirmer de plus en plus au fil des années et des siècles. Elle fera subir à cette partie de l'Irlande une évolution très proche de celle de la Grande-Bretagne. Il n'est pas étonnant que l'Ulster soit à la fin du XIX^e siècle une tête de pont anglaise en Irlande, le fief des « unionistes ».

(Cet article a été rédigé à partir d'une étude de Philippe BLANCHARD.)

L'insurrection de 1916

La République Irlandaise est proclamée

L'illusion républicaine

Le règne de l'ambiguïté

Le mythe De Valera

L'I.R.A. ne capitule pas (la guerre civile de juin 1922 - mai 1923)

De Valera digne successeur de Cosgrave

L'Etat « catholique » d'Irlande

La République installée

L'Insurrection de 1916.

La première guerre mondiale ne favorise pas l'unité des nationalistes irlandais. Ceux-ci en effet se trouvèrent divisés par cet événement.

Les nationalistes « parlementaires » sous la conduite de John Redmond offraient leur alliance à l'Angleterre. Ils espéraient gagner ainsi la reconnaissance de ce pays et obtenir en retour l'autonomie qu'ils désiraient. Cette attitude s'accompagnait de quelques habiletés tactiques. Ainsi John Redmond affirmait que les Volontaires Irlandais étaient capables de défendre leur île. Du coup, cela rendait disponibles les troupes anglaises stationnant en Irlande, elles pouvaient combattre ailleurs. Ce qui équivalait à un retrait des troupes britanniques de l'île. Mais le gouvernement de Londres — gouvernement de « coalition nationale » auquel participaient des leaders réactionnaires de l'Ulster — ne risquait pas d'accepter de telles manœuvres. Les Volontaires Irlandais partirent combattre sur le continent et il leur fut même refusé de constituer des unités propres, ce qui était autorisé pour les Volontaires de l'Ulster.

Les autres courants nationalistes pensaient qu'il fallait profiter des difficultés anglaises pour gagner du terrain. Certains allèrent chercher alliance et soutien auprès de l'Allemagne (les ennemis de l'Angleterre ne peuvent être que des amis de l'Irlande, pensaient-ils). D'autres étaient beaucoup plus sceptiques et même opposés à de tels recours. Le courant socialiste résumait sa position dans le slogan : « Nous ne servons ni le roi, ni le Kaiser, mais l'Irlande ».

En janvier 1916, le conseil suprême de l'I.R.B. (Fraternité Républicaine Irlandaise) décida de déclencher une insurrection le 23 avril. Cette Fraternité, élément de base du mouvement Fenian, avait été décimée après l'échec de 1867 mais avait opéré un travail très important de présence au sein des milieux nationalistes. Tim Pat Coogan parle d'un travail efficace de noyautage, qui lui assure un essor et une portée réelle. L'insurrection fut très mal préparée. Des contrordres démobilisèrent une partie des forces armées mais le conseil de l'I.R.B. tint bon et passa à l'action.

Le 24 avril, les insurgés s'emparèrent de plusieurs points stratégiques de Dublin (l'Hôtel des Postes devint leur quartier général). Le pays ne suivit pas. Dans Dublin même la population était plus étonnée et interrogative qu'enthousiaste. Peu nombreux (moins de deux mille), mal armés, ils tinrent cinq jours. Avant de capituler, cependant, ils avaient accompli un acte historique de première importance en proclamant la République Irlandaise.

La République irlandaise est proclamée.

Le gouvernement provisoire de la République Irlandaise au peuple d'Irlande

IRLANDAIS et IRLANDAISES : Au nom de Dieu et des générations disparues de qui elle reçoit sa vieille tradition de nation, l'Irlande, par notre voix, appelle ses enfants à se rallier à son drapeau et à combattre pour sa liberté.

Après avoir organisé et entraîné ses hommes dans le cadre de son organisation révolutionnaire secrète, la Fraternité Républicaine Irlandaise, et de ses organisations militaires légales, les Volontaires Irlandais et l'Armée des Citoyens Irlandais, après avoir patiemment parfait sa discipline et résolument attendu le moment de révéler son existence, l'Irlande saisit maintenant cette occasion. Appuyée par ses enfants exilés aux Etats-Unis, et par de courageux alliés en Europe, comptant avant tout sur sa propre force, elle frappe, parfaitement sûre de la victoire.

Nous affirmons que le droit du peuple irlandais à la possession de l'Irlande et au contrôle sans entraves des destinées de l'Irlande, est souverain et imprescriptible. La longue usurpation de ce droit par un peuple et un gouvernement étrangers n'a pas aboli ce droit, qui ne peut d'ailleurs être aboli que par la destruction du peuple irlandais. Chacune de ses générations a affirmé son droit à la liberté et à la souveraineté nationales; six fois, au cours des trois siècles écoulés, ce droit a été affirmé les armes à la main. Restant fidèles à ce droit fondamental et l'affirmant à nouveau, les armes à la main, à la face du monde, nous proclamons, par la présente, la République Irlandaise en tant qu'Etat souverain indépendant et nous vouons notre vie et celle de nos compagnons d'armes à la cause de sa liberté, de son bien-être et de sa gloire parmi les nations.

La République d'Irlande a le droit qu'elle revendique ici même, à l'obéissance de chaque Irlandais et Irlandaise. La République garantit la liberté religieuse et civile, les mêmes droits et des chances égales à tous ses concitoyens et affirme sa résolution de rechercher le bonheur et la prospérité de la nation tout entière et de tout ce qui la constitue, unissant tous ses enfants dans le même amour et oubliant les différences soigneusement entretenues par un gouvernement étranger qui a, autrefois, séparé une minorité de la majorité.

Tant que nos armes n'auront pas permis l'établissement d'un gouvernement national permanent, représentatif de l'ensemble du peuple d'Irlande, élu par les suffrages de tous ses hommes et de toutes ses femmes, le gouvernement provisoire, constitué par la présente, administrera pour le peuple les affaires civiles et militaires de la République.

Nous plaçons la cause de la République d'Irlande sous la protection du Très-Haut à qui nous demandons de bénir nos armes et nous prions le Seigneur pour qu'aucun de ceux qui servent cette cause ne se déshonore par la lâcheté, la cruauté ou le pillage. En cette heure suprême, la nation irlandaise doit, par sa vaillance, sa discipline et par l'empressement de ses enfants à se sacrifier pour le bien commun, prouver qu'elle est digne de l'auguste destinée à laquelle elle est appelée.

Ont signé au nom de gouvernement provisoire :

Thomas J. CLARKE,
Jean Mac DIARMADA,
P. H. PEARSE,
James CONNOLLY,
Thomas Mac DONAGH,
Eamonn CEANNT,
Joseph PLUNKETT.

Promulgué le dimanche de Pâques, 23 avril 1916, à Liberty Hall, DUBLIN.

(Traduction tirée du livre de Tom Barry : *Guérilla en Irlande.*)

L'illusion républicaine.

L'Insurrection de 1916 fut, pour les Anglais, une inqualifiable trahison. La « racaille irlandaise » avait osé se soulever au moment même où la patrie était en danger. C'était un crime que le gouvernement britannique allait punir à sa manière : 90 condamnations à mort. Quinze furent fusillés : parmi eux les sept signataires de la proclamation de la République. Connolly, blessé durant les combats, fut exécuté attaché sur une chaise. Mais l'opinion réagit si fort que les autres peines de mort durent être commuées en prison à vie. De Valera, entre autres, échappait ainsi à la mort. La répression déborda largement les insurgés et frappa des secteurs nationalistes qui avaient vu d'un assez mauvais œil la proclamation de la République (Griffith par exemple). Deux mille cinq cents militants irlandais furent emprisonnés.

Le Sinn Fein, dont De Valera était devenu président, remporta un véritable triomphe aux élections générales de 1918. Les élus refusèrent de siéger aux Communes. Ceux qui n'étaient ni en prison ni en exil (une trentaine sur 73) se groupèrent le 21 janvier 1919 en un parlement révolutionnaire : Dail Eirean (Assemblée d'Irlande). Ils confirmèrent la République proclamée en 1916 et nommèrent De Valera Président de la République. Celui-ci, en exil aux Etats-Unis, forma, en avril, un véritable ministère. Absent, il ne put jouer un rôle important. Ce rôle

fut assumé par Collins, ministre des finances en titre, qui avec Cathal Brugha, ministre de la défense, réorganisa les Volontaires Irlandais et en fit une armée de guérilla extrêmement mobile : Irish Republican Army, l'I.R.A. (Armée Républicaine Irlandaise).

La République Irlandaise ne fut pas prise au sérieux par les Anglais. Le gouvernement républicain irlandais ne fut pas admis à la Conférence de la Paix. Il ne restait plus aux Irlandais que l'action directe. Des combats impitoyables, une lutte atroce se déroula de 1919 à 1921. Sous la pression des Etats-Unis et même d'une partie de l'opinion publique anglaise, fut voté, à la fin 1920, le Government of Ireland Act, qui tentait de trouver une issue à la situation. L'Irlande était partagée en deux. Chaque partie était dotée d'un parlement (et d'un ministère compétent pour les questions intérieures. Mais cela n'arrêta pas les combats, au contraire. Les Irlandais refusaient avec vigueur ce partage de leur pays.

En mai 1921, des élections eurent lieu. Au Sud, le Sinn Fein emporta 124 sièges sur 128. Les élus refusèrent de siéger au Parlement d'Irlande du Sud. Alors le gouvernement anglais eut l'initiative d'inviter le premier ministre du Nord et De Valera à une conférence à Londres. Le premier résultat fut une trêve en juillet 1921. Puis les négociations s'engagèrent. En août l'Angleterre proposait à l'Irlande du Sud le statut de « Dominion ». Qu'allait faire les Irlandais ?

Le règne de l'ambiguïté.

La cause nationale avait aussi rapidement progressé en Irlande parce qu'elle rencontrait des échos dans toutes les classes sociales.

La bourgeoisie avait joué un rôle. Son intérêt était d'échapper à la tutelle britannique. Elle pensait qu'un Etat irlandais à son service l'aiderait à développer sa puissance économique en la protégeant de l'intégration anglaise. Ce qu'elle voulait, c'était avant tout une économie capitaliste protégée. Elle ne pouvait avoir aucun objectif social ou révolutionnaire. Les hommes de cette tendance étaient très influents dans le Sinn Fein, surtout à ses débuts. Cela explique que ce mouvement ait violemment condamné la grande grève de l'hiver 1913-1914 à Dublin. De plus, cette bourgeoisie craignait l'Angleterre pour d'autres raisons encore que les raisons économiques : l'Angleterre de la fin du XIX^e siècle était un des points chauds du mouvement ouvrier. Un « bon » Etat irlandais serait certainement une barrière efficace contre de telles contagions. **La bourgeoisie ne voulait pas aller trop loin, chez beaucoup même, pas jusqu'à la République.**

Pour cette bourgeoisie, donc, les propositions anglaises d'un statut de Dominion étaient une solution à considérer. Aussi ses porte-parole

politiques se mirent-ils à trouver des arguments conciliateurs. Si nous sommes trop intransigeants, nous perdrons le soutien moral et financier des U.S.A... Si nous sommes trop exigeants, nous passerons pour extrémistes et nous perdrons l'appui de l'opinion publique mondiale... Profitons de cette étape qui nous est offerte...

Le sentiment national était très fort au sein des masses paysannes. L'indépendance, pour elles, signifiait quelque chose. Mais cette signification était bien loin d'être spontanément « progressiste ». Elle consistait certainement en grande partie en un mouvement de protection contre des agressions extérieures : agression du capitalisme qui détruirait le monde rural (le capitalisme venait de l'extérieur, était « anglais »), agression des idées révolutionnaires et novatrices qui toutes étaient anti-catholiques et venaient aussi de l'extérieur (de l'Angleterre ou du continent). De plus, les dispositions légales permettant aux tenants de pouvoir accéder à la propriété des terres, **enlevaient au mouvement paysan un des ferments de radicalisation.** Il ne se battait plus pour la propriété privée de la terre.

La classe ouvrière était peu nombreuse. Là où elle était forte, les problèmes « religieux » la divisaient. « Jusqu'en 1892, certaines manifestations syndicales comprenaient dans les cortèges des orchestres catholiques et protestants et cette présence commune était hautement symbolique du rapprochement. C'est alors que se déchainèrent les manifestations des deux sectarismes... Dans la mesure où les divisions religieuses affaiblissaient les syndicats ouvriers, les entreprises de Belfast engageaient un nombre suffisant d'ouvriers catholiques pour s'assurer que les conflits religieux ne s'éteindraient pas. Le mouvement ouvrier, dans ses éléments les plus lucides, menait campagne contre le sectarisme, mais il fut bientôt dépassé » (Maurice Goldring : *Le drame de l'Irlande*, Ed. Bordas, page 89). Ces éléments les plus lucides luttèrent aussi contre le nationalisme chauvin. Certains leaders expliquaient que cela ne servirait pas à grand chose de remplacer les uniformes anglais par des uniformes irlandais si c'était pour protéger les mêmes privilèges. « Si c'est cela l'indépendance, alors l'Angleterre continuerait à vous dominer par l'intermédiaire du système économique qu'elle a implanté dans le pays. » **Il semble bien que la partie la plus avancée politiquement n'accordait pas au combat « national » la toute première place.** Une fraction même ne refusait pas un maintien au sein du Royaume-Uni.

Des noyaux issus des basses classes moyennes urbaines, bon nombre d'intellectuels, constituaient des éléments très radicaux dans le combat de libération nationale. Ce furent eux les apôtres les plus zélés du refus de tout compromis. Mais en dehors de l'affirmation absolue de l'indépendance nationale, leurs objectifs politiques étaient très vagues ou très flous.

De Valera fut l'incarnation de cette ambiguïté. Il représentait ce courant des couches moyennes, des intellectuels et des petits paysans. Des forces, donc, résolument nationalistes, mais que ce soit pour les paysans, que ce soit pour la petite bourgeoisie, des forces incapables de dégager une ligne politique assez consistante pour échapper à toute récupération de la bourgeoisie.

Les délégués irlandais signèrent, en décembre 1921, le fameux traité qui faisait de l'Irlande un Dominion. Quand ils furent de retour à Dublin, leur attitude ne fit pas l'unanimité. Certes, le monde des affaires, les unionistes du Sud, les chefs d'Eglise (en particulier la hiérarchie catholique) approuvèrent le traité, mais De Valera et une bonne partie du Sinn Fein et de l'I.R.A. ne furent pas d'accord. De Valera démissionna de son poste de Président, tenta de se faire ré-élire, mais échoua de quelques voix. En juin 1922, des élections donnèrent aux candidats favorables au traité une confortable majorité.

Le mythe De Valera.

La position de De Valera peut étonner. Il engage des pourparlers avec l'Angleterre; puis il s'en retire et finit par désavouer ceux qu'il avait mis dans l'engrenage. Quelle pouvait être sa position ?

Certains de ses contemporains pensaient qu'il n'était pas aussi opposé que cela à une solution du type « Dominion ». Ainsi Tom Barry, commandant général de l'I.R.A. raconta : « J'avais entendu, de différents côtés, des opinions contradictoires concernant le Président et sa politique. J'en étais troublé. Je me méfiais d'autant plus que De Valera était l'idole de tous les résistants du Sud. Quelqu'un, à Dublin, m'avait dit que De Valera était un puritain froid et austère, qui ne souriait jamais, se tenant toujours au-dessus de la masse, pour laquelle il avait le plus profond mépris; un autre, que De Valera s'efforçait d'arrêter la guerre et qu'il était prêt à répudier les brigades de Cork, en particulier celle du West Cork, en raison de leur agressivité impitoyable. Il était d'ailleurs sur le point d'accepter le statut de Dominion, projet que, d'après mon interlocuteur, il avait en poche depuis son retour des Etats-Unis, en décembre dernier. Il m'avait même été conseillé de dépeindre la situation militaire dans le Sud sous des couleurs aussi favorables que possible. Il n'aurait ainsi pas d'excuses, d'arrêter notre combat pour la liberté. » (« Guérilla en Irlande », Presses Universitaires de Bretagne, p. 171.) Tim Pat Coogan rapporte que « ce n'est pas cependant plus la fraction De Valera ou son groupe parlementaire qui poursuivirent la lutte contre le traité. L'opposition vient essentiellement des partisans de la force, d'hommes jeunes qui ont prêté serment à la République Irlandaise » (Tim Pat Coogan : *I.R.A.*, édit. A. Moreau, p. 39.)

L'I.R.A. ne capitule pas (la guerre civile de juin 1922 - mai 1923).

« Certains se battent pour de l'argent... D'autres pour de l'or... mais l'I.R.A. se bat pour la terre qu'a vendue De Valera » (ballade populaire irlandaise citée par B. Devlin dans *Mon âme n'est pas à vendre*, Ed. Seuil). L'I.R.A. avait prévu que les élections seraient favorables au traité. Aussi une partie du mouvement, sous la direction de Rory O'Connor, passa à l'action directe dès le mois d'avril 1922 et occupa le Palais de Justice. Cela ne faisait pas l'affaire du « gouvernement provisoire » qui désirait que tout rentre dans l'ordre, mais qui n'osait pas employer la force avant les élections. Sitôt ces élections passées, sous la forte pression de l'Angleterre qui menaçait d'intervenir directement, l'I.R.A. est sommée d'évacuer ses positions. Elle refuse. L'armée britannique fournit de l'artillerie au gouvernement irlandais et la lutte commence. Une très dure guerre civile, pendant onze mois, va mettre l'Irlande à feu et à sang. Ce combat n'est pas celui d'une poignée de militants de l'I.R.A. Il est devenu le combat des républicains. De Valera rejoint le mouvement.

Durant l'été, les deux principaux leaders de l'Etat disparaissent. Griffith meurt d'une crise cardiaque et Collins est abattu dans une embuscade près de son village natal. C'est William Cosgrave qui devient chef de l'Etat et il parachève l'œuvre de répression de ses prédécesseurs disparus.

Le chef de l'état-major de l'I.R.A., Liam Lynch, meurt au combat en avril 1923. De Valera quelques jours plus tard signe une proclamation ordonnant de déposer les armes. Les combats cessent. Le bilan est très lourd. La résistance militaire républicaine semble brisée. Pour cela, d'après les témoins du temps, le gouvernement du nouvel Etat irlandais a employé des moyens beaucoup plus sauvages que ceux utilisés quelques années avant par les colonisateurs anglais. Les combats cessent en mai, mais pas la répression. Cosgrave veut vraiment mettre au pas l'opposition. A ce moment, douze mille républicains sont en prison.

La fin des hostilités permet de nouvelles élections générales. Malgré les conditions très difficiles dans lesquelles ils vivent, les républicains enlèvent 44 sièges. Ils viennent ainsi immédiatement après le parti de Cosgrave, qui en compte 66. Les élus républicains refusent de prêter le serment d'allégeance à la couronne britannique. Ils ne peuvent donc pas participer aux assemblées. Il est vrai que bon nombre d'entre eux sont incarcérés. C'est le cas de De Valera qui a été arrêté au début de la campagne électorale.

La résistance militaire étouffée, l'opposition parlementaire absente, Cosgrave a les mains libres pour organiser le pays selon ses vues. Ces réalisations annoncent par certains aspects ce qu'est aujourd'hui la République d'Irlande.

Il ouvre les frontières au capital étranger. Siemens colonise le Shannon. Attitude de soumission à l'égard de la Grande-Bretagne : les « land annuities » sont payées et l'Assemblée reconnaît le tracé des frontières Nord de 1920. La répression interne se perfectionne. En 1929 est voté le premier « Censorship of Publications Act », censure des publications, qui demeure encore de nos jours.

De Valera digne successeur de Cosgrave.

De Valera sort de prison en 1924. Ferme opposé à la lutte armée au sein du nouvel Etat il préconise une stratégie légale. Il est mis en minorité au sein du Sinn Fein en 1926 et, du coup, fonde un nouveau parti : le Fianna Fail (Soldats de la Destinée). La majorité des voix républicaines le suivit. Mais il fallut que le Fianna Fail s'assagisse, donne des gages de sa modération pour qu'il puisse devenir majoritaire en 1932. La création de mouvements républicains à gauche du parti de De Valera fut le signe de cette évolution tranquilisante. De Valera, premier Président de la République Irlandaise libre, acceptait de se trouver à la tête d'une Irlande soumise à la couronne britannique !

Il va, dès lors, tenter de dénouer en douceur les liens juridiques qui rattachent l'Irlande à l'Angleterre. Il fait nommer un de ses amis gouverneur général et celui-ci a la gentillesse de ne plus habiter la résidence des vice-rois. Il abolit le serment d'allégeance. Il profite de la crise anglaise de 1936 pour enlever toute référence au roi d'Angleterre dans la constitution irlandaise. L'Angleterre se laisse faire ces douces violences qui n'ont finalement qu'une importance « morale ».

Mais elle tient ferme sur les points qui concrétisent son pouvoir. De Valera refuse de payer les « land annuities ». L'Angleterre riposte en taxant les produits irlandais qui entrent chez elle. C'est-à-dire plus de 90 % des exportations irlandaises. Le pays y perd. La situation se débloquera au gré des intérêts anglais. En 1935 l'Irlande accepte d'acheter tout son charbon à la Grande-Bretagne (elle allait, depuis la guerre des tarifs, s'approvisionner en Allemagne ou en Pologne) et l'Angleterre augmente ses importations de bétail anglais. En 1938 la guerre économique se termine par un accord : la Grande-Bretagne renonce aux « land annuities » mais l'Irlande reconnaît sur ce plan lui devoir dix millions de livres...

Quant à la réunification du pays, l'article XII du Traité de Londres stipulait qu'une commission « d'accord avec le vœu des habitants et tenant compte des conditions géographiques et économiques, fixerait la frontière entre le Nord et le reste de l'Irlande ». Cet article entretenait un certain espoir au cœur des nationalistes irlandais. Sur les six comtés du Nord, deux étaient en très grande majorité favorables au Sud

(Tyronne et Fermanagh), deux autres comptaient des minorités très fidèles à l'Etat libre (Antrin et Down). Si l'article XII était correctement appliqué, le Nord serait réduit de telle façon qu'il ne pourrait plus constituer une réalité politique. La partition deviendrait de ce fait absurde. Sur ce point la défaite de De Valera est totale. **L'accord de 1938 est finalement très en recul sur ces ouvertures laissées par le texte du Traité de Londres.** On comprend dès lors qu'à cet échec corresponde une recrudescence des attentats à la bombe qui se transforma en une campagne intensive au Nord et en Angleterre au début de 1939.

De Valera donne d'ailleurs l'impression de jouer avec cette question capitale, vitale de l'unité. Il s'en sert à tous les plans. Devant la Dail, il proclame son « profond désir d'absorber pacifiquement les territoires perdus ». Le mot « pacifiquement » étant de toute évidence le plus important. Au huitième congrès de son parti, il s'en sert comme alibi pour expliquer la non-proclamation de la République. Le moment n'est pas venu, dit-il, de rétablir la République : il faut avant cela que soit réalisée l'unité territoriale du pays. Il fait de l'unité un objet de marchandage diplomatique avec l'Angleterre. Seule une Irlande unie et libre pourrait efficacement coopérer à la défense devant une attaque commune... déclare-t-il à Chamberlain. On sait avec quel succès !...

L'Etat « catholique » d'Irlande.

En juin 1937 la Dail approuvait une nouvelle constitution. L'Etat libre d'Irlande, fruit du traité de 1921, disparaissait. Il était remplacé, non par une République, mais par un Etat appelé « Eire » dont la nature n'était pas précisée. La nouvelle constitution était rédigée en gaélique et en anglais.

Le nouveau régime est un régime présidentiel. Le Président est élu au suffrage universel. C'est lui qui nomme le premier ministre. Le Parlement comprend à nouveau deux chambres : l'Assemblée (la Dail) élue au suffrage universel et un Sénat au pouvoir très limité et de caractère corporatif.

La nouvelle constitution est placée sous le patronage de « la Très Sainte Trinité de qui toute autorité découle ». Le catholicisme y jouit d'une position de faveur (le fameux article 44). Les cérémonies officielles en sont un signe : le cardinal-primat est à la seconde place, immédiatement après le Président et avant le premier ministre.

Le fondement philosophique de cette constitution est la doctrine de l'Eglise. « L'article 43 traite de la propriété privée. Il la reconnaît avec son double caractère social et individuel. Ces droits divers trouveront leur ajustement dans la justice sociale. « Le droit de propriété et l'usage qu'on en fait, avait déclaré Léon XIII, sont choses distinctes. »

Et l'article 45 porte sur les principes directeurs de la politique sociale. De même que les paragraphes cités reflétaient la doctrine papale de Rerum Novarum ou de Quadagesimo Anno, celui-ci s'inspire de l'encyclique de Pie XI : Divini Redemptoris... » (« Eire », *Histoire d'Irlande*, Ed. Aubier, p. 250.) Les libertés individuelles sont reconnues, mais passées au crible de la plus traditionnelle morale catholique. La publication ou l'expression de sentiments « blasphématoires » ou « indécents » est un délit qui tombe sous le coup de la loi. La famille est la base de la société. Le principal rôle de la femme est de bien accomplir son devoir de maîtresse de maison. Le divorce est formellement banni. Il est même interdit au Parlement d'en discuter. La loi sur la censure s'adapte. Ainsi, en 1946, un article interdit la vente de livres parlant favorablement de « moyens artificiels de contraception ».

Une constitution, donc, pensée pour un développement du capitalisme dans un contexte d'« ordre moral » défini par le traditionalisme catholique. On comprend dès lors que les « unionistes » tirent argument de cela, refusent un régime qu'ils déclarent obscurantiste, préférèrent opter pour l'« ouverture » que représente le libéralisme de la démocratie anglaise.

Cette constitution ne rencontra pas un éclatant succès populaire. Elle fut tout juste votée : 650 000 oui, 500 000 non, 90 000 votes blancs ou nuls, 560 000 abstentions. Donc un peu plus du tiers seulement des électeurs irlandais l'avaient approuvée.

La République installée.

La neutralité de l'Irlande durant la guerre de 1939-1945 soulève encore aujourd'hui de nombreuses discussions. Cette neutralité fut une source de « prospérité » pour le pays. Le parti de De Valera continuait cependant son chemin vers l'« assagissement ». Au point que, dans les remous causés par la défaite nazie, se forma un nouveau parti républicain, le « Parti du peuple », soutenu par l'I.R.A. Comme celui-ci gagnait de l'audience, Valera provoqua, en 1948, des élections anticipées. Son parti perdit la majorité absolue et quitta le pouvoir.

Une coalition sans dénominateur politique commun lui succéda. Elle fit de la surenchère nationaliste à l'extérieur (présence au sein des nouveaux organismes européens, rupture des derniers liens avec le Commonwealth britannique) et à l'intérieur en proclamant, le 18 avril 1949, la République. Changement de titre, sans important changement sur le fond.

De Valera revint à la tête du gouvernement en 1957. Puis il fut élu Président de la République en 1959. « Les investissements étrangers furent fortement encouragés et, en 1961, la République d'Irlande pré-

De la
République
populaire
proclamée
à la
République
bourgeoise
installée

senta une demande d'adhésion au Marché Commun. En raison de l'échec de la candidature anglaise, il ne fut pas donné suite à la demande de l'Irlande qui signa alors en 1965 un important traité de commerce avec la Grande-Bretagne » (*L'Irlande, milieu et histoire*, éd. A. Colin, col. U 2, p. 281). Les impératifs du développement capitaliste renouaient eu à peu les liens dénoués juridiquement. Ces nouveaux liens sont certainement aussi forts que les anciens. Au plan international, après une période de positions neutralistes, l'Irlande changea peu à peu de cap. Depuis le moment où elle a opté pour une politique résolue de « développement économique » (autour des années 1960), ses positions se trouvent pratiquement être alignées sur celles des U.S.A. L'entrée de capitaux exige que l'on choisisse !

**

Quel chemin parcouru depuis le cri de 1916 jusqu'à nos jours ! La cassure de l'Irlande est allée en s'élargissant, en s'approfondissant. L'« Etat libre » s'est mué en un Etat catholique, qui n'était pas sans quelques parentés avec les Etats totalitaires, puis après la deuxième guerre mondiale, au prix d'un facile ravalement de façade, est devenu une République. République bourgeoise, Etat au service du capitalisme, élément intégré de l'Impérialisme mondial. La liberté pour le Nord ne pouvait venir, ne viendra certainement pas du régime en place au Sud.

le pourrissement de l'État du Nord

L'« Etat du Nord »
|
Surmonter le clivage religieux
|
La campagne des frontières (1956-1962)
|
La lutte contre la discrimination sociale
|
La N.I.C.R.A.
|
Le 5 octobre 1968
|
Janvier 1969
|
La fin de l'illusion libérale
|
Les catholiques s'organisent
|
La scission de l'I.R.A.
|
La guerre contre l'armée britannique
|
L'Internement Administratif
|
Le dimanche sanglant
|
Le Plan de Paix pour l'Ulster
|
« Direct Rule » (l'Administration Directe) : le pouvoir à l'opresseur.
|
La montée du terrorisme protestant et du fascisme
|
Une trêve vite rompue

L' « Etat du Nord ».

La naissance de l'Irlande du Nord ne fut pas facile : 232 morts en 1922, année de la séparation. Comme toujours en ces cas-là, une législation « adaptée » fut mise en place. Cette législation va contre la Déclaration Européenne des Droits de l'Homme. Elle donne des pouvoirs spéciaux — des pouvoirs quasi absolus — au ministre de l'Intérieur.

La couronne britannique est représentée par un gouverneur à Belfast. L'Irlande du Nord envoie douze députés au Parlement de Westminster. Celui-ci a la responsabilité de la défense, des affaires étrangères et, évidemment, du commerce extérieur. Pour l'administration interne (enseignement, santé, police, justice, commerce, municipalités), l'Etat du Nord jouit d'une relative autonomie. Il est doté d'un Parlement — Parlement de Stormont — qui est composé de deux Chambres : les « Communes » élues au suffrage universel ; le « Sénat » désigné selon un système proportionnel fort complexe. Elle a un gouvernement présidé par un premier ministre.

Au plan des principes, il n'y a pas de ségrégation entre catholiques et protestants. La Police Royale de l'Ulster est même, de droit, ouverte aux catholiques. A sa création, on pensait que ceux-ci pourraient arriver à constituer le tiers de ses effectifs. En fait, la proportion ne dépassa jamais douze pour cent.

Dès la période de la séparation, les catholiques entrent nombreux à l'I.R.A. Les protestants militants s'engagent, eux, dans les Brigades Spéciales. Il y a une grande marge entre le fait et le droit. Cela s'explique. Il y a d'abord le fondement, la situation économique. Les catholiques font, en très grosse majorité, partie des couches sociales les plus déshéritées. Les prolétaires catholiques sont de la main-d'œuvre facilement exploitable comme tous les minoritaires ou les marginaux. Mais ils sont encore plus que cela. Des patrons protestants, les plus habiles, en embauchent un certain nombre. Les dissensions religieuses, en effet, entravent la cohésion de la classe ouvrière et la rendent plus vulnérable.

Mais le clivage n'est pas simplement économique, il est aussi culturel, social, quotidien. Le catholicisme irlandais est un des plus englobant du monde. Il prend l'individu tout entier dans sa vie privée, sa vie sociale, sa vie politique, dans tout. On dit en Irlande — et cela n'est pas sans fondements — que la religion est « la couleur de la peau ».

Surmonter le clivage religieux.

Ces oppositions religieuses indéniables n'ont jamais été acceptées comme décisives par les militants conscients. Dès la séparation, au sein de l'I.R.A., des hommes se rendent compte que ce qui attire vers elle les

catholiques rejette les protestants dans le camp opposé. Pas de République d'Irlande unie possible si l'I.R.A. apparaît comme le mouvement des catholiques armés.

Des efforts sont donc entrepris pour lever cette ambiguïté. « Après 1830, l'I.R.A. fait donc deux grandes tentatives pour combler le fossé religieux » (Tim Pat Coogan, *op. cit.*, p. 215). Le gouvernement réduit les secours. Cela frappe les pauvres sans distinction de religion et la révolte gronde à Belfast. L'I.R.A. s'adresse donc aux hommes et aux femmes de l'Ordre orangiste, organisation protestante : « *Au cours du temps, nous avons échangé des coups, des projectiles et des injures mais sans jamais oublier que nos ancêtres allaient côte à côte. Un jour nous changerons de nouveau d'attitude et la distance qui nous sépare ira diminuant. Membres de l'Armée Républicaine Irlandaise, nous pensons que les petits fermiers et les autres salariés feront cause commune avec les autres petits fermiers et les autres salariés d'Irlande pour le bien commun du peuple, dans une République Irlandaise Libre et Unie... Nous sommes totalement indifférents aux distinctions confessionnelles au sein de notre Mouvement. Nous vous garantissons, vous nous garantirez et nous nous garantirons mutuellement une totale liberté de conscience et de culte dans l'Irlande que nous allons libérer. C'est la simple vérité et, en ce moment même, alors que des intérêts impériaux tentent de se dissimuler derrière le fol emportement de la lutte religieuse, vous devriez et nous devrions nous unir pour ne pas leur donner leur chance...* »

« *Ne vous retrouvez-vous pas épaule contre épaule, faisant la queue au bureau de chômage quand vous attendez la « Dole », cette miette que les exploitants jettent aux exploités des différentes confessions ? Devant ces questions cruciales, votre religion et votre appartenance à l'Ordre d'Orange ne comptent pas plus que le Catholicisme pour les Catholiques sans travail et sans pain en Irlande du Sud. Les Impérialistes et les Capitalistes jouent sur les sentiments religieux des masses, qu'elles soient orangistes ou catholiques, et ils les exploitent à coup sûr pour mieux les asservir. » Mais le sectarisme a trop de chantres et trop de complicités pour qu'un tel appel soit effectivement beaucoup entendu. Tout est bon pour enrayer cette rencontre. « *Le vieux sectarisme de Belfast se retrouve pendant les émeutes de 1932. Celles-ci, selon les Républicains, sont délibérément provoquées par certains éléments de la Police Royale de l'Ulster qui chargent les Catholiques à coups de bâton et tirent* » (Tim Pat Coogan, p. 218).*

En 1942 et 1943, l'I.R.A. est assez puissante dans le Nord pour entreprendre une forte campagne. Explosions et fusillades amènent les autorités à décréter le couvre-feu dans certains quartiers de Belfast en octobre 1943. Le gouvernement anglais sait habilement faire un coupe-feu. Il cherche, par des mesures sociales, à désamorcer les ferments de

révolte. Les travaillistes introduisent la sécurité sociale en Irlande du Nord. Cadeau « anglais » appréciable. L'axe du combat s'en trouve un moment déplacé. Il devient moins dur. Surtout, il tend à mettre dans l'ombre la question de la réunification pour porter sur des abus locaux (truquage électoral) ou sur une avancée dans les conquêtes sociales (logement et emploi). De plus, le manque de ressources de l'I.R.A. ne permet pas de mettre au premier plan l'aspect militaire de la lutte. « *Les inconvénients d'une politique de force, avec les ressources dont dispose l'I.R.A., sont plus qu'évidents aux survivants de la période de violence des années 40. Ces survivants sont maintenant les chefs du parti républicain. Ils sont connus sous le diminutif des « trois Macs » : Anthony Magan, Thomas MacCurtain et Padraig MacLogan. Pendant près de dix années, après la fin de la guerre, ils se montreront hostiles à une campagne armée contre le Nord et il est prouvé que cette décennie sera consacrée à l'activité politique plus qu'à l'activité militaire.* » (Tim Pat Coogan, *op. cit.*, p. 329.)

La campagne des frontières (1956-1962).

L'I.R.A., cependant, refait ses forces. Plus elle reprend vigueur, plus les activistes deviennent nombreux et influents en son sein. On assiste à une reprise, puis à une montée progressive des raids et coups de main armés : un en 1951, un en 1953, deux en 1954, deux en 1955. Cela débouche sur l'ouverture de la « campagne des frontières ». Dans la nuit du 12 décembre 1956, dix secteurs différents sont attaqués dans la région frontalière. Environ 150 hommes participent à cette première opération qui déclenche une campagne qui, avec des hauts et des bas, durera jusqu'en 1962.

Attaquer sur la frontière est significatif et symbolique : celle-ci, en effet, est la marque physique du partage du pays. L'I.R.A. pense que sa campagne déclencherà un mouvement populaire, fera boule de neige. Rien de tel ne se produit. Coogan écrit : « Très vite il devint évident que personne ne pouvait remplacer ceux qui étaient faits prisonniers. » A Belfast même la situation est telle que l'I.R.A. décide de n'y entreprendre aucune action. Elle sait qu'elle est incapable d'apporter un soutien militaire appréciable à un éventuel soulèvement populaire. De plus, il n'est pas évident qu'elle ne soit pas perméable aux curiosités de la Police Royale.

Cette campagne aura cependant des conséquences politiques. Elle redonne à la question de la séparation une nouvelle importance. L'Eglise, par exemple, avance une solution. En mars 1957, le Cardinal propose que chacun des six comtés du Nord choisisse entre Dublin et Belfast. S'ils choisissent le Sud, l'Irlande devra, en tant que République indépen-

dante, se ré-associer avec le Commonwealth et admettre des bases de l'O.T.A.N. sur son territoire. On retrouve là, exprimé clairement, le choix « atlantique » de l'Eglise; choix évidemment provoqué par l'anticommunisme. Moscou d'ailleurs la pousse indirectement dans cette voie. La *Pravda*, en effet, commente les premières opérations en des termes tels que : « Les patriotes irlandais ne peuvent accepter que la Grande-Bretagne transforme les six comtés en une des bases militaires majeures du Pacte Atlantique. » Et puis l'Eglise catholique irlandaise, qui fournit un contingent très appréciable de prêtres et d'évêques dans tout le monde anglo-saxon, n'a jamais vu d'un très bon œil une rupture totale avec l'Angleterre et le Commonwealth. Cela risquerait de la priver, ou tout au moins d'entraver son action dans sa principale zone d'influence.

Impact politique important aussi au Sud. La campagne sur les frontières distend les quelques liens qui maintenaient la coalition au pouvoir. Le gouvernement de coalition ne pourra y survivre et c'est le Fianna Fail et De Valera qui reviendront au premier plan. Eux n'auront pas de complicité pour l'I.R.A. Une cour criminelle spéciale est réinstallée au Sud. « Il n'y a pas de doute que le gouvernement, en particulier le nouveau ministre de la Justice, Charles Haughey, un homme jeune qui a accédé au premier plan après les élections de 1961, ne soit déterminé à prendre les mesures les plus rigoureuses non seulement pour mettre fin à la campagne, mais aussi, à la première occasion, aux activités de l'I.R.A. L'I.R.A. décide alors de ne pas fournir cette occasion.

« Le 26 février 1962, les relations publiques des Républicains d'Irlande annoncent que : « La direction du mouvement de résistance a décidé la fin de la campagne de résistance à l'occupation anglaise. » Toutes les armes et tout le matériel ont été mis au dépôt, et il a été mis fin à tout service actif à plein temps des Volontaires. »

« La déclaration ajoute que l'une des causes de cette décision est l'attitude du public, « dont l'esprit a été délibérément diverti du vrai problème qui concerne le peuple irlandais — l'unité et la liberté de l'Irlande » (Tim Pat Coogan, *op. cit.*, p. 424).

La campagne des frontières est donc finalement un échec. Elle a échoué parce qu'elle n'était pas fondée, et n'a pas donné naissance à un mouvement de masse. La volonté de résoudre un problème — la réunification de l'Irlande — ou de prendre le pouvoir par les armes n'est juste que lorsqu'elle exprime un large consensus populaire. Il y eut au départ et durant toute cette campagne une fausse appréciation des possibilités d'appuis du peuple. Une telle erreur ne pardonne pas. L'I.R.A. quittera l'avant-scène durant des années.

La lutte contre la discrimination sociale.

Toute situation historique porte en elle une logique implacable. Ainsi en est-il de la discrimination raciale, religieuse ou culturelle. Le mal s'approfondit et devient intolérable. La communauté « catholique » du Nord vit à fond ce terrible engrenage. La discrimination la touche à tous les niveaux mais plus particulièrement au plan du travail, du logement, des libertés politiques. A la campagne, la base de la discrimination est l'appropriation des terres. « *Les Irlandais de souche furent chassés des meilleures terres de plaine, soit vers l'Ouest, soit vers les montagnes. Cette répartition géographique s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Les ventes de fermes ont encore tendance à se faire aux fermiers de même religion. L'insécurité de tenure des fermiers catholiques par rapport aux fermiers protestants assurait à ces derniers une sécurité et une productivité plus élevée. Les lois pénales qui empêchaient les catholiques d'accéder aux professions libérales et au monde des affaires ont créé une bourgeoisie libérale et industrielle essentiellement protestante. Les principaux secteurs de l'industrie, du commerce, de la finance, sont tenus par des protestants. Ces différences se reproduisent « naturellement ». Les fermes les plus grandes et les plus riches se transmettent de père en fils. Les enfants des classes moyennes ou des professions libérales iront à l'école plus longtemps, dans des établissements scolaires de meilleure qualité. Alors que les enfants d'âge scolaire se répartissent à peu près également entre catholiques et protestants, les lycées (grammar-schools) et les universités comptent trois protestants pour un catholique » (Maurice Goldring, *op. cit.*, p. 122). En 1971, à Derry, 25 % des hommes sont chômeurs; à Ballymurphy, le taux de chômage s'élève à 46 % pour les chefs de familles catholiques et à 43 % chez les jeunes de 16 à 25 ans.*

Le taux de natalité des catholiques étant plus élevé que celui des familles protestantes, des barrières sont dressées pour endiguer un effet possible au plan électoral. En 1970, 1 500 catholiques équivalent à 700 protestants pour l'élection des députés. Pour les élections municipales il faut, pour avoir droit de voter, être propriétaire de son logement ou payer un certain loyer, ce qui exclut quelques centaines de milliers de catholiques du vote. Une pratique efficace aussi — le Gerrymandering — consiste à bloquer un grand nombre de voix catholiques dans quelques circonscriptions habilement découpées, pour assurer aux autres une majorité protestante.

L'arrivée au pouvoir, en mars 1963, du Captain Terence O'Neill, ex-ministre des Finances, allait rendre la situation explosive. « *Son énergie abandonna alors « l'énergique ministre des finances » qui devint bientôt, aux yeux des protestants extrémistes comme des catholiques, un weakling, une lavette » (J.P. Carasso : La rumeur irlandaise, éd. Champ libre, p. 76). O'Neill voulait moderniser l'économie et cela impli-*

quait une certaine évolution sociale. Il promet donc des réformes qui mirent en colère les protestants sans satisfaire les catholiques. Elément de plus, encore : sa politique de rapprochement avec le Sud déchaîna la fureur des extrémistes protestants. Certains catholiques se laissent prendre et sont tentés de lui faire confiance. Ils vont attendre ou suivre le chemin pacifique que trace un mouvement comme la N.I.C.R.A. (Northern Ireland Civils Rights Association), association pour les droits civiques inspirée de la lutte des noirs américains.

La N.I.C.R.A.

Ce mouvement apolitique, areligieux, est composé d'éléments pour le moins divers, sinon hétéroclites. Cela va de la bourgeoisie libérale aux trotskystes et aux anarchistes. Son programme ne peut donc être que très large. Les revendications de base en étaient :

— le vote au suffrage universel. D'où le fameux slogan « one man, one vote » : un homme, une voix;

— l'abrogation du « Special Powers Act », décret sur les pouvoirs spéciaux qui pratiquement permettait tout aux forces de répression (arrêter sans mandat, emprisonner sans inculpation, fouiller les maisons sans mandat à n'importe quelle heure et en entrant par effraction, couvre-feu, interdiction des manifestations, interdiction de visite de parents ou d'avocats aux emprisonnés, interdiction d'enquêtes après la mort d'un prisonnier, interdiction de diffuser des journaux, de posséder certains livres ou films, pouvoir discrétionnaire au ministre de l'intérieur);

— régler la question des circonscriptions électorales et du Gerrymandering.

La N.I.C.R.A., réorganisée en février 1967, publia un programme en cinq points : programme plus large et plus mordant portant sur la définition et la défense des droits des citoyens, sur l'information des citoyens sur ces droits, sur la dénonciation des abus de pouvoir, sur la revendication d'une authentique liberté de parole et de réunion.

Ces programmes n'avaient rien de subversif ou de révolutionnaire. Pourtant ils provoquèrent des remous énormes au sein de la communauté protestante excitée par sa droite réactionnaire sinon fasciste : de l'Ordre d'Orange à Paisley, en passant par tous les « ultra » unionistes.

Le 5 octobre 1968.

Cette journée voit la faillite de la politique de la carotte (promesses) et du bâton (répression) menée par O'Neill. L'Etat du Nord entre en décomposition.

Deux manifestations sont prévues ce jour-là. Une est organisée par la N.I.C.R.A. et le Comité d'Action pour le logement de Derry; l'autre est une parade des loges de l'Ordre d'Orange, invitées par le « Club des Apprentis » de la ville. William Craig, ministre de l'intérieur, un des « durs » du gouvernement, violemment anticatholique et membre de l'Ordre d'Orange, interdit la marche de la N.I.C.R.A. qui, affirmait-il, ne manquerait pas de troubler l'ordre public. Les organisateurs passèrent outre cette interdiction. Craig avait mis en place un important service d'ordre. « La police installa un barrage à la jonction de Duke Street et de Craigavon Bridge, sur l'itinéraire de la marche des droits civiques. Inévitablement, il se produisit une collision de front quand les marcheurs cherchèrent à forcer le barrage.

« Sur le Craigavon Bridge un groupe de jeunes constables s'en prit à Gerry Fitt qui conduisait le cortège. Ils l'assommèrent à coups de matraque et recommencèrent à le battre alors qu'il était à terre. Cela marqua le début de ce que les journaux de plusieurs endroits du monde appelèrent le « bain de sang de Derry ». Attaquant les marcheurs avec la dernière sauvagerie, la police n'épargna personne. Ils frappèrent les hommes, les femmes et les enfants, joncèrent sur la foule avec leurs voitures blindées et l'aspergèrent avec leurs canons à eau. » (Andrew Boyd, cité par J. P. Carasso, p. 83). La sauvagerie de cette répression secoua l'opinion et O'Neill fut obligé de renvoyer Craig. Pour garder la confiance des libéraux, il condamna verbalement à la télévision l'extrémisme du mouvement protestant de Paisley et promit des réformes. Du coup, la N.I.C.R.A. annonça une trêve.

Janvier 1969.

Entre alors en scène la « People's Democracy » (la Démocratie du Peuple, la démocratie de tout le monde). Ce mouvement était né à l'Université de Queen's à Belfast, après les événements du 5 octobre. Il rassemblait alors des groupes centristes et libéraux (et même quelques unionistes), la Young Socialist Alliance et le groupe Core. Ce dernier, bien structuré et profitant de l'expérience de quelques années de lutte, apportait les éléments de riposte nécessaires aux exactions bourgeoises.

Refusant la trêve, la « People's Democracy » organise une marche de Belfast à Derry pendant la première semaine de janvier 1969. Tout le long de la marche, les militants sont harcelés par les troupes de Paisley et Bunting, aidées par les « B Specials » (police supplétive composée d'extrémistes protestants). L'itinéraire est sans cesse modifié par la police : on mène les marcheurs aux endroits propices aux contre-manifestations. Le 4 janvier, dernier jour de la marche, les flics chargés d'accompagner — pour la protéger ! — la manifestation, ont changé de tenue. Ils ont la tenue « de combat » (casques et boucliers). Indice, pensent

aujourd'hui beaucoup de militants, que la police savait qu'une embuscade attendait les marcheurs. A dix kilomètres de Derry un pont offre un lieu propice à une attaque. Quand le cortège arrive à ce pont une grêle de projectiles s'abat sur lui (des camions de pierres avaient été transportés d'une carrière voisine durant la nuit précédente). Des commandos armés de bâtons, de gourdins cloutés, de tuyaux de plomb, de barres de fer, etc. se ruent sur les marcheurs et frappent autant qu'ils peuvent. Les « protecteurs » policiers ont évidemment bien vite disparu. Les estimations donnent plus de 200 blessés, 80 hospitalisés, dont une vingtaine gravement atteints.

Les rescapés furent de nouveau attaqués sur le chemin qui les conduisait au terme de la marche, au lieu du meeting, le Guildhall. La police considère ces agressions avec flegme et décontraction. Après le meeting, on « ratonne » dans les rues ceux qui ont le malheur d'être isolés. Cette fois des membres de la police participent ouvertement aux ratonnades. « Dans la soirée, un groupe d'une vingtaine de policiers casqués et armés de matraques et de boucliers fit irruption dans un super-marché et matraqua les clients. Enfin, tard dans la nuit et jusqu'au petit matin, des centaines de policiers parcoururent les rues du Bogside, quartier de taudis habités par les catholiques, hurlant des menaces et des obscénités, brisant les fenêtres, assommant tous ceux qui leur tombaient sous la main. Ces faits sont établis par des centaines de témoignages, qui s'accordent également pour affirmer que la plupart des flics étaient ivres. » (J. P. Carasso, p. 89.)

La fin de l'illusion libérale.

Le dimanche suivant, dans un discours où mensonge et démagogie rivalisent, O'Neill rejette toute la responsabilité de ces événements sur les organisateurs de la marche qui sont, dit-il, des irresponsables, sinon des voyous. Le masque de libéralisme vient de tomber. Cette extraordinaire mauvaise foi du premier ministre finit d'ouvrir les yeux aux catholiques qui hésitaient encore. La communauté catholique sait maintenant : elle a compris. Les extrémistes protestants ne sont pas plus satisfaits que les catholiques. Début février, deux ministres « durs » du parti d'O'Neill, Faulkner et Morgan, démissionnent du gouvernement. O'Neill dissout le Parlement, fixe au 24 février des élections anticipées et compte ramasser les voix catholiques en faisant campagne contre les extrémistes protestants de son propre parti. Résultat : dans sa propre circonscription, il manque de peu d'être battu par le pasteur Paisley.

Au cours d'une élection partielle, le 17 avril 1969, une étudiante de la « People's Democracy », Bernadette Devlin, est élue député. Pour protester contre la complicité du pouvoir qui n'avait pas sanc-

tionné les policiers coupables d'exactions dans le Bogside, la nuit du 4 au 5 janvier, la « People's Democracy » et la N.I.C.R.A. organisent une marche du pont de Burntollet où avait eu lieu l'embuscade jusqu'au Guildhall Square de Derry. Cette manifestation est interdite. Les organisateurs obtempèrent et la remplacent par un meeting à Guildhall Square. Au pont, des contre-manifestants attendaient; avertis, ils se transportent au lieu du meeting et attaquent. La police est complice. La nuit, même scénario qu'en janvier. Des extrémistes protestants et des policiers montent une expédition contre le Bogside, quartier catholique. Certains catholiques se défendent. Ils se replient dans une maison. Les assaillants l'envahissent. Parmi eux, il y a des flics ivres. Ils tabassent les habitants. L'un d'eux succombe à une crise cardiaque. Nigel Gray, militant de la N.I.C.R.A., célèbre cette mort :

Qui a tué Sam Devenny ?

*Il est mort de causes naturelles
Son cœur a cessé de battre
N'est-ce pas naturel de mourir
quand votre cœur a cessé de battre.*

*Mais pourquoi,
pourquoi son cœur a-t-il cessé de battre
qui l'a vu mourir ?*

*Moi.
Moi je l'ai vu mourir
avec mon petit œil
moi Freddy Budd
Je l'ai vu mourir
en Avril.*

*C'est un mensonge !
il n'est pas mort
avant juillet
mort de causes naturelles
quand son cœur a cessé de battre.*

*Mais moi
Moi Ann Devenny
avec mes frères et mes sœurs
Je l'ai vu mourir
c'était mon père
je l'ai vu étendu
battu
sur le plancher de la chambre
battu par les flics
qui avaient enfoncé la porte
Et sa tête
et ses lunettes
et ses dents*

*Il perdait tant de sang
je pensais qu'il était mort
mais il avait seulement commencé de mourir, alors,
entre les mains de ces six
hommes
armés
casqués
Je l'ai vu mourir.*

(traduction tirée de *Irlande ça ira*, brochure éditée par le « Comité pour la Libération du Peuple Irlandais »).

L'inquiétude monte à Londres qui met cinq mille soldats à la disposition du gouvernement du Nord. Le 23 avril, le vote au suffrage universel est approuvé. Mais ces concessions aux catholiques ne sont pas du goût des extrémistes protestants. Ils multiplient attentats, exactions et provocations. Ils veulent par là empêcher tout mouvement de réforme. Leur activisme provoque la chute d'O'Neill le 28 avril. Il est remplacé par Chichester-Clark.

Les catholiques s'organisent.

La commémoration, le 12 juillet, de la victoire de la Boyne, manifestation protestante traditionnelle, fut l'occasion du déclenchement d'une vague de violences dans toute l'Irlande du Nord. Cette vague se prolongea sporadiquement durant tout le mois. A Belfast, au début d'août, une fois encore, les protestants aidés par la police attaquent un quartier catholique près de Falls Road. A Derry, le 12 août, les « Apprentice Boys » de l'Ordre d'Orange provoquent les catholiques du haut des remparts qui surplombent les quartiers du Bogside et de Creegan. La tension monte rapidement, mais lorsque les flics voulurent attaquer le quartier, ils se heurtèrent à des barricades dressées par la communauté catholique. La « People's Democracy » a été l'instigatrice principale de cette réaction d'auto-défense.

Le 14 août, les troupes britanniques entrent à Derry. Les catholiques sont soulagés de les voir faire tampon entre eux et les protestants. A Belfast les ghettos de Falls Road et Ardoyne, entourés de quartiers protestants, sont attaqués par des extrémistes protestants possédant des armes à feu. La situation de ces deux ghettos est très difficile. Lorsque les troupes anglaises pénétrèrent à Belfast et imposèrent une trêve relative, il y avait eu 300 blessés et 6 morts.

L'I.R.A. ne se manifeste pas avec éclat durant ces mois très difficiles. Elle ne fut pas, il s'en faut, l'armée du peuple assurant la défense des quartiers. Pourtant un groupe de responsables du Nord s'était rendu

à Dublin avant les événements, en mai 1969. Ils étaient inquiets de la montée du terrorisme protestant et demandaient des armes. Le Conseil de l'Armée refusa. Ce refus retentira au sein de l'I.R.A.

Les barricades demeurèrent debout. Derrière elles, animées par la « People's Democracy », les communautés de Belfast et de Derry s'organisèrent en Communes Libres : Free Belfast et Free Derry.

Londres fit pression pour que certaines revendications des catholiques soient entendues. Le suffrage universel avait été, en principe, accordé avant la chute de O'Neill. Mais sans la normalisation des circonscriptions électorales, cette mesure n'était qu'hypocrisie. Les « B Specials », forces de police supplétives qui s'étaient distinguées par leur particulière brutalité, furent supprimées. Mais pour les remplacer est mis en place un bataillon temporaire qui récupère une part des effectifs des « B Specials ». Quant à la réforme dans l'attribution des logements les promesses ne changent rien à la pratique. Les logements bâtis par les municipalités sont accordés sans restriction et en priorité aux protestants. Les catholiques doivent attendre des mois sinon des années...

La tension baissa un peu. Le problème était cependant loin d'être résolu. Les hommes au pouvoir ne pouvaient d'ailleurs le résoudre. L'embryon de pouvoir populaire mis en place dans les Communes Libres ouvrirait peut-être le chemin. Ce n'était qu'un début. Le combat allait continuer.

La scission de l'I.R.A.

L'échec de la campagne sur les frontières (1956-1962) entraîna de nombreuses discussions au sein de l'I.R.A. Il fallait analyser les raisons de cet échec. La vraie défaite n'était pas militaire, elle était politique : le peuple n'avait pas soutenu l'action de l'I.R.A. La relativité d'une action simplement militaire devenait évidente. Il fallait donc entrer dans le combat politique. Un document en mars 1969 recommandait deux choses qui représentaient une rupture importante dans la tradition de l'I.R.A.

L'une de ces propositions stipulait que « toutes les oppositions à la participation politique au Parlement soient supprimées de la constitution et des règles des deux organisations (le Sinn Féin et l'I.R.A.) ». Certes une directive précisait bien qu'un « objectif majeur » consistait à « miner la confiance dans les Parlements existants et finalement s'en retirer pour établir une autre forme de gouvernement » mais cela correspondait tout de même à une reconnaissance de fait des deux Parlements de Dublin et de Belfast et à l'entrée dans une stratégie électorale pour obtenir une représentation parlementaire. Jusqu'alors, l'I.R.A. présentait des candidats du Sinn Féin mais ceux-ci n'occupaient pas leurs sièges s'ils étaient élus.

L'autre proposition est la création d'un Front de Libération Nationale pour une république de travailleurs. Était indiquée la possibilité d'un accord avec le Parti Communiste Irlandais du Sud. A ce même moment d'ailleurs, les Partis Communistes du Nord et du Sud fusionnaient.

Tout le monde, au sein de l'I.R.A., est loin d'être d'accord avec ces deux recommandations. Cela éclatera en janvier 1970 à Dublin lors de l'Assemblée générale du mouvement. Deux motions sont présentées. Une envisage la création d'un « Front de Libération Nationale » avec tous les autres groupes radicaux. L'autre conseille une « ouverture électorale ». Ces deux résolutions sont adoptées par l'Assemblée. Alors un nombre important de délégués quittent la conférence. Parmi eux il y a 80 délégués du Nord sur les 100 qui sont présents (les représentants de 14 unités sur 15 de la Brigade de Belfast). Les dissidents forment un « Conseil Provisoire de l'Armée » d'où le nom qui leur est donné : les « Provisionals ».

L'I.R.A. « Provisional » refuse absolument toute stratégie qui implique la reconnaissance des gouvernements du Nord et du Sud. Elle ne veut pas se donner de représentation parlementaire tant que le pays ne sera pas uni. Surtout, elle se bat. Le nombre important de délégués du Nord passés aux « Provisionals » s'explique en très grande partie par là. L'I.R.A. a déçu au moment des grands affrontements. Elle n'a pas été ce que l'on espérait d'elle. Mais elle a, tout de même, vu venir beaucoup de monde vers elle. Depuis le milieu de l'année 1969, elle a beaucoup recruté au sein de la communauté catholique (les effectifs d'août 1969 à janvier 1970 se seraient multipliés par quatre). Ce recrutement s'intensifiera encore en 1970. En mai 1971 elle contrôle 11 des 12 brigades du Nord. Viennent à elle des gens attaqués, agressés qui veulent se défendre, combattre, et non faire de la stratégie électorale ou discuter des alliances frontistes. Donc une assise populaire réelle et une très forte combativité mais aussi, au départ, une carence certaine au plan de la formation politique.

L'I.R.A. « officielle » développera la ligne qui a provoqué la scission. Elle apparaît plus politisée, plus marxisée que la tendance qui s'est séparée d'elle. Elle ne veut pas la suppression du Stormont (Parlement de Belfast) car, affirme-t-elle, cela porterait un coup à la démocratie. Elle pénètre la N.I.C.R.A. et quand elle parvient à y jouer un rôle important elle bloque toute discussion de caractère politique au sein de l'exécutif de ce mouvement (le politique doit se discuter ailleurs !). En 1972, quand Kevin Boyle, membre de la « People's Democracy », attaché de presse de la N.I.C.R.A., et Franck Cogarty, vice-président, proposeront un amendement visant à réunifier l'ensemble des organisations populaires catholiques, ils seront démis de leurs fonctions. Une ligne stricte est donc défendue. Cette ligne nous paraît être une ligne révisionniste. Dans cette foulée, les « officiels » décideront la trêve de cette année, ce

qui sera compris par beaucoup de militants comme un coup de poignard dans le dos de la résistance irlandaise.

Les clivages sont donc très nets au niveau des états-majors. A la base c'est souvent beaucoup moins clair. Les militants qui arrivent sont de plus en plus influencés par les idéaux révolutionnaires et il existe chez eux une volonté puissante d'unité. Free Derry, par exemple, est tenue conjointement par les deux branches de l'I.R.A. qui assurent ensemble la sécurité et la défense du ghetto. Cette poussée de la base est importante mais tout le monde sait aussi que les appareils ont la peau dure...

La guerre contre l'armée britannique.

Au départ, l'armée britannique prétendait jouer un rôle d'arbitre entre deux communautés qui s'affrontaient. Les catholiques désorganisés furent à certains moments heureux de se trouver isolés par elle des protestants beaucoup plus nombreux et mieux armés. Mais cela ne dura pas, et bientôt le vrai visage de l'armée britannique apparut. Cette clarification fut grandement aidée par le changement politique survenu en Angleterre, l'été 1970. Le gouvernement travailliste fut remplacé par un gouvernement conservateur : Heath, assuré que le Sud ne bougerait pas, allait agir. Il ne s'embrouillerait pas dans des nuances libérales. Il réprimerait. L'armée serait l'instrument de cette répression. Elle ne se contente plus, comme en 1969 et au début de 1970, de mettre en place et de surveiller des « Peace lines », des « lignes de Paix », c'est-à-dire des séparations de barbelés entre les communautés. Elle s'introduit dans les quartiers catholiques, fouille, provoque... L'objectif déclaré explicitement est de « vaincre l'I.R.A. ».

Aussi, les premières semaines de 1971, un pas de plus est franchi : l'affrontement direct, concerté, armé, entre l'I.R.A. et l'armée britannique. Le premier soldat de cette armée est tué en janvier.

En moins d'un an, l'I.R.A. s'est imposée. Elle est devenue la première organisation de la résistance irlandaise. L'appui de la population catholique lui est acquis. Son soutien est effectif et important.

Les premiers mois de 1971 voient les affrontements se multiplier. Un climat de guérilla ouverte s'installe. Chichester-Clark se rend à Londres pour rencontrer Heath. Celui-ci lui promet 1 300 soldats en renfort. La rencontre n'est pas une réussite. Chichester-Clark qui a la réputation d'être un libéral, démissionne. Le 23 mars Brian Faulkner, beaucoup plus « dur » (« dur » veut souvent dire fasciste!) le remplace. Il va jouer la carte de la fermeté et de la force : en août il décide la mise en vigueur de l'« Internement Administratif ».

L'Internement Administratif.

L'« Internement Administratif » est un mot savant qui cache la remise en vigueur des pouvoirs spéciaux et l'emprisonnement dans des camps dont le vrai nom est « de concentration ». Ce durcissement va-t-il intimider la population catholique ? Au contraire, cela la rend encore plus décidée. Sa réaction est si massive que les journaux titrent « L'Irlande au bord de la guerre civile ». D'après les chiffres de l'Observer, de janvier à août, moment de la proclamation de l'Internement Administratif, 7 soldats britanniques avaient perdu la vie en Irlande du Nord; d'août à la fin de l'année, 30 au moins vont être tués; les blessés passeront de 63 à 149; les « grandes explosions » doubleront...

L'Internement, en moins de trois mois, touchera près d'un millier de personnes. Le Sunday Times en octobre parle de tortures. Mme Farrell, épouse d'un militant de la « People's Democracy », raconte les traitements subis par son mari : « Michael était assis. Il ne s'est pas levé, je crois qu'il avait blessé aux jambes. Il m'a simplement dit qu'on l'avait obligé à marcher pieds nus sur des tessons de bouteilles et des barbelés entre deux rangées de soldats pendant que des officiers le battaient, qu'on avait lâché des chiens policiers sur lui, que tous les prisonniers avaient été torturés, que certains même, pendus à des hélicoptères, avaient été jetés dans le vide... Je crois qu'il ne m'a pas tout dit. » (Témoignage recueilli par Joël Aubert, du journal Sud-Ouest.)

Malgré tout cela, la situation ne s'arrange pas. En septembre, pour combattre l'I.R.A., il y a 12 000 militaires, 5 000 U.D.R. (Ulster Defense Regiment, force territoriale) et 4 000 policiers. Le Parlement britannique est réuni d'urgence le 22 septembre. Le 27 de ce même mois, les trois premiers ministres, Heath de Londres, Lynch de Dublin et Faulkner de Belfast, se rencontrent. La résistance de la communauté catholique a provoqué un remue-ménage diplomatique inconcevable quelques mois auparavant. Jamais au cours de l'histoire les chefs de ces gouvernements ne s'étaient rencontrés tous les trois ensemble !

L'I.R.A. est tellement en position de force que Heath le 15 novembre déclare que le gouvernement britannique ne s'opposerait pas à la réunification si la majorité de l'Irlande du Nord optait pour cette solution. Wilson, chef de l'opposition, se rend à Dublin quelques jours plus tard et expose son plan de réunification à long terme (15 ans) de l'Irlande. Son opportunisme fera de lui le premier homme politique anglais important qui accepte l'idée de réunification. La guerre d'Irlande ne lui redonnera pas rapidement — l'avait-il calculé ? — son fauteuil de premier ministre, bien qu'il serre l'événement de très près. On le verra s'acoquiner avec Heath, au nom de l'intérêt suprême de la nation, pour tenter en vain de piéger l'I.R.A. Provisional en l'amenant autour d'une table de conférence à Londres.

Cependant, le Sinn Fein Provisional fait connaître un plan en 5 points, condition d'une trêve :

- 1 — l'armée anglaise doit cesser toutes violences;
- 2 — le Stormont doit être aboli;
- 3 — faire des élections libres pour la constitution d'un Parlement régional;
- 4 — tous les détenus politiques doivent être libérés;
- 5 — les victimes des troubles doivent être indemnisées.

Londres ignore ce plan et en décembre meurt en Irlande le 42^e soldat britannique.

La guerre civile continue de s'intensifier. L'armée impérialiste britannique reçoit de nouvelles instructions de tir : ses tueurs pourront faire usage de leurs armes dès qu'ils jugeront une situation « suspecte ». Ils feront bon usage de ce droit. Mais l'armée ne pourra venir à bout des militants de l'I.R.A. Les marches de protestation sont interdites pour douze mois. La population désobéit immédiatement en trois différents points : à Langan, Armagh et dans la périphérie du nouveau camp d'internement de Magilligan (près de Derry).

Dans les ghettos de la communauté catholique, la grève des loyers et des impôts s'amplifie : « les arriérés d'impôts atteignent à Belfast le chiffre record de 435 000 livres. Pour toute l'année 1971, le chiffre record était de 152 000 livres » (*Irish News*, 25 avril 1972).

Pour le haut commandement britannique, l'échec est cuisant. La situation doit être reprise en main; il est nécessaire d'imposer de nouveau le règne de la terreur, il faut « faire un exemple ». L'occasion se présente le dimanche 30 janvier 1972.

Le dimanche sanglant.

Ce jour-là, une manifestation, organisée par le mouvement des droits civiques, pour exiger la fin de l'Internement Administratif, a lieu à Derry. Six mille personnes défilent dans les rues du Bogside, calmement. Près du City Hotel, dans Williams Street, les manifestants sont arrêtés par un barrage de barbelés. Ils ne peuvent se rendre près de la plate-forme sur laquelle Bernadette Devlin doit prendre la parole. Des pierres et des bouteilles sont lancées en direction des soldats britanniques qui répliquent par des jets de grenades lacrymogènes (la bombe fumigène « C.S. », du type utilisé par les soldats britanniques, provoque par la fumée qu'elle dégage un larmolement et une sensation d'étouffement qui peuvent durer plusieurs heures, voire provoquer chez les enfants et les vieillards des lésions pulmonaires incurables). L'ordre de dispersion est donné. Les paras sortent alors de derrière leurs barri-

cadés, refoulent les manifestants dans le Bogside et là, froidement, assassinent 13 personnes. Un prêtre témoigne : « J'ai été arrêté par un groupe de parachutistes et poussé dans une petite cour. A côté de moi un soldat faisait feu. Les gens fuyaient mais il a tiré sur eux. » (*Le Monde*, 1^{er} février 1972.)

L'impact de ce massacre sur la communauté est immense : les tueurs britanniques la poussent à durcir encore son combat. L'I.R.A. recrute énormément et affirme : « Notre politique immédiate est de chercher à tuer le plus de soldats britanniques possible. »

Pour protester contre ce massacre et pour affirmer que la libération de tous les internés est la condition impérieuse de tout retour au calme, 50 000 manifestants se rassemblent à Newry à l'appel du mouvement pour les droits civiques et de la N.R.M. (Northern Resistance Movement). En face, 4 000 soldats se préparent au combat. Mais les manifestants font preuve de sang-froid et de discipline, et évitent un nouvel affrontement. La victoire est magnifique et lourde de conséquences pour Londres qui désormais ne peut plus ignorer la détermination, la force et la maturité politique de la communauté catholique.

Le 22 février, l'ère des représailles annoncée par l'I.R.A. s'ouvre. La branche « officielle », rompant avec sa tactique habituelle, place une voiture chargée d'explosifs devant le mess des officiers de parachutistes à Almershot (Hampshire-Angleterre). La voiture saute, le bilan officiel est de 7 morts et de 16 blessés, presque tous civils. Selon l'I.R.A., qui exprime ses regrets que les explosifs aient atteint des civils, 12 officiers des paras (assassins des 13 victimes de Derry) auraient péri dans l'attentat.

La branche « provisoire » déclare qu'elle soutient toute action contre les militaires britanniques, quelles que soient les organisations responsables. Le 26 février, le ministre de l'intérieur du gouvernement unioniste, John Taylor, est fauché par une rafale de mitraillette. Mr Heath, lui, « moralise » et déclare que « la voie vers un avenir meilleur ne peut passer par le mépris de la loi, par les attentats, les meurtres, la destruction de la vie normale ». Qui méprise la loi, Mr Heath, et enferme dans des camps de concentration des hommes dont le seul crime est d'être en opposition avec votre régime? Qui a tué les 13 innocentes victimes de Derry? Qui, en parquant les membres de la communauté catholique, dans des ghettos, détruit la vie normale?

Le Plan de Paix pour l'Ulster.

Le 13 février 1972, le *Sunday Times* décrit un Plan de Paix pour l'Ulster, mis au point par le premier ministre Heath. Il y est beaucoup question de la « participation » (thème cher à tous les grands hommes

en période de crise). Le problème de la réunification est envisagé dans le cadre de consultations populaires périodiques (tous les douze ans).

Une Irlande unie, à « vocation » européenne, n'est pas un horizon si négatif que cela pour le capitalisme anglais. En effet, son hégémonie sur les économies du Nord et du Sud est quasi totale. A ce plan, l'unification est déjà réalisée. Les trois quarts des investissements réalisés au Nord sont anglais. Quant au Sud, son économie est à la merci de l'Angleterre. L'émigration vers la Grande-Bretagne a pris le pas sur celle vers l'Amérique. Les livres sterling remplacent les dollars. Le tourisme est très important pour la balance commerciale de la République Irlandaise (autour de 20 % des entrées). Or les Anglais représentent à eux seuls 85 % des dépenses faites en Irlande par des visiteurs étrangers... La part de la Grande-Bretagne dans les exportations irlandaises est énorme et s'accroît d'année en année : 71 % en 1965, 78 % en 1968...

Finalement les troubles au Nord en arrivent à être beaucoup plus gênants que la « perte » des six comtés. Rien n'est plus mauvais pour la rentabilité des investissements que le désordre et les crises sociales. Plus profondément au stade impérialiste actuel, le capital survole facilement les frontières et ne « souffre » pas beaucoup qu'une soit un peu déplacée.

Mais Faulkner, adepte fanatique du puissant et fasciste Ordre d'Orange, est prisonnier des forces protestantes extrémistes. Il est incapable de mettre en place les réformes sociales qui, pense Londres, calmeraient la communauté catholique. Il reçoit pour cela 170 millions de livres par an, en vain. Il ne peut que tergiverser et laisser pourrir la situation. Tellement, qu'il ne reste plus à l'Angleterre qu'une solution : l'Administration Directe.

« Direct Rule » (l'Administration Directe) : le pouvoir à l'opresseur.

Le 24 mars, Heath annonce aux Communes que le gouvernement britannique prend en main pour un an les destinées de l'Ulster. Mr. William Whitelaw est nommé secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord (« consul » dit la presse).

Immédiatement les deux branches de l'I.R.A. réagissent. L'I.R.A. Provisional affirme qu'elle continuera à poursuivre la lutte intense qu'elle mène depuis le début de l'année. Cette lutte a été efficace puisque le Stormont (Parlement de Belfast), symbole de la partition, ne joue plus aucun rôle.

Les extrémistes protestants refusent énergiquement le Direct Rule. Ils condamnent l'attitude de Londres qui vient de brader la cause de l'Ulster et de céder aux pressions de la « racaille républicaine ». Le

terrorisme protestant s'intensifie. Dans l'immédiat, les fascistes de l'Ulster Vanguard appellent par la voix de leur leader William Craig à une grève générale qui sera largement suivie.

Whitelaw, assuré du soutien des forces de police nord-irlandaises, entend bien faire appel à l'armée si la vie économique du pays est paralysée par des grèves. Dans le même temps, il se déclare prêt à examiner le cas des internés politiques si l'I.R.A. veut bien consentir une trêve.

Sous sa responsabilité et sous la signature de Lord Widgery, paraît le rapport qui couvre l'assassinat des 13 personnes du « Bloody Sunday ». Le bien-fondé des nouvelles instructions de tir données aux soldats britanniques en début d'année est réaffirmé. L'avertissement lancé aux éventuels « fauteurs de trouble » est ainsi parfaitement clair.

La libération de 72 internés politiques procède du désir évident de démobiliser la communauté catholique. Mais pour faire bonne mesure, 50 personnes sont internées. La torture est toujours pratiquée par l'armée britannique et la « R.U.C. Special Branch » (Royal Ulster Constabulary, police officielle en Irlande du Nord) dans les camps de Holywood et Girdwood. Deux prêtres ont établi une liste des 25 principales méthodes de torture :

- 1 — Placer un homme en position de fouille, les dix doigts au mur, les jambes écartées et en arrière, sur la pointe des pieds, genoux fléchis, pour un temps prolongé.
- 2 — Coups violents sur l'estomac à des hommes en position de fouille.
- 3 — Coups de pied à un homme en position de fouille pour le faire tomber en se cognant la tête contre le mur, le radiateur ou le plancher.
- 4 — Coups de bâton sur les reins ou les organes génitaux en position de fouille.
- 5 — Coups de pied entre les jambes en position de fouille (très fréquente).
- 6 — Mettre un homme en position de fouille au-dessus d'un feu électrique ou un radiateur très chaud.
- 7 — Etendre un homme entre deux bancs, en plaçant sous lui deux feux électriques puis lui donner des coups de pied dans l'estomac.
- 8 — Coup du lapin sur la nuque en position de fouille.
- 9 — Taper la tête contre le mur.
- 10 — Coups de bâton sur la tête de plus en plus forts.
- 11 — Soufflets sur les oreilles et le visage.
- 12 — Tordre les bras du prisonnier derrière son dos et lui tordre les doigts.

- 13 — Coups dans l'estomac avec les doigts tendus.
 14 — Coups de poing dans les côtes, dans le dos et en même temps dans l'estomac.
 15 — Ecraser les testicules avec les mains.
 16 — Insertion d'instruments dans le passage anal.
 17 — Coups de pied aux genoux et aux jambes.
 18 — Jeter le prisonnier d'un officier à l'autre et pendant ce temps lui donner des coups de poing.
 19 — Piqûres.
 20 — Utilisation de fils électrifiés.
 21 — Chocs électriques à l'aide d'une machine.
 22 — Brûlures à l'aide d'allumettes et de bougies.
 23 — Privation de sommeil.
 24 — Uriner sur les prisonniers.
 25 — Tortures psychologiques : a) roulette russe, b) coups de feu à blanc, c) coups donnés dans l'obscurité, d) bandage des yeux, e) assaillants usant comme masque d'un bas de femme, f) port de blouses de médecin, g) obligation pour le prisonnier de regarder constamment un mur blanc perforé, h) utilisation de produits à base d'amphétamines, i) menaces aux prisonniers : menaces à leurs familles, corruption par l'argent, utilisation de fausses confessions.
- (Traduction de *Politique-Hebdo*, n° 22, du 30 mars 1972.)

La stratégie anglaise a donc deux volets :

- a) mater les combattants par tous les moyens;
 b) trouver des interlocuteurs « valables ».

Ces interlocuteurs existent :

— L'I.R.A. Official « entend se poser en interlocuteur valable vis-à-vis du gouvernement britannique le jour où celui-ci s'avisera qu'il ne peut traiter ni avec les « provos » ni se satisfaire de personnalités catholiques modérées dans un gouvernement du Stormont réformé ». (Marcel Barang dans *Le Monde Diplomatique*, mars 1972.) Choisir la voie pour « un socialisme démocratique » appliqué par un gouvernement d'union populaire, voilà qui sonne étrangement à nos oreilles. Les mêmes causes produisent partout et toujours les mêmes effets !

— La N.I.C.R.A. (mouvement pour les droits civiques) dominée par les « Officials » et les communistes, la plus importante des organisations de masse de la communauté catholique, demeure toujours aussi réformiste. Elle se contente de réclamer la fin de l'« Internement Administratif »

et le retrait des troupes britanniques. Aucune perspective de pouvoir populaire ne risque de sortir de ce mouvement, ce que la communauté catholique, désormais profondément marquée par l'autonomie des ghettos, a bien compris.

— Le S.D.L.P. (Parti Travailleur Social-Démocrate), après avoir fait une promenade extra-parlementaire, a créé l'Assemblée du Peuple Irlandais, qui ne représente rigoureusement rien. Il s'emploie lui aussi à apparaître comme un interlocuteur valable aux yeux des Britanniques. Pour cela il mise sur le légitime désir de paix de la communauté catholique.

La montée du terrorisme protestant et du fascisme.

L'Ulster Vanguard, l'U.V.F. (Ulster Volunteers Forces), l'U.D.A. (Ulster Defense Association), les milices de quartier sont les manifestations d'un seul et même mal, d'une seule vague qui envahit la communauté protestante : le fascisme.

Depuis des dizaines d'années cette communauté est soumise à un intense matraquage idéologique par des leaders extrémistes. Il y a l'appel aux arguments racistes que nous connaissons bien : « Les papistes sont prêts à travailler pour une bouchée de pain. Si on ne les contient pas, notre situation déjà précaire deviendra franchement catastrophique. » On joue à fond sur le sectarisme religieux : « Si on laisse faire les catholiques, c'est le Pape qui gouvernera le pays... alors les protestants n'auront ni travail, ni logement, ni liberté... » Le Parti Unioniste fait sa campagne électorale avec des slogans tels que : « si vous êtes protestants, vous aurez du travail ».

De telles aberrations ne sont possibles que parce qu'effectivement les travailleurs protestants jouissent depuis des années d'une situation privilégiée comparée à celle des catholiques. Ils sentent que la politique « sociale » anglaise risque de leur faire perdre cette condition de privilégiés. Ils craignent aussi une réunification avec le Sud qui est moins avancé au plan de la législation sociale que le Nord. Les travailleurs protestants sont en position d'« aristocratie » par rapport aux travailleurs catholiques. Les leaders fascistes savent jouer sur cet état de fait. William Reich a ainsi expliqué la montée du fascisme : « Le fascisme pénètre chez les travailleurs par deux côtés, par le biais de ce qu'on appelle le « lumpen proletariat » (dont font partie les bandes de jeunes protestants appelées « Young Tartans » et « Blue-Boots ») grâce à une corruption directement matérielle et par le biais de l'« aristocratie ouvrière », par le moyen aussi bien de la corruption matérielle que de l'influence idéologique. » (W. Reich, *Psychologie de masse du fascisme*, éd. de la Pensée Molle, p. 54.)

La « People's Democracy » avait commencé, après les événements de 1969 et en 1970, de pénétrer en milieu protestant et tenté de prouver aux masses que la lutte contre le capitalisme était aussi la leur. La grande bourgeoisie a réagi en jouant la carte de l'anticommunisme : la « People's Democracy », c'est le bolchevisme. Cet argument porte aussi beaucoup sur les classes moyennes qui font généralement bloc avec la grande bourgeoisie quand se dessine un péril populaire. « *Qu'un mouvement fasciste existe, c'est sans nul doute l'expression sociale de la peur qu'a la grande bourgeoisie du bolchevisme, dans la phase de l'effondrement imminent. Mais que ce mouvement fasciste puisse devenir un mouvement de masse... cela n'est plus une question des intérêts de la grande bourgeoisie, mais une question de mouvement de masse des classes moyennes qui rend possible ce processus.* » (W. Reich, *op. cit.*, p. 36-37.)

Les travailleurs ainsi endoctrinés et embrigadés deviennent une masse de manœuvre entre les mains de gens qui sont objectivement leurs ennemis.

Une trêve vite rompue.

Le samedi 15 avril, Joe Mc Cann, un des chefs de l'I.R.A. « Official » du Nord, est abattu de sang-froid dans le quartier du Market, alors qu'il marchait, sans aucune arme, en compagnie de plusieurs camarades. Le soir de cet assassinat, une nouvelle flambée de violence éclate.

Le 20 juin, trente-six personnes, qui faisaient la grève de la faim, obtiennent pour eux-mêmes et leurs compagnons une reconnaissance de fait de leur état de prisonniers politiques. Ce geste des autorités n'est en aucune façon gratuit. Le but recherché est d'amener l'I.R.A. « provo » à rechercher une solution négociée. Le 22 juin l'état-major de l'I.R.A. Provisional publie un communiqué par lequel il fait savoir que « l'armée du peuple » est prête à cesser les hostilités si les troupes britanniques agissent de même, et ce à partir du lundi suivant à zéro heure.

Quelques heures plus tard, aux Communes, Whitelaw fait écho à ce communiqué et donne l'assurance que l'armée britannique cessera les hostilités si l'I.R.A. prend les devants.

A Dublin, les « provos » répondent en considérant que les propos de Whitelaw sont une acceptation d'un cessez-le-feu bilatéral. Cette décision procède sans doute de la volonté établie d'arrêter les manœuvres du S.D.L.P. qui tente d'exploiter à son profit le désir de paix de la communauté catholique et de le dévoyer en un sentiment anti-I.R.A. L'I.R.A. « provo » veut aussi prouver la cohérence et la discipline de ses troupes et couper court aux accusations d'immaturité politique dont elle est l'objet. Enfin, il s'agit, par cette attitude, d'empêcher toute nouvelle mobilisation de l'Ulster Defense Association. Une décision prise en

fonction de choix extrêmement réduits est souvent une erreur politique. Les Britanniques cherchent depuis longtemps à démanteler l'I.R.A. Jusqu'à ce moment, leur action est un échec. Une manœuvre politique peut pallier cette défaillance. En amenant l'I.R.A. à déposer les armes et à s'asseoir à une table de négociation, les Britanniques montrent leur « volonté » de négocier, mais ils savent que ces négociations seront un échec (les positions de l'I.R.A. sont connues depuis longtemps). L'I.R.A. sera amenée tôt ou tard à reprendre la lutte, se discréditant ainsi auprès de sa communauté. L'armée aura alors les pleins pouvoirs pour « assainir » la situation.

Le 27 juin, à zéro heure, la trêve entre en vigueur.

Le 7 juillet Whitelaw, après avoir utilisé le député du S.D.L.P., John Hume, comme intermédiaire, rencontre l'I.R.A. Provisional. Auparavant le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord avait fait savoir que seuls les représentants élus participeraient à la « Conférence du Peuple de l'Irlande du Nord ». Cela montre clairement la duplicité des Britanniques. La rencontre qui a lieu n'est donc qu'un piège grossier. Whitelaw reconnaît d'ailleurs qu'il n'est pas là pour négocier, mais pour écouter et transmettre.

Le mouvement fasciste de Craig, l'Ulster Vanguard, considère qu'il ne peut y avoir de compromis avec les « tueurs » et en conséquence accuse Whitelaw de trahison, et réclame sa démission. Une tentative de prise du pouvoir est même envisagée et annoncée. La branche armée du mouvement, l'U.D.A., menace de construire à son tour des barricades si les zones libres catholiques ne sont pas investies par l'armée. Whitelaw promet, affirme, rassure : un plébiscite aura lieu bientôt en Ulster sur le problème de la partition.

Ces entretiens, avec l'U.D.A., provoquent la colère de la communauté catholique qui ne comprend pas que ses représentants n'aient pas été reçus les premiers. Sean Mac Stiophain va jusqu'à dire que cette singulière initiative pourrait conduire l'I.R.A. « provo » à reconsidérer ses positions.

L'I.R.A. les réaffirme :

- 1 — le droit du peuple irlandais TOUT ENTIER à disposer de lui-même, doit être reconnu;
- 2 — le retrait des troupes britanniques devra être effectif et total dans un délai maximum de deux ans et demi;
- 3 — tous les internés politiques devront être amnistiés.

Ces exigences sont bien sûr jugées inacceptables; il n'y aura pas de solution politique immédiate. Par contre, la solution militaire va trouver son application très bientôt.

Le dimanche 9 juillet, à 17 heures, de nombreux habitants du quartier catholique de Lenadoon (à Belfast) accompagnent plusieurs familles désireuses de déménager leurs meubles du quartier protestant voisin dans lequel elles habitent et d'où elles ont été chassées. Les protestants, soutenus par les fascistes de l'U.D.A., s'y opposent. L'armée britannique intervient et à son tour s'oppose à cette action. A l'aide d'un véhicule blindé, les militaires repoussent le camion de déménagement des catholiques et matraquent chauffeur et passager. Puis l'armée tire sur la foule des balles en caoutchouc (les célèbres « rubber-bullet » d'un diamètre respectable. Ces balles tirées de près peuvent provoquer des blessures graves, voire la mort lorsque la tête est atteinte dans ses parties les plus fragiles); elle lance aussi des grenades lacrymogènes. L'I.R.A. Provisional décide le soir même de suspendre la trêve. Immédiatement, elle est accusée d'avoir provoqué délibérément les troubles. Whitelaw déclare que « tout prouve que l'I.R.A. a cherché une excuse pour justifier la reprise de ses activités terroristes ». Voilà comment de faits truqués on tire une analyse logique qui sert à merveille vos intérêts !

La rupture de la trêve est aussi déplorée par l'I.R.A. Official dont le jeu est de plus en plus clair (elle affirme qu'elle continuera de respecter la trêve) et les sociaux-démocrates du S.D.L.P. qui se voient privés de négociations qui auraient pu les amener au pouvoir.

Whitelaw a obtenu de Londres des renforts en hommes et en matériel. 17 000 soldats sont en état d'alerte permanente. Un avertissement est lancé à l'I.R.A. : le terrorisme et la violence ne sauraient être tolérés. Le 14 juillet, les troupes britanniques investissent le quartier de Lenadoon et tentent d'en chasser les militants de l'I.R.A. La tentative de liquidation globale vient de commencer.

Dans le centre de Belfast les Britanniques érigent sur les toits des plus hauts immeubles de véritables fortins, tandis qu'au sol des chevaux de frise sont déroulés empêchant tout accès non contrôlé, et des fusils mitrailleurs et des canons sont mis en batterie. A Derry, l'armée tente la même opération, mais la foule massée à l'entrée du Bogside et sur chaque emplacement prévu pour les barrages empêche toute action. Simultanément, on essaie de tranquilliser les extrémistes protestants : Heath répète que « le statut de l'Irlande du Nord ne pourra être changé que par le consentement de ses habitants ». (*Le Monde*, 21 juillet 1972.)

Le vendredi 21 juillet 1972, 23 bombes explosent presque simultanément (de 2 minutes en 2 minutes) à Belfast, tuant 16 personnes et en blessant 140. Dans la soirée, un communiqué de l'I.R.A. « provo » revendique tous les attentats, mais refuse d'endosser la responsabilité des pertes de vies humaines. Elle affirme que les autorités avaient été prévenues 1 heure à l'avance dans tous les cas. L'armée avait donc tout le temps matériel de faire évacuer les civils de tous les endroits visés. Nous les avons vus opérer en des circonstances analogues à

Belfast et à Derry : dans les deux cas, les bombes ont explosé trois quarts d'heure après l'alerte.

Les militaires britanniques ont-ils laissé volontairement exploser les bombes du vendredi sanglant ? On ne peut que le supposer. Leur stratégie est de déconsidérer l'I.R.A., de la couper du peuple. Si l'I.R.A. entendait, par cette action, débloquer une situation gelée depuis quelques semaines, il n'est pas possible qu'elle ait voulu tuer. Des morts volontairement provoqués risquent de lui aliéner une part de son soutien populaire. Elle le sait. L'argument selon lequel l'I.R.A. Provisional aurait voulu par ce massacre prouver sa force ne tient pas. Tout le monde sait qu'elle est depuis longtemps une des meilleures armées de guérilla du monde. Ce que l'on sait aussi, c'est à qui ce crime profite... aux Anglais.

Depuis des mois, l'armée britannique demande qu'on lui laisse les mains libres. Si on lui donne les pleins pouvoirs elle se fait fort d'éliminer l'I.R.A. en quelques semaines. Laissez-nous faire et ce sera vite le dernier quart d'heure. L'armée a-t-elle gagné à sa thèse le pouvoir de Londres ? Whitelaw assure que la férocité répondra à la férocité (ne l'a-t-elle pas précédée ?) et laisse entendre que l'Internement Administratif pourrait être rétabli (il n'a jamais cessé !). L'armée reçoit l'ordre de nettoyer tous les bastions catholiques : dans la nuit du 30 au 31 juillet, l'opération « Dawnbusters » (« les briseurs de l'aube ») est lancée. Il est 4 heures du matin.

Les buts sont évidents : détruire toutes les barricades, symbole de la résistance, saisir le maximum d'armes et de munitions, arrêter si possible tous les combattants de l'I.R.A., tenter de couper l'armée républicaine de sa base. 21 000 soldats participent à l'opération dont les autorités vont parler comme d'une réussite exemplaire. En fait, c'est un échec : peu d'armes ont été saisies; elles avaient été soigneusement cachées ou évacuées. Les combattants de l'I.R.A. n'ont pas été capturés. Les Britanniques ont sans doute mésestimé l'extrême efficacité du service de renseignements de l'I.R.A.

Le refus de combattre opposé par l'I.R.A. à l'armée britannique est expliqué par Mac Stiophain, chef de l'état-major des « provos », comme une volonté d'éviter de lourdes pertes à la communauté catholique.

Les extrémistes protestants ne sont qu'à demi rassurés par ces mesures. Ils réclament le départ de Whitelaw, qui va devoir craindre davantage une nouvelle montée de terrorisme protestant. Une scission s'est produite entre l'Ulster Vanguard et l'aile militaire du mouvement, l'U.D.A., qui reproche aux « politiques » de se cantonner dans une action purement verbale, donc de n'avoir aucune consistance. De plus, les responsables de l'U.D.A. ne tiennent plus leurs troupes en main.

Rien n'étant fondamentalement changé depuis trois ans, un affronte-

ment majeur n'est pas impossible. Verra-t-on le bain de sang tant de fois annoncé, malgré l'annonce de l'organisation d'un plébiscite sur le problème de la frontière, en octobre ? Octobre est loin, et Whitelaw a parlé d'un désarmement général des civils qui vise l'U.D.A.

Alors, un affrontement direct entre les Britanniques et les extrémistes protestant voulant en finir avec les catholiques ? Ce n'est plus du tout impossible.

8 août 1972.

interview de Mike Farrell, militant de la "People's Democracy"

La « People's Democracy » effectue un travail de formation socialiste au sein du N.R.M. — mouvement qui rassemble les éléments les plus avancés de l'I.R.A. Provisional — et aussi, sur le terrain, à l'intérieur des ghettos catholiques. Ce mouvement apporte, de plus, une information précieuse grâce au journal « Unfree citizen ». Ces trois tâches sont caractéristiques de ce qu'un mouvement révolutionnaire, pourtant peu important numériquement, doit faire : dégager et développer, à partir des situations concrètes de lutte, un pouvoir populaire autonome.

Nous donnons donc la parole à Mike Farrell, militant de ce mouvement.

Belfast, juin 1972.

Comment expliquez-vous la division de l'I.R.A. en Provisionals et Officials, et quelle est votre opinion sur chacune des deux branches ?

La division de l'I.R.A. fut à l'origine une division révolutionnaire entre la droite et la gauche. On peut dire d'une façon schématique que les Provisionals sont les révolutionnaires de gauche, anticommunistes, nés de l'alliance entre catholiques nationalistes de droite qui contestent l'idéologie communiste en soi, et les révolutionnaires de gauche qui contestent l'attentisme des communistes.

La branche des Officials est dominée politiquement par les communistes. Beaucoup de membres de l'I.R.A. sont maintenant devenus des réformistes convaincus. Les opportunistes se trouvent habituellement dans le parti politique du mouvement républicain, et non dans le parti militaire. Ils sont influencés par le fait que les Officials ont décidé de contester les élections. Il est possible qu'ils soient élus au gouvernement en tant que républicains.

La situation devient plus claire maintenant, heureusement. Au début, nous voulions coopérer avec les deux branches de l'I.R.A., mais finalement il nous fut plus facile de coopérer avec les Provisionals, d'une part parce qu'ils sont plus honnêtes politiquement, d'autre part parce qu'ils sont plus révolutionnaires. La situation est devenue encore plus claire depuis que l'I.R.A. officielle a déclaré le cessez-le-feu alors que les « provos », eux, décidaient de continuer la lutte. Pour nous ce facteur fut important car les raisons pour lesquelles nous avons commencé la lutte sont toujours valides. Nous sommes actuellement à un point crucial de la crise : c'est le moment où la bourgeoisie anglaise, impérialiste, la bourgeoisie d'Irlande du Sud représentée par le gouvernement, et celle d'Irlande du Nord représentée par « l'Alliance-Parti » et le S.D.L.P. (parti travailliste social-démocrate) sont en train de se mettre d'accord. Or, le cessez-le-feu ne peut que favoriser cet accord entre « bourgeois », rendant possible dès lors la mise sur pied de réformes capitalistes. On peut donc dire qu'en cessant la lutte, les Officials font le jeu de la bourgeoisie. Les Provisionals, eux, montrent qu'ils sont des révolutionnaires, même s'ils ne sont pas des révolutionnaires politiques.

Quelle est la ligne politique de la « People Democracy » ? Pensez-vous qu'il soit possible de concilier l'attitude politique des Provisionals et les idées révolutionnaires de la People Democracy ?

Nous ne sommes pas des membres des Provisionals, mais nous coopérons avec eux. Nous avons à leur égard une attitude constamment critique. Nous critiquons notamment leur tendance à un certain sectarisme religieux, et condamnons leur manque d'idéologie politique. Toutefois, même si ce ne sont pas des socialistes convaincus, ils luttent contre l'impérialisme, et sur ce point nous ne pouvons qu'approuver leur attitude. Notre lutte en effet est une lutte anti-impérialiste et non socia-

liste : en effet, ce ne peut être une lutte socialiste, parce que je crois à la révolution permanente. Le combat pour le socialisme peut et doit se développer pendant la lutte anti-impérialiste, mais il est difficile d'en préciser le moment exact et les formes que cela prendra.

Quoi qu'il en soit, nous sommes conscients qu'il existe en Irlande une lutte anti-impérialiste, que nous devons essayer de transformer en une lutte pour le socialisme. Nous devons tenir compte des impondérables qui peuvent apparaître dans cette évolution, mais notre politique dans son principe vise en premier lieu à affaiblir les impérialistes. C'est pourquoi, je considère comme une victoire l'abolition du Stormont : la destruction de cette structure qui fut pendant cinquante ans, en Ulster, un instrument aux mains des impérialistes, révèle un très net affaiblissement de leur position. Nous sommes prêts à aller plus loin, en axant notre stratégie sur la création de « Conseils du Peuple » dans les régions antiunionistes. Ces « Conseils du Peuple » auront pour base les comités de rue, qui serviront aussi de tribunal du peuple. Notre désir est de voir ces comités prendre des mesures vraiment socialistes. De plus nous voulons étendre cette politique au-delà de la frontière et sur ce point nous sommes d'accord avec les Provisionals. Ils veulent implanter des structures de ce type dans les neuf comtés et non pas seulement dans les six (l'Ulster actuel). Cependant nous ne sommes pas d'accord sur la façon dont ils entendent les mettre en place et en pratique. Pour eux, il s'agit seulement d'une alternative bourgeoise, du même type que celle qui fut installée en 1918 dans le Sud. Nous ne pouvons préciser les étapes qui nous mèneront à la république des travailleurs. Notre but ultime est fixé, mais ce qui nous concerne avant tout c'est ce qui est immédiatement réalisable, parce que l'avenir est imprévisible. Nous ne savons pas ce qui suivra l'installation des comités de rue.

Comment la « People Democracy » s'intègre-t-elle dans le combat actuel ?

Tout d'abord, nous ne sommes pas une organisation militaire, mais cela peut changer. En ce moment, nous ne sommes pas à même d'envisager le combat car notre organisation est embryonnaire; de plus, tous nos membres étant connus, nous ne pouvons nous engager ouvertement dans la lutte. Evidemment nous coopérons avec l'I.R.A. et nous estimons qu'elle fait un bon travail. Il s'agit de faire la guérilla avec succès. Ce qui nous intéresse en ce moment, c'est d'augmenter le nombre des membres de notre organisation et d'élever la conscience politique parmi les forces anti-impérialistes. La conscience politique des masses catholiques est très basse. C'est une situation politique extraordinaire que l'on trouve seulement en Irlande : vous avez une armée de guérilla de première force sans conscience politique. Dans les autres pays, vous avez beaucoup de politiciens mais par d'armée du peuple.

Ne pensez-vous pas que la conscience politique de l'I.R.A. soit modifiée par l'arrivée d'éléments jeunes, et à la suite de l'internement de la plupart des chefs du début ?

Il s'est en effet produit une évolution importante; nous sommes actuellement dans une situation révolutionnaire, et cela ne peut qu'augmenter le niveau de conscience politique. La population irlandaise est beaucoup plus politisée actuellement qu'il y a deux ans, jusqu'aux enfants qui jettent des pierres sur les soldats britanniques. A la limite, on peut considérer que cet acte même constitue un geste politique, dans la mesure où les soldats britanniques leur apparaissent comme des ennemis.

Le fait que beaucoup de jeunes entrent dans l'I.R.A. a une double implication : cela permet en effet d'éliminer les apathiques et un bon nombre de catholiques nationalistes et conservateurs. Les jeunes, eux, sont beaucoup plus ouverts aux idées politiques. Il est évident que la conscience politique des « provos » est nettement plus élevée maintenant qu'elle ne l'était il y a encore peu de temps.

Quelle est, selon vous, l'importance politique du Direct Rule, et son retentissement ?

La raison pour laquelle fut proclamé le Direct Rule est très simple : la structure antérieure a échoué et le Stormont a réalisé qu'il était impossible de maintenir la structure contrôlée par les unionistes, sans que s'ensuive une guerre permanente. Ils ont pensé qu'en enlevant le pouvoir aux unionistes ils feraient cesser la guerre. Il faut aussi préciser que ce sont les Anglais qui ont le plus peur de la guerre, de l'I.R.A. et de tous les partis associés, beaucoup plus encore que les extrémistes protestants. Ils veulent préserver les investissements anglais plus que les capitalistes locaux. Ils ont supprimé le gouvernement du Stormont pour détruire l'I.R.A. politiquement plutôt que militairement en éliminant sa base populaire. Ils continuent à le faire avec le Direct Rule et le Direct Rule n'est pas la fin du processus.

Les démarches de conciliation entreprises par Whitelaw (libération des internés, encouragement des pétitions en faveur de la paix) et soutenues par les hommes d'affaires catholiques représentent autant d'efforts visant à affaiblir le soutien populaire de l'I.R.A.

Le S.D.L.P. (parti travailliste social-démocrate) soutient Whitelaw; or, le S.D.L.P. est la voix de la bourgeoisie catholique et du gouvernement du Sud... et en ce moment c'est vrai qu'ils ont un certain succès.

Aussi, le seul moyen que nous ayons de vaincre les Anglais, c'est de tenir le peuple dans la lutte et à aucun prix ne capituler devant le gouvernement.

Pensez-vous que la question du référendum portant sur l'entrée de la

Grande-Bretagne dans le Marché Commun ait eu des effets sur la politique des deux I.R.A. et de la People Democracy? Lesquels ?

En réalité, ce référendum fut sans grands effets sur nous. Notre attitude vis-à-vis du Marché Commun fut différente de celle de l'I.R.A. qui, elle, y était fermement opposée d'un point de vue nationaliste. Pour l'I.R.A., l'entrée dans le Marché Commun signifiait la perte de la souveraineté nationale.

En ce qui nous concerne, nous ne sommes pas intéressés par une « Irlande capitaliste et indépendante » comme le proclamaient les slogans de l'I.R.A. Nous pensons que le Marché Commun est le développement logique du capitalisme, c'est pourquoi voter contre, nous est apparu être une chose propre à freiner le développement du capitalisme... Nous avons fait campagne contre le oui, sans pour cela considérer comme dramatique le fait que les gens votent oui.

Les républicains et plus spécialement les Officials ont eu un comportement beaucoup plus « hystérique », laissant entendre que l'entrée dans le Marché Commun inaugurerait une nouvelle période « Cromwell », et que les Européens ne pourraient que signer la mort de l'Irlande ! Je ne pense pas que les populations aient cru à ce genre d'arguments. Je ne considère pas le vote comme une évidence politique, car, en fait, les gens ne savaient guère ce qu'ils avaient à faire. L'alternative n'étant pas exprimée clairement, ils ont voté pour ce que tous les partis bourgeois avaient soutenu; j'entends par partis bourgeois les partis traditionnels allant du parti du gouvernement au principal parti d'opposition, en passant par le Labour Party, qui, malgré une forte opposition apparente, fut officieusement favorable à l'entrée dans le Marché Commun.

Pensez-vous qu'il puisse y avoir un affrontement réel entre l'armée britannique et les extrémistes protestants ?

C'est possible. Pour le moment, les masses protestantes sont endocrinées par l'idéologie de la classe dominante qui leur fait croire à leur supériorité sur les catholiques et leur dit que l'Ulster leur appartient.

Les protestants sont soumis à l'influence des politiciens, des gens comme Craig, dont le pouvoir se trouve menacé par toute réforme pouvant être faite en Irlande du Nord.

Prenons par exemple le comportement des patrons orangistes : ce sont eux qui décident à qui sera donné du travail. Leur puissance ne risque donc pas, de ce fait d'être battue en brèche. Il est certain que cet état de faits serait menacé par une réforme du système capitaliste. Aussi tiennent-ils à diriger les extrémistes protestants ! J'ai le sentiment qu'une partie des extrémistes protestants peut être comparée à l'O.A.S. en Algérie, qui n'hésitait pas à faire des morts chaque jour. En outre, ils ont des liens avec certaines parties de l'armée britannique. On sait

que des parachutistes vendent des armes à l'U.D.A. Mais si l'on essaie de considérer la situation à long terme, on peut se demander s'il est de l'intérêt de l'impérialisme britannique de faire le jeu d'une force réactionnaire néo-fasciste. Je ne le pense pas, et l'ambiguïté de cette situation tourne à notre avantage.

De même que le F.L.N. n'était nullement ennuyé de voir l'armée combattre l'O.A.S., de même nous ne serions pas fâchés de voir l'U.D.A. se battre contre l'armée anglaise.

Pensez-vous que si le Nord était réuni au Sud, on assisterait comme en Algérie (puisque vous venez d'y faire allusion) à un exode des protestants vers l'Angleterre ?

Non, je ne pense pas qu'il s'agisse exactement du même problème. Je ne connais pas parfaitement le problème algérien, cependant, autant que je sache, une bonne partie des blancs algériens n'étaient pas des propriétaires, mais des travailleurs.

Il y a un certain nombre de différences : la distance qui sépare protestants et catholiques n'est pas aussi grande que celle qui sépare « pieds noirs » et Algériens. Il n'existe pas la même hostilité envers les protestants que celle qui pouvait exister envers les blancs d'Algérie.

Une écrasante majorité de la population catholique est prête à accepter la population protestante dans une Irlande unie. Il n'y a pas encore eu en Irlande d'activités aussi sectaires qu'en Algérie. On ne peut pas, encore, parler de massacres de protestants ou de massacres de catholiques. Je ne crois pas qu'il y ait autant d'amertume des deux côtés, mais je suis en tout cas convaincu que ni l'U.D.A. ni l'U.V.F. ne peuvent prétendre représenter la population protestante dans sa majorité. Je dirais même que la plus grande partie de la population protestante est favorable à l'Irlande unie.

Que représentent à votre avis les « Young Tartans » et les « Blue-Boots » ? Ont-ils une certaine importance d'un point de vue politique ?

(Les « Young Tartans » et les « Blue-Boots » sont de jeunes protestants, généralement vêtus de blue-jeans bleus délavés, ornés de morceaux de tartan.)

Les Young Tartans et les Blue-Boots représentent à mon avis, une partie du lumpen-prolétariat protestant : ce sont des jeunes pour la plupart au chômage, qui appartiennent à des familles de travailleurs.

Nous ne les comprenons pas tellement et en tout cas nous n'avons guère de sympathie pour eux. Ils se livrent à des actions contre les catholiques, mais n'osent pas s'attaquer à l'armée britannique. Leur comportement peut être assimilé à celui des fascistes. Eux-mêmes se déclarent anti-socialistes, anti-communistes, anti-hippies et bien sûr

anti-catholique, mais leur conscience politique me paraît très confuse. Ils ne constituent pas un mouvement politique à proprement parler. Ce sont avant tout des gangs que l'U.D.A. essaie d'organiser à son profit, sans grand succès apparent pour le moment.

Pensez-vous que les organisations révolutionnaires catholiques puissent un jour s'unir au prolétariat protestant, ou à la limite le neutraliser ?

Ceci est un grand problème qui se rapproche de celui de la classe ouvrière américaine et des noirs. La classe ouvrière américaine se révèle être bien plus « anti-noirs » que la classe moyenne blanche. Nous avons à peu près la même situation en Irlande du Nord.

Nous nous opposons à l'attitude des Officials, qui ont récemment appelé l'U.V.F. « l'armée du peuple », et qui tente d'encourager une éventuelle coopération entre l'I.R.A. et le prolétariat protestant. C'est de la folie ! Ce fut la tactique du P.C. en Allemagne dans les années 30... En fait, dans la situation irlandaise actuelle, ce genre de collaboration ne paraît guère probable.

Que pensez-vous de la position de l'Eglise catholique vis-à-vis de la révolution ? Comment peut-on la définir ?

L'Eglise catholique est très puissante, en grande partie parce qu'elle fut l'objet au cours de l'histoire de nombreuses persécutions de la part des Anglais.

Dans le Sud elle paraît toutefois ne pas avoir autant d'emprise sur les catholiques, sans doute parce que l'opposition à l'Eglise y est pratiquement inexistante.

Il y a une discrimination, une persécution permanente à l'égard des catholiques. Ces derniers se refusent à envoyer leurs enfants dans des écoles d'Etat, parce qu'on leur y enseigne l'histoire unioniste. La seule issue pour eux est d'envoyer leurs enfants dans des écoles catholiques, qui bien entendu profitent avantageusement de la situation, car elles reçoivent beaucoup d'argent de la part des catholiques.

En ce qui concerne la lutte révolutionnaire, l'Eglise catholique s'est constamment opposée, avec fermeté, à l'emploi de la violence, et en ce sens elle ne peut approuver la politique des Provisionals. C'est une situation que peuvent exploiter les socialistes, en montrant ce que représente véritablement l'Eglise irlandaise, c'est-à-dire un frein à toute évolution.

En fait, l'emprise de l'Eglise a peu de chance de se relâcher tant que le problème national ne sera pas résolu.

*Interview recueillie par : Danyèle Dulhoste,
Jean-Louis Guicheny et Pierre Favre.*

une victoire du peuple irlandais

LA DESTRUCTION DE L'ETAT DU NORD

Le refus de l'asphyxie politique et économique

Entrer dans le dynamisme de la lutte

Organiser cette lutte

Qui est l'ennemi ?

LE POUVOIR POPULAIRE DANS LES QUARTIERS AUTONOMES

L'autonomie des quartiers catholiques

Le peuple conquiert le pouvoir

Quel long chemin parcouru, en quelques années, par le peuple des ghettos catholiques d'Irlande du Nord ! Exploité, dominé, marginalisé, il paraît au début de 1968 encore, être condamné à subir : subir la misère, subir la ségrégation, subir la honte de jouer le groupe inférieur, la lie de la société. Mais ce peuple va refuser l'intolérable, il va réagir, se redresser et en moins de quatre ans — dans le combat et la souffrance — il va abattre l'Etat qui avalisait, protégeait et aggravait sa servitude. Le 24 mars 1972, en effet, l'Angleterre décidait d'administrer directement le pays.

Une victoire
du peuple
irlandais

La destruction de l'Etat du Nord.

Amener la Grande-Bretagne à reconnaître, dans les faits, que le régime en place en Irlande du Nord est incapable de gouverner est une importante victoire. D'abord, quelles étapes ont conduit à ce succès ?

Le refus de l'asphyxie politique et économique.

Le premier détonateur c'est Craig (ministre de l'intérieur, fascisant notoire) qui l'allume en octobre 1968. Il lâche sa police contre une foule désarmée et cette police s'en donne à cœur joie. Hommes, femmes, enfants sont frappés, cognés, matraqués avec une telle sauvagerie que les journaux parleront du « bain de sang de Derry » et que Craig en perdra sa place de ministre de l'intérieur. Infortuné Craig ! Il n'a fait pourtant qu'obéir à la logique propre à tous les pouvoirs de classe. Dans toutes nos sociétés libérales il est évident que les basses couches sociales ne peuvent être menées que par la force (« ils ne comprennent que ça ! »). Il est aussi tacitement admis que les marginaux servent d'exutoire, de soupape de sûreté à l'agressivité policière (on cogne les arabes et les chevelus beaucoup plus facilement que les gens à cravate qui sortent de la messe). Mais Craig, comme la plupart des fascistes, n'a pas beaucoup le sens des nuances. Il a dépassé la mesure et sa police en a encore rajouté.

Certes, ces « tabassés », ces « matraqués », désobéissaient. Mais pouvaient-ils faire autrement ? Deux manifestations étaient prévues ce jour-là : à l'une participait l'Ordre d'Orange, organisation fondamentale des protestants ; à l'autre, la N.I.C.R.A. (mouvement pour les droits civiques) et le Comité d'Action pour le logement de Derry. Craig, ministre de l'intérieur, en interdit une : celle des droits civiques et du logement. L'autre n'est pas dangereuse pour l'ordre public puisque Craig fait lui-même partie de l'Ordre d'Orange. Partialité qui est une

provocation. Le défi est accepté. Le peuple des ghettos catholiques viendra buter sur les barrages de la police.

Pourquoi ce jour-là le peuple ira-t-il jusque-là ? Pourquoi acceptera-t-il l'épreuve de force ? **Certainement parce que cette manifestation exprimait justement, traduisait toute la surface de son exploitation.** Il y avait l'aiguillon, l'impératif d'un besoin élémentaire : le scandale des conditions de logement et le scandale du régime de faveur dont jouissaient les protestants sur ce plan. Il y avait, liée à cela, nourrie de cela, la revendication politique fondamentale de la N.I.C.R.A. : le droit d'être des citoyens à part entière. Certes la N.I.C.R.A. n'avait rien de « révolutionnaire ». Ces objectifs avaient un contenu qui n'était que « libéral ». Mais, prise en charge par un peuple opprimé, vécue par un peuple marginalisé, cette revendication devient explosive. Etre citoyen à part entière, c'est en fait être reconnu comme un être humain, égal aux autres êtres humains. L'inégalité au niveau du logement et l'inégalité au plan politique se rencontrent, se confondent. La prise de conscience en est surmultipliée. Le droit à un toit et à la dignité dans un seul acte. Cela pousse à affronter les barrages de la police.

Entrer dans le dynamisme de la lutte.

La « People's Democracy » comprit qu'il ne fallait pas casser cette force qui naissait. Au contraire, elle sut lui donner une nouvelle occasion de s'affirmer. Ce sera la marche de Belfast à Derry en janvier 1969. Le pouvoir ne réprime pas directement, mais sa police, dans un premier temps, laisse faire les contre-manifestants. Ceux-ci seront particulièrement efficaces. C'est un nouveau déchainement de brutalités. Puis, en fin d'après-midi et le soir, certains policiers, sans doute frustrés de n'avoir pas cassé du catholique durant la journée, feront des heures de répression supplémentaires en « ratonnant » dans les rues et en envahissant le quartier et certaines maisons des catholiques. Ces attaques, ces agressions, sont, elles aussi, le début d'une escalade.

En janvier 1969 l'hostilité du groupe protestant explose. C'est l'affrontement direct et sans merci. Cet affrontement entre « catholiques » et « protestants », le gouvernement du Nord ne pourra le surmonter. Surtout il apparaîtra sous son vrai jour aux yeux de la communauté catholique. Ce gouvernement réprime; quand il ne le fait pas, il laisse faire. Cette communauté comprend chaque jour davantage qu'elle n'a aucun secours à attendre des autorités, que les tentatives libérales du premier ministre sont du « vent », **qu'elle ne peut compter que sur elle-même.** Les extrémistes protestants, eux, prennent ces tentatives libérales au sérieux. Ils multiplient agressions, attentats, provocations, pour que le climat ne se calme pas. Cette intensification de leur activisme provoque la chute du premier ministre O'Neill.

Organiser cette lutte.

Londres ne veut pas que la situation continue à dégénérer. Son armée vient servir de tampon entre les deux communautés. L'Angleterre intervient donc directement, matériellement, dans le conflit. Le maître est obligé de faire quelque chose, de mettre la main à l'ouvrage.

Les catholiques ont découvert qu'ils ne survivraient qu'en se mettant en auto-défense. **Leurs quartiers se ferment et se hérissent de barricades.** Derrière ces barricades, dans la zone protégée, il faut organiser la vie. Quelle occasion de chercher et de trouver de nouvelles règles du jeu de la vie sociale !

Il faut aussi s'organiser militairement quand on vit assiégé. L'I.R.A. Provisional comprendra cette nécessité et tentera d'y répondre. On peut de loin « faire la fine bouche théorique » et passer au filtre son orientation — ou son manque d'orientation — politique. Une chose est cependant certaine : l'I.R.A. Provisional a répondu à un besoin de la situation, à un besoin du peuple. L'incroyable croissance de son recrutement en serait, à elle seule, une preuve. Grâce à l'I.R.A., les catholiques peuvent répondre à la force par la force.

Qui est l'ennemi ?

Ce renforcement militaire de la communauté catholique fera sortir l'armée britannique de son jeu de tampon ou d'arbitre. Il est inconcevable pour le conservateur Heath, au pouvoir à Londres, que se maintiennent des îlots qui tendent à échapper aux lois du système; il est intolérable que ces îlots se dotent du moyen de se défendre eux-mêmes.

L'armée britannique sortira alors de son rôle passif, ira provoquer à l'intérieur des quartiers catholiques. La guerre éclatera entre l'I.R.A. et elle.

Dès lors, le mécanisme de la répression pourra suivre sans frein sa logique. **Mais à chacun des degrés qu'elle franchira le peuple des ghettos catholiques saura tenir et trouver la riposte.** L'« Internement Administratif » ne brisera pas la résistance catholique, au contraire celle-ci n'en aura que plus de vigueur morale et militaire. On tente alors le régime de la terreur, l'« exemple » qui fait réfléchir : c'est le « dimanche sanglant », les paras qui tirent sur la foule, les 13 personnes assassinées. Résultat, la branche « officielle » de l'I.R.A. rompt avec sa tactique habituelle et fait sauter un mess d'officiers parachutistes en Angleterre. Le peuple souffre mais ne cède pas. Chaque crime le rend plus résolu et plus ferme. Tellement que Londres devra prendre directement les choses en mains. C'est un « proconsul » anglais qui assume la réalité du pouvoir. L'Etat irlandais du Nord est fini.

Même si d'une façon ou d'une autre il renaît, une étape historique importante aura été franchie.

La résistance opiniâtre de la communauté catholique est venue à bout de l'Etat qui cautionnait sa domination et son exploitation. La communauté catholique n'a pas définitivement vaincu, mais elle a remporté une victoire importante et décisive. Un bout de chemin est fait. Il lui faut maintenant franchir de nouvelles étapes. Elle a pour cela un acquis politique de première grandeur : l'expérience des quartiers autonomes.

Le pouvoir populaire dans les quartiers autonomes.

Le 31 juillet 1972, au petit matin, appuyée par des chars lourds Centurion, l'armée britannique pénétrait dans les zones libres de la communauté catholique. Est-ce la fin de l'expérience d'auto-défense et d'auto-gestion commencée en 1969 ? (Peut-être, mais ce n'est certainement pas la fin de la guérilla.) Quoi qu'il en soit, cette expérience de plusieurs années est capitale, car elle a permis au peuple des ghettos catholiques d'entrevoir la possibilité et de commencer à exercer lui-même le pouvoir.

L'autonomie des quartiers catholiques.

Les extrémistes protestants — souvent aidés par la police — faisant des descentes et commettant des agressions dans les quartiers catholiques, ces derniers fermèrent ces quartiers et en firent, en quelque sorte, des camps retranchés. La première vague de mise en auto-défense des ghettos catholiques eut lieu en 1969, à un des moments où l'agressivité protestante était particulièrement virulente. **Derrière les barricades qui les protégeaient et les isolaient, les catholiques vont faire une expérience politique capitale.** « Vous entrez maintenant dans le libre Derry », proclament des inscriptions en lettres très hautes.

D'abord, cela aide énormément le peuple à dépasser les visées réformistes ou libérales qui sont pensées en fonction de la normalité d'un Etat bourgeois. De cet Etat la population des ghettos est physiquement coupée. La police n'entre pas dans les zones libres. On ne paye pas les impôts. On fait la grève du loyer, de l'eau, du gaz, etc. Mais cet aspect négatif n'est que le petit côté des choses. Tout le quotidien va prendre une nouvelle signification. Il faut s'organiser, par exemple, pour assurer l'éclairage des rues, leur nettoyage, et à la longue effectuer certains travaux d'entretien ou des réparations.

Les familles victimes des combats ou de la répression sont prises en

charge, sur le plan matériel et sur le plan moral, par la communauté qui assure leur hébergement et leur nourriture. Des crèches sont créées pour rendre les mères de famille plus disponibles. Un signe du climat qui tend à s'instaurer peut être trouvé dans ce paragraphe du journal *Starry Plough* (la charrue étoilée) paraissant à Derry : « Une des choses qui me perturbent, c'est les automobilistes. Tous les jours je vois des ménagères peinant sur la nouvelle route de Creggan, surchargées de paquets et des voitures vides qui les dépassent sans s'arrêter. Je m'étonne de ce que les gens qui ont des voitures puissent faire des choses pareilles. Et j'en profite pour demander aux automobiles de s'arrêter et de prendre les gens qui vont au travail ou qui en reviennent, bref, de montrer un sens plus élevé de la camaraderie. J'insiste aussi sur le fait que 99 % des gens ont montré un tel esprit communautaire, si bien que cette critique risque de sembler injuste. »

Les coopératives se multiplient dans les quartiers libres. A Derry, on commence par la liaison ville-campagne. Des pommes de terre sont achetées en gros à des petits fermiers de la région. Elles leur sont payées à un bien meilleur prix que ne le font les intermédiaires habituels et elles peuvent cependant être vendues dans les quartiers beaucoup moins cher que dans les magasins. La population participe à de telles initiatives et assure leur gestion. Les comités de quartier fleurissent. « A long terme on espère que les coopératives connaîtront un développement tel que le peuple pourra se passer des grands magasins et deviendra complètement autonome sur la base du quartier. La vraie victoire des coopératives, c'est de montrer à nos maîtres que nous n'avons pas besoin d'eux, que nous pouvons, seuls, conduire nos propres vies. » (« La charrue étoilée ».)

Certains de ces comités font éclater la barrière « religieuse ». C'est le cas à Ardoyne : « Le Comité de Relogement rebâtit 194 maisons en haut d'Ardoyne qui avaient été brûlées en août 1971 par les extrémistes protestants aidés par la police. Des chômeurs catholiques et protestants, des étudiants y travaillaient toute la journée, bénévolement. Le Président du Comité est lui-même protestant. Le Comité a invité la minorité de protestants à regagner leurs maisons reconstruites : 14 familles ont déjà accepté. Comme le dit un responsable du Comité : « Nous ne voulons pas vivre dans un quartier où il n'y ait que des catholiques. Protestants, Arabes, Indiens et Pakistanais sont invités à vivre ici. » (« Irlande ça ira », p. 17.) Des expériences d'ateliers auto-gérés sont aussi tentées quand cela est possible.

Le peuple conquiert le pouvoir.

La signification politique de chacune de ces réalisations est, pas à pas, mise à jour. La « People's Democracy » joue un rôle important

sur ce point. Dans son journal *Unfree Citizen* en mars 1972, elle explique : Le peuple « a compris qu'il est temps de commencer à créer les moyens de contrôler sa propre vie et non plus simplement de contrarier les efforts des autres pour la contrôler.

« Dans la situation actuelle, il est très important que toutes les communautés (tous les quartiers) engagés dans la résistance profitent de l'occasion pour voir jusqu'où elles peuvent aller sur la voie de l'autonomie complète.

« Sont importants, par exemple :

- 1 — les élections démocratiques d'habitants du quartier à la direction de la grève des loyers et des impôts;
- 2 — l'institution d'un système de sécurité sociale;
- 3 — l'investissement d'argent pour le développement d'industries locales (...) contrôlées par les travailleurs;
- 4 — l'organisation de l'achat direct aux producteurs des denrées alimentaires, des produits de ferme, pour supprimer les intermédiaires;
- 5 — l'organisation de la distribution des biens dans des magasins communautaires;
- 6 — l'établissement de stations locales de radio basées sur les traditions populaires et non sur les valeurs commerciales de la radio et de la télévision officielles;
- 7 — enfin l'établissement de tribunaux populaires pour rendre la justice locale.

Telle est la signification réelle de l'autonomie. »

Le mot d'ordre demandant l'établissement de stations locales de radio peut surprendre. A la fin de son livre, Carasso fait une présentation de l'expérience de « Radio Belfast Libre » : « La *People's Democracy* prit la relève et, au bout de quelques jours, c'est elle qui assura la parution du journal et le fonctionnement de la radio. A partir de ce moment, le poste accorda une place toujours croissante aux commentaires politiques : attaques contre le gouvernement unioniste, dénonciation des B Specials, appels aux troupes britanniques, description des effroyables conditions d'habitation qui sont le lot aussi bien des catholiques des Falls que des protestants de Shankill, commentaires sur les nouvelles quotidiennes, etc. On peut ajouter à cette liste une série de fausses nouvelles comiques, les *New Flashes*, et des émissions satiriques. *Profile in carnage* et *Portrait in corruption*, dans lesquelles étaient attaqués les principaux leaders fascistes des protestants, les membres de la mafia unioniste et leurs complices « nationalistes » catholiques. Cette énumération ne rend cependant pas compte de l'essentiel : la spontanéité et la diversité des programmes.

« La musique diffusée allait du folklore irlandais aux chants révolutionnaires, des chansons traditionnelles des rebelles irlandais à la *pop-music*. Le choix était en général déterminé par le contexte et laissé à l'initiative de l'animateur. Des centaines de demandes d'auditeurs arrivaient chaque jour et le poste diffusait aussi toutes sortes de messages adressés à leurs amis ou leurs parents par ceux qui avaient été victimes d'attaques et ne disposaient que de ce moyen pour faire savoir qu'ils se trouvaient en bonne santé à tel ou tel endroit. Dès le troisième jour de son existence, c'est-à-dire après sa prise en mains par la *People's Democracy*, le poste s'abstint de toute attaque contre les protestants pauvres, de tout appel à la vengeance. Vers la fin, l'armée entreprit de brouiller les émissions et la fréquence en dut être fréquemment changée. Par-dessus tout, ce furent les demandes émanant des défenseurs des barricades, pendant la nuit, qui nous déterminèrent à assurer vingt-quatre heures d'émission par jour. Au pied de chaque barricade, il y avait un braserio et un transistor autour desquels les gens s'assemblaient.

« Tout bien pesé, on peut dire que Radio Free Belfast constitua un excellent moyen de maintenir, dans tout le quartier, une cohésion vitale. » (J. P. Carasso, *op. cit.*, pp. 288-289.)

La nécessité d'une « justice populaire » se manifeste d'autant plus rapidement que la communauté est en état de guerre. Il y a les cas pénibles des indicateurs de la police ou de l'armée anglaise. L'I.R.A., organisation militaire, enquête très sérieusement, juge et condamne. Une des sanctions les plus courantes est le « plumage ». On enduit le condamné de goudron et on le couvre de plumes... La « *People's Democracy* » cherche des solutions qui permettraient au peuple de directement se prononcer. En effet, seul le peuple a le droit de juger.

Les semaines et les mois s'écoulant, des moyens plus étudiés de consultation du peuple sont mis en place. Ainsi, le 12 juin 1972, l'I.R.A. Provisional organise un référendum sur les conditions d'un cessez-le-feu. « Des bulletins de vote ont été distribués dans le quartier de *Brandywell* qui compte un électorat de 3 200 personnes, le 13 dans le *Bogside* (4 500 personnes) et le 14 dans *Creggan* (7 300 personnes). Le décompte des votes commencera jeudi 22 juin, à 22 heures. Le bulletin de vote demande si les conditions suivantes : fin de l'internement, amnistie pour tous les prisonniers politiques et les personnes en fuite, le confinement des troupes britanniques à leur baraquement en attendant leur retrait définitif, sont des termes raisonnables pour un cessez-le-feu. » (Bulletin A.P.L. Informations, n° International 208 du 18 juin 1972.)

Ce même mois, l'I.R.A. Provisional propose des élections dans *Derry Libre*. Dans son journal *An Phoblacht* elle en explique les raisons :

« Les élections dont l'initiative revient au *Sinn Féin* et à l'I.R.A. montreront la volonté du peuple de dire à l'Angleterre une fois pour toutes : « Au diable les concessions, nous voulons être libres. »

« La zone a été divisée en quatre circonscriptions dont une élira quatre représentants et les trois autres trois. Les 13 membres élus administreront les affaires du Derry Libre jour après jour. Ce gouvernement de la Communauté sera le premier de la sorte dans notre histoire (...). Le peuple du Derry Libre a réalisé enfin qu'il n'était qu'un pion dans le jeu politique. Par son action, il montrera qu'il a aujourd'hui confiance en lui-même et qu'il est déterminé à tracer son destin pour lui-même et ses enfants.

« Ces élections sont dans la suite logique de la proposition faite en août dernier par le Conseil de l'Armée de l'I.R.A. Le Conseil proposait la mise sur pied du Dak Uladh, un parlement qui gouverne les 9 comtés de l'Ulster. Leur communiqué déclarait : Le Conseil de l'Armée estime que le moment est opportun pour que les gens eux-mêmes exercent le pouvoir dans la sphère politique aussi bien que dans l'aspect militaire de la lutte. Nous proposons donc que le peuple de l'Ulster établisse un Parlement Provisoire pour exercer sa juridiction sur la Province historique de l'Ulster (...). La population des quartiers attaqués par les britanniques peut lancer le mouvement en choisissant immédiatement ses propres représentants. Les barricades qui entourent le Derry Libre deviendront plus que des barrières physiques contre nos oppresseurs. Elles symboliseront le rejet par toute la communauté d'un système impérialiste pourri qui gouverne toujours le reste du Nord. Entre les barricades se formera le noyau d'une force politique révolutionnaire qui se répercutera à travers toute l'Irlande. »

Pour Angela Davis, « le succès ou l'échec d'une révolution peut être mesuré seulement par le degré d'orientation radicale et progressiste de la femme ». L'Irlande n'a pas fait de révolution; il n'est donc pas question de lui appliquer le critère proposé par Angela Davis. Il est cependant significatif de savoir comment les femmes participent à la lutte et à l'avancée politique du peuple. Pour les ghettos, un élément important doit être souligné car il n'est pas sans influence sur la condition des femmes. Il arrive souvent que ce soit les femmes qui travaillent et les hommes qui restent à la maison, et soient ainsi amenés à accomplir les tâches ménagères. Cette situation n'est pas le fait d'un choix. Elle est imposée. A Derry par exemple, il est courant qu'il soit plus facile à une femme de trouver du travail qu'à un homme.

Les Comités d'Action lancés par les femmes s'occupent de l'appel aux manifestations, de la circulation des pétitions, des collectes de fond. Les « Provisionals » recrutent énormément, c'est dans cette branche de l'I.R.A. que les femmes sont les plus nombreuses.

Bernadette Devlin pense que la femme n'a pas encore toute sa place : « Quand les barricades ont été dressées, les femmes se sont battues comme des hommes pour défendre Derry. Quand le calme est revenu derrière les barricades, les femmes auraient dû avoir leur place, de droit,

pour assurer leur défense. Mais les hommes leur ont dit de rentrer à la maison. Les femmes ont organisé des comités de rues, les hommes leur ont dit que c'était bien, mais que cela suffisait. Surtout chez les « provos ». Pourtant, celles qui ont pris part au mouvement révolutionnaire refusent de se laisser traiter en « faiseuses de thé ». Mais elles doivent lutter contre la mentalité persistante selon laquelle seul l'homme est habilité à combattre. Quant à la condition de la femme dans le Sud, elle n'est pas davantage enviable. Je pense pour ma part que les femmes qui sont politiquement éveillées sont moins chauvines que les hommes, qui ne leur ont jamais permis de s'organiser. Les femmes ont davantage de détermination, et elles sont certainement plus intelligentes politiquement. » (Politique-Hebdo, n° 35, 29 juin 1972.)

Une militante de l'I.R.A. Provisional reconnaît elle aussi que tout n'est pas encore parfait :

« Comment les femmes sont-elles traitées par les hommes dans le Mouvement ? Sont-elles vraiment sur un pied d'égalité quand il s'agit de prendre des décisions... ?

— Avec la majorité des hommes, elles sont sur un pied d'égalité. Il reste des hommes qui pensent que la place d'une femme est à la maison, à la cuisine, mais la plupart des hommes soutiennent les femmes. Les jeunes femmes, disons de 17 à 30 ans, veulent être actives. Une femme peut faire tout ce que fait un homme. Si elle apprend à tirer au fusil, si elle s'entraîne au maniement des armes, elle peut s'en servir tout aussi bien qu'un homme. C'est probablement plus facile pour une femme de poser des bombes que pour un homme. »

Mais finalement, et cela est aussi une caractéristique de l'attitude des Provisionals, c'est d'abord sur elles que les femmes doivent compter pour se libérer. « Si elles ne se battent pas elles-mêmes pour leurs propres droits, aucun homme ne le fera à leur place. Si elles sont qualifiées pour un boulot quelconque, elles doivent se battre pour l'obtenir. » (« L'Irlande », brochure publiée par le Comité pour la Libération du Peuple Irlandais, p. 38.)

Des femmes souvent refusent l'embrigadement dans certaines organisation où, sous prétexte d'égalité, elles sont, de fait, soumises aux hommes qui trustent les postes-clefs et assurent la totalité des décisions et de la direction. Cela explique que beaucoup soient plus à l'aise dans des comités, où elles peuvent cheminer à leur façon, même si effectivement ils sont, comme le dénonce B. Devlin, pensés par certains hommes comme des voies de garage pour femmes.

« Avec la suspension du Parlement de Stormont, l'avenir de l'Etat fantoche d'Irlande du Nord reste en suspens.

Une victoire
du peuple
Irlandais

« Les institutions qui ont organisé le pays pendant 50 ans ont été balayées et remplacées par un système instable dans lequel gouverne un seul homme, au nom de la Grande-Bretagne.

« Il se développe aussi une situation de double pouvoir : certains quartiers étant contrôlés par l'Etat et d'autres par le peuple. » (Mike Farrel « Unfree Citizen », avril 1972.)

C'est l'instauration de ce double pouvoir qui représente l'élément, la pierre d'attente révolutionnaire. Un Etat qui se désagrège et est remplacé par un proconsul et l'armée britannique; un peuple qui fait l'expérience d'un exercice limité, mais réel, du pouvoir; c'est une victoire énorme. Le peuple des ghettos a gagné une importante première manche. Quel que puisse être l'avenir, cela comptera. L'Irlande en restera définitivement marquée.

demain l'Irlande ?

CATHOLIQUES - PROTESTANTS

Une identité religieuse

Il faut aller jusqu'aux racines de la religion

Des Eglises qui sécrètent du fascisme.

Les Eglises et la religion obstacles majeurs

DOMINÉS - EXPLOITÉS

L'identité de prolétaire

La lutte anti-impérialiste

CHANGER LA VIE

Le peuple des ghettos a résisté depuis des années à l'escalade répressive qui s'est abattue sur lui. Jusqu'ici, à chacune des étapes de cette répression, il a su trouver une riposte efficace. Cela a entraîné l'écroulement du régime du Nord, ce qui n'est pas une mince victoire. Est-ce dire que la partie est définitivement gagnée ? Certainement pas. De nombreux obstacles se dressent encore sur le chemin qui conduira le peuple à exercer effectivement le pouvoir. Ces obstacles, il est important d'en prendre la mesure.

Catholiques - Protestants.

Seuls certains extrémistes protestants soutiennent encore que la lutte qu'ils mènent est un combat religieux. Tout le monde sait maintenant qu'il ne s'agit pas, aujourd'hui, en Irlande, d'une guerre de religion. Pourtant, tout le monde parle de « catholiques » et de « protestants », d'affrontements entre « communauté catholique » et « communauté protestante » ; les ghettos sont des « ghettos catholiques » ; Whitelaw cherche à discuter avec les représentants des « catholiques », etc.

C'est le vocabulaire religieux qui le mieux permet de désigner les acteurs des événements ; c'est ce vocabulaire qui exprime le plus facilement où passe la frontière du conflit. Les mots « catholiques » et « protestants » sont ceux qui sont le plus employés parce qu'ils sont les plus satisfaisants, parce qu'il n'y en a pas d'autres. Ce n'est pas pur hasard.

Une identité religieuse.

« Je ne crois pas en Dieu mais je suis catholique romain », « je me moque des fables religieuses mais je suis catholique »... Il n'est pas rare d'entendre de telles professions de foi. Très couramment, encore, on distingue entre les « athées catholiques » et les « athées protestants »... L'écrasante majorité des gens se donne elle-même cette identité à consonance religieuse. **Bien plus, ils font de cette identité religieuse leur identité fondamentale, celle qui rend finalement compte de ce qu'ils sont.** Ils sont « catholiques ». Ils sont « protestants ».

L'affrontement, le sectarisme, la haine accusent encore le poids de cette identité. Depuis des siècles, « catholiques » et « protestants » sont synonymes d'ennemis. S'il est catholique, il est mon ennemi ; s'il est protestant, il est mon ennemi. Mon ennemi ? C'est le catholique, c'est le protestant. Ainsi est identifié le traditionnel, le séculaire ennemi. Les catégories religieuses deviennent une source d'insultes et de provocations qui sont efficaces en dehors même de leur signification religieuse. Pour les extrémistes protestants, l'ennemi est un « papiste ».

Le « catholique » en face de lui se sentira insulté même si pratiquement il se moque du pape et du Vatican. Une manifestation protestante provoquera un quartier catholique en injuriant — entre autres choses — « la Sainte Vierge ». Et les « catholiques » athées ou irreligieux de ce quartier se sentiront insultés par ces injures contre Marie. Il ne s'agit donc pas simplement du mot : « catholique » ou « protestant ». Ce mot véhicule avec lui une part importante d'éléments religieux, même s'ils ne sont pas vécus comme tels, même s'ils sont devenus des éléments culturels laïcisés, sécularisés de fait.

J. P. Carasso donne un résumé intéressant de la genèse de cette identification : « Quant aux catholiques, persécutés depuis trois cents ans, il est difficile de ne pas voir qu'ils sont plus catholiques en tant que persécutés que persécutés en tant que catholiques. C'est dans et par le catholicisme que les Irlandais affirmèrent, dès l'origine de la colonisation, leur identité nationale. Aussi réactionnaire que soit son contenu, il faut bien voir qu'étant interdite, la religion catholique prit vite une coloration contestataire. Des éléments historiques ont joué dans cette identification de l'Irlandais au catholicisme un rôle non négligeable : dès l'évangélisation, l'Eglise se substitua en Irlande aux anciennes structures tribales et devint la culture irlandaise. Menacée de mort par la colonisation, il n'est pas étonnant que cette culture ait opposé une résistance acharnée et qu'elle ait peu à peu confondu ses ennemis de droite et ses ennemis de gauche. Attaquer le catholicisme, c'était attaquer la résistance nationale des Irlandais. » (La rumeur irlandaise, p. 107.) Mais aussi justes que soient les éléments et les mécanismes ainsi rapportés, il serait abusif de réduire purement et simplement l'identification religieuse à une identification nationale transposée. Il est vrai que « attaquer le catholicisme c'est attaquer la résistance nationale des Irlandais ». Mais c'est aussi attaquer autre chose.

Il faut aller jusqu'aux racines de la religion.

Carasso simplifie trop ce problème quand, parlant de la période de la partition de l'Irlande, il écrit : « Répétons qu'en l'occurrence les différences religieuses résumaient simplement les différences nationales auxquelles elles correspondaient assez fidèlement. » Le « résumaient simplement » est justement trop simple !

Le catholicisme s'est effectivement substitué en Irlande aux anciennes structures tribales. Il est devenu la culture irlandaise. (La « culture » est un mot très large et très vague.) Mais jusqu'à quel point est-il devenu la « culture irlandaise » ? Il n'y a pas de solution, d'événement absolu en histoire. L'Eglise, ensuite, n'a pas longtemps boudé le courant nationaliste. Elle l'a cotoyé, s'est mouillée dans ses eaux, mais n'est jamais parvenue à résorber un certain décalage, une certaine distance avec lui.

L'Etat de De Vallera, qui peut être considéré comme une victoire de l'Eglise puisqu'il s'agit d'un « Etat chrétien » n'a reçu à sa naissance qu'environ le tiers des suffrages. Beaucoup d'eau nationaliste coulait donc à côté de ce pont et nous verrons plus loin comment la désobéissance en matière « politique » est une des caractéristiques du catholicisme irlandais.

Certes, le règne de l'identité religieuse en Irlande du Nord s'établit sur le fond incontestable de l'impossibilité d'une affirmation nationale (il s'agit d'Irlandais vivant sous la coupe d'un Etat qu'ils ne reconnaissent pas comme irlandais). **Mais cela ne prouve pas que cette « identité religieuse » ne soit qu'un pur et simple substitut de l'identité nationale.** Et même s'il en était ainsi, il faudrait se demander pourquoi la religion peut jouer ce rôle de suppléance.

Un appel trop mécaniste au principe de Marx « La religion est à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre cette misère réelle », ne saurait constituer une explication immédiatement satisfaisante. La solution est à chercher dans le lien — lien mis en lumière par l'histoire — entre le « pouvoir » (l'autorité politique, l'affirmation politique) et le « sacré ». C'est ce lien qui permet à l'« identité religieuse » de fonctionner comme « identité politique ». Ce lien se noue d'ailleurs à un niveau beaucoup plus profond que celui de l'« identité nationale ». L'identité nationale est quelque chose de relativement neuf et limité dans l'histoire de l'humanité. D'autres identités : l'identité tribale, l'identité clanique, l'identité raciale, l'identité du lignage, l'identité aristocratique, etc.... étaient des identités religieuses, des identités exprimées religieusement.

Ce qui se passe donc en Irlande est dans le droit fil historique des manifestations traditionnelles du Sacré. Les réductions rapides nous font donc passer à côté de la réalité. **Catholicisme et protestantisme y ont régressé jusqu'aux fonctions élémentaires — archaïques — de la religion.** Carasso le sent bien d'ailleurs quand, parlant des extrémistes protestants, il écrit, malheureusement entre parenthèses : « Il y a gros à parier que si le Bon Pasteur — il s'agit du pasteur Paisley — découvrirait soudain le message d'amour que renferment les évangiles et conviait ses ouailles à aller embrasser les Fenians, la religion perdrait beaucoup d'adeptes. » D'accord, mais l'alternative n'est pas, là, entre la religion et le nationalisme, mais entre la forme évangélique de la religion et la religion élémentaire, primitive, que prêche Paisley.

Tim Pat Coogan rapporte comment certains leaders de l'I.R.A. étaient venus à ce mouvement par mysticisme religieux. Le journal officiel de Derry Libre, *La charrue étoilée*, raconte au printemps 1972, une anecdote significative : « J'ai entendu l'autre jour, une histoire amusante d'un volontaire de l'I.R.A. Un jour, pendant une émeute dans le Bogside, il doit lancer une bombe à clous sur l'armée britannique. Une femme qui le connaît bien, une sympathisante, l'aperçoit alors qu'il allume la

mèche et se prépare à lancer la bombe. Saisissant sa bouteille d'eau bénite, elle se jette sur lui et comme elle l'en asperge en priant Dieu qu'il (le projectile), atteigne sa cible, elle éteint la mèche et rend la bombe inutilisable (les voies de Dieu sont impénétrables...). » Pour cette femme, pour les leaders du type de ceux dont parle Coogan, pour les extrémistes protestants, **il ne s'agit certainement pas, sur le fond, d'une guerre de religion, mais cette guerre est menée comme une guerre « Sainte ».** Le Sacré y est présent et fonctionne à merveille.

Des Eglises qui secrètent du fascisme.

Que le lecteur ne manque pas de lire l'étude de Jean Cardonnel qui suit ce dossier. Il y trouvera exprimé, à partir de l'étude du phénomène nazi, l'indubitable lien de filiation existant entre la religion et le fascisme. L'Irlande n'échappe pas à ce mouvement. Sectarisme et fanatisme sont à la fois des attitudes religieuses et des attitudes fascistes.

Face à l'Eglise catholique organisée, hiérarchisée, s'efforçant de régenter autoritairement tous les domaines de la vie, s'est constitué le puissant Ordre d'Orange. Cet Ordre joue le rôle unificateur, le rôle de fondement, le rôle de structure qui manquait aux protestants face à la charpente catholique. Deux mondes clos et totalitaires qui s'affrontent et qui en s'affrontant s'« enrichissent » mutuellement de leurs extrémismes. Le puritanisme protestant déteint sur l'Eglise catholique (qui n'a pourtant pas besoin de cela pour être sexuellement répressive). Le catholicisme irlandais est devenu le catholicisme le plus puritain du monde. Curés et pasteurs s'entendent pour promettre le feu, le soufre et les tourments de l'enfer à ceux qui commettent des écarts « moraux ». Certains articles du *Catholic Standard* sont sur ce plan, jumaux des discours du pasteur Paisley. Les protestants ont adopté le décorum, le faste, les processions et la vanité des catholiques.

La hiérarchie catholique est plus « catholique » — et combien ! — que le Vatican sur beaucoup de points, tout particulièrement sur la question des mariages « mixtes » (entre protestants et catholiques). Les lois du mariage sont des lois de Dieu et Dieu est au-dessus du Pape, du Vatican et du Concile, évidemment. **Le sectarisme fait plonger le catholicisme dans les eaux d'un transeendatalisme, d'une dictature du divin et du sacré qui n'ont plus rien à voir avec le christianisme.** Paisley proclame qu'il est unioniste parce que le régime anglais est une « monarchie protestante » et majore le caractère charismatique d'une souveraine qui n'en demande certainement pas tant !

La montée du fascisme dans la communauté protestante se nourrit du sectarisme religieux. La communauté catholique semble plus protégée de ce péril parce que les catholiques ont derrière eux une tradition de désobéissance « politique » vis-à-vis de l'Eglise. Maurice

Goldring consacre un chapitre à cette question, chapitre qu'il intitule « Soumission religieuse et désobéissance civile ». « La formule : « Nous prenons notre religion à Rome et notre politique en Irlande », reflète cette tension imposée par l'histoire, et dont le résultat est une atmosphère d'humour et de sérieux, d'étroitesse et de tolérance. L'Eglise catholique, au cours de l'histoire, a successivement pris position contre le mouvement de Wolfe Tone, contre les Jeunes Irlandais, contre les Fenians (« La démocratie est une idée protestante »), contre le boycott, contre Parnell. Elle condamna l'insurrection de 1916, se rangea du côté des parlementaires contre le Sinn Fein. » (« Le drame de l'Irlande », p. 107.) Et la tradition continue en s'affermissant encore. Ainsi, une militante de l'I.R.A. « provo », à laquelle il est demandé ce qu'elle pense de l'Eglise, répond : « Pour les prêtres en tant qu'individus, je n'ai pas de respect. C'est le point de vue de beaucoup de gens, aujourd'hui, et pas seulement des Républicains. Maintenant, vous allez quelquefois à la messe pour entendre un sermon politique. Je pense que s'ils ont dit la messe et qu'ils veulent prêcher, ils n'ont qu'à se contenter de l'Evangile. Je ne pense pas que soit régulier, de leur part, d'utiliser la chaire comme la tribune d'un meeting. Je pense que l'Eglise doit rester à sa place et qu'elle ne doit avoir aucun pouvoir dans ce pays. » (Brochure Irlande, p. 38.) Donc, un net refus de toute autorité politique à l'Eglise. Ce qui est une brèche importante — mais non décisive — dans le sectarisme générateur de fascisme et de répression.

Les Eglises et la religion, obstacles majeurs.

Bernadette Devlin dit dans l'interview rapportée par J. P. Carasso : « En fait, nous devons tenir le langage suivant : nous sommes les travailleurs tout court, nous rompons avec les traditions qui nous ont maintenus en esclavage, nous rejetons le catholicisme au même titre que nous combattons l'Ordre d'Orange, nous en appelons aux travailleurs, point final. C'est alors qu'il nous serait possible de demander aux travailleurs, d'un côté de rompre avec l'Ordre d'Orange, de l'autre de rompre avec l'Eglise catholique. » (Op. cit., p. 112.) La formule est abrupte. Bernadette Devlin doit bien savoir qu'il ne suffit pas de dire : « je rejette l'Eglise » pour qu'en face on rejette l'Ordre d'Orange. La formule est abrupte mais elle met le point sur un élément essentiel : le front idéologique et en particulier la nécessité de lutter contre l'idéologie religieuse. Mais va-t-elle jusqu'au bout des choses ? Plus loin, elle paraît s'accorder facilement en ce domaine de la double attitude chère aux évêques français et aux leaders du P.C.F. : « Vous pouvez croire en Dieu, aller à l'église le dimanche, mais que s'arrêtent là vos devoirs religieux. » Un temps pour la religion, un temps pour le reste. Mais cela n'est pas possible. La religion est autre chose qu'une attitude hebdomadaire. La

manière de croire en Dieu, le visage qu'on donne à Dieu, détermine l'homme à chacun de ses instants. Il n'est pas possible de construire un monde libéré, il n'est pas possible d'instaurer un pouvoir populaire avec des hommes soumis à un « Etre Supérieur » qui les domine et les manipule. Le chemin de la révolution passe nécessairement par une critique de Dieu, de l'idéologie religieuse et du sacré. En Irlande certainement plus encore qu'ailleurs.

Dominés - Exploités.

Ce qui bloque la situation en Irlande, c'est le partage de la classe ouvrière. Les ouvriers protestants combattent les ouvriers catholiques. Tant qu'il en sera ainsi, il n'y aura pas de révolution possible, de pouvoir populaire possible. Aussi toutes les stratégies révolutionnaires en Irlande sont orientées, polarisées par la nécessité de surmonter cette division. Elle prend de plus en plus la relève du partage territorial. On sent bien qu'il y a là une frontière qui dépasse en importance celle qui sépare six comtés du Nord des vingt-six autres.

L'identité de prolétaire.

Finalement, tous les efforts entrepris tendent à faire se rencontrer ouvriers « catholiques » et ouvriers « protestants » dans la conscience d'une unique identité. L'identité de l'exploité, « l'identité de prolétaire ».

La difficulté vient du fait que cette conscience, cette identité, ne s'acquiert pas spontanément. Un homme, un groupe, se sentent directement, spontanément dominés quand d'autres hommes ou un autre groupe exercent sur eux une autorité. De même on a spontanément conscience qu'on est opprimé, brimé, agressé, volé, spolié. Les hommes reconnaissent rapidement que d'autres hommes ont des conditions de vie matérielle supérieures aux leurs, qu'ils vivent mieux, qu'ils en profitent ; donc, que par rapport à eux, ils sont défavorisés. Mais tout cela n'est pas la conscience de l'exploitation capitaliste au sens strict, profond du terme. Je peux souffrir d'avoir un maître qui me domine, je peux rager d'avoir à subir un patron, mais cela ne me fait pas immédiatement comprendre comment et pourquoi ce patron m'exploite.

L'exploitation capitaliste est inscrite dans l'acte même de la production. L'exploitation, c'est le fait que le système capitaliste ne peut exister, se développer qu'en spoliant les travailleurs d'une part importante du fruit de leur travail. Mais ce travail non payé n'est pas directement visible dans la société capitaliste à la différence de la corvée imposée au serf par le seigneur. L'ouvrier pense être payé pour son travail : il reçoit un salaire. Certes, l'ouvrier sait bien que ce salaire

n'est jamais assez élevé, mais il ne sait pas, spontanément, que le salaire est une mystification. L'ouvrier n'éprouve pas directement le fait que ce salaire cache nécessairement une part de travail non payé. Bien plus, qu'il donne au travail non payé une apparence de travail payé.

Tant qu'il y aura des salaires en régime capitaliste, il y aura du travail non payé. Si les ouvriers recevaient exactement l'équivalent de la valeur que représente leur travail, le capitalisme s'écroulerait. Il s'écroulerait parce qu'il n'y aurait plus de capital. Le capital c'est du travail volé. Tant qu'il y aura du capital il y aura à sa source du travail volé. Tant que durera le capitalisme, l'homme sera spolié dans son acte même de producteur. (Cf. « Frères du Monde », n° 76-77 : *Une lutte mondiale de classes*, p. 18-19.)

Le système capitaliste dissimule cette réalité. Dans la vie quotidienne tout se passe comme si mon travail m'était payé (pas assez, mais payé tout de même !). Dans la vie quotidienne, tout se passe comme si le capital était une réalité (et non du travail volé); tout se passe comme si ce capital avait la propriété de se reproduire, de faire naître d'autres capitaux (alors que seul le travail est source de valeur). La réalité se dissimule à nos consciences. Elle ne nous apparaît que sous des formes trompeuses. Aussi pour l'atteindre il faut briser ces apparences, aller voir dessous. C'est cela le propre de la théorie révolutionnaire.

La conscience de l'exploitation, l'« identité de prolétaire » naît de mon expérience quotidienne, mais critiquée, démolie, éclatée et reconstruite sous l'éclairage, la violence de la théorie révolutionnaire. Pour acquérir une identité de prolétaire, il faut une cassure, une rupture avec tout ce que dit le monde capitaliste dans lequel nous sommes immergés.

La nécessité de cette rupture n'est souvent pas vue. Certains leaders irlandais parlent dans un sens qui en éloigne. Ainsi les réflexions faites par B. Devlin dans l'interview déjà citée; parlant du mouvement dont le pasteur Paisley est le chef, elle dit : « *Les travailleurs protestants qui en forment la base, les habitants de Shankill Road, unionistes fanatiques qui se disent partisans de l'union avec la Grande-Bretagne et qui, en même temps, hurlent à Wilson de s'occuper de ses oignons, qui exigent des emplois, des logements — mais pour les loyalistes seulement, si on analyse leur mouvement, aussi triste qu'il soit, il est progressiste, et c'est une chose que les socialistes de ce pays ont totalement ignorée.* » (Op. cit., p. 113.) Plus loin, elle ajoute : « *En termes d'économie, les revendications des paisleyistes sont plus proches du socialisme, si ce n'est qu'elles sont présentées au nom d'une fraction du prolétariat.* » En quel sens ces revendications sont-elles « progressistes » ? Uniquement dans le sens d'une visée réformiste. Elles représentent une amélioration de la condition des gens, un progrès réel, mais dans le cadre même du système et dans ses limites. Elles sont « progressistes » au sens bourgeois du

terme. Elles ne mettent pas le système en cause; elles ne sont pas sous-tendues par la nécessaire rupture dont il vient d'être question : elles ne sont pas « progressistes » au sens révolutionnaire du mot. Quant à la phrase sur la proximité avec le socialisme « en termes d'économie », la confusion est encore plus grande. L'isolement de l'économie, le fait de séparer l'économique du politique, du social, du culturel, est un des mensonges les plus pernicieux de l'idéologie bourgeoise. Il n'y a pas de comparaison possible — sinon superficielle, donc trompeuse — entre une mesure économique en régime capitaliste et une mesure économique dans une optique révolutionnaire. Faire de l'économie un dénominateur commun qui pourrait servir de mesure ou de comparaison entre capitalisme et socialisme est une déformation qui s'appelle l'économisme. L'économisme est un des fondements du révisionnisme, la négation du cheminement révolutionnaire. En écrivant ceci nous ne voulons pas faire passer Bernadette Devlin devant un tribunal populaire, mais simplement illustrer, par un exemple, la taille de l'obstacle que le peuple irlandais doit encore franchir pour accéder à son unification dans une identité « identité de prolétaire ».

La lutte anti-impérialiste.

« Impérialisme », « lutte anti-impérialiste », mots si souvent entendus, si souvent lus. Tout le monde — ou presque — les utilise. Quel sens ont-ils ? Quelle conscience, quelle identité se donne le militant, le combattant qui se dit, qui se veut lutter contre l'impérialisme ?

L'armée anglaise occupe l'Irlande du Nord. Toute forme de lutte tendant à chasser cette armée n'est pas nécessairement une lutte « anti-impérialiste ». Au stade où en est aujourd'hui le capitalisme, l'impérialisme ce n'est pas l'« étranger ». Les Irlandais peuvent chasser l'armée anglaise, mais l'armée irlandaise qui la remplacera peut être une armée impérialiste. L'armée de l'Irlande du Sud est impérialiste comme l'est l'armée française, l'armée allemande, l'armée américaine, etc. L'impérialisme aujourd'hui structure le monde et aucun pays (pas même d'une certaine façon les pays dits « de l'Est ») n'y échappe.

Comme l'exploitation, l'impérialisme s'origine dans la production. L'impérialisme, ce n'est pas aujourd'hui la volonté de puissance d'un pays à l'égard d'un autre pays; ce n'est pas l'orgueil d'un régime ou d'un gouvernement ou d'un empereur. **L'impérialisme ce sont tous les gouvernements bourgeois qui se retrouvent, malgré leurs différences et leurs oppositions, dans une tâche commune qui est leur tâche essentielle : assurer au capital le maximum de profit.** Au stade actuel du capitalisme, le profit n'est plus abandonné au libre jeu de la concurrence, il a besoin d'être imposé politiquement et justifié idéologiquement. (Cf. *Frères du Monde*, n° cit., p. 31.) C'est cela le

premier rôle des Etats capitalistes. C'est cette colonisation totale, complète, des Etats bourgeois par la logique du capital qui est le cœur de l'impérialisme. Tant que le profit capitaliste existera, existera aussi l'impérialisme.

Lutter contre l'impérialisme, ce n'est pas simplement lutter contre l'armée anglaise, ce n'est pas simplement lutter contre l'« impérialisme anglais » (l'impérialisme, comme le capital, n'a pas de patrie : il n'est pas « anglais » ou « français »). C'est combattre pour un nouveau type de pouvoir politique. Ce qu'impose l'armée anglaise, ce n'est pas un pouvoir « anglais », c'est un pouvoir dont la caractéristique essentielle est de défendre et de justifier le profit capitaliste. **La seule lutte anti-impérialiste est celle qui ouvre la voie à un pouvoir politique, à un mode de gestion de la société qui ne soit pas au service du profit capitaliste.**

Ceci n'est pas une négation des identités, ou des richesses nationales. Ce qui fait une nation, une culture, c'est le peuple. Le choix fondamental n'est pas de savoir si un régime gouverne pour les « Anglais » ou pour les « Irlandais », le choix fondamental est de savoir si un régime gouverne pour le peuple et par le peuple, ou s'il gouverne pour le capital et par le capital. S'il est au service du capital, il ne peut pas être au service du peuple. Le gouvernement de l'Angleterre n'est pas en ce sens un gouvernement « anglais ». Au contraire, si un régime est au service du peuple, comment pourrait-il ne pas exprimer l'identité profonde de ce peuple ?

Ici encore, nous mesurons la taille de l'obstacle que doit franchir le peuple des ghettos catholiques. Il doit dépasser — il le fait pas à pas — l'étape du nationalisme élémentaire. Il doit briser la croûte des apparences pour aller jusqu'à la source de son exploitation; opérer cette cassure, cette rupture qui détachera son regard de la fascination immédiate de l'anglais. Qui dirige les blindés anglais qui envahissent les quartiers libérés ? Qui ces blindés servent-ils ? Qui est l'ennemi ? L'ennemi c'est un système qui structure le monde entier. Tous les gouvernements bourgeois — quelles que soient leur nationalité — en sont les serviteurs; toutes les armées — quelles que soient leur uniforme ou leur langue — en sont les exécutants. Un long chemin donc, un long combat à mener.

Changer la vie.

L'expérience des quartiers autonomes, des quartiers libérés a été — et reste — une chance inouïe pour le peuple irlandais. L'article précédent en a montré les aspects positifs. L'isolement donnait la possibilité de construire peu à peu une vie quotidienne différente. Mais sur ce point — qui est l'objectif central des révolutionnaires — que d'obstacles

encore à franchir ! Que de complicités antirévolutionnaires à dévoiler et à détruire !

Immédiatement, on pense à l'impact qu'ont les Eglises et la religion surtout dans les domaines de l'éducation, de la famille, des rapports parents/enfants, des rapports femme/homme. Mais comment aborder ces nécessaires remises en cause ? W. Reich dit par exemple que « le combat de la politique sexuelle est une partie d'un combat d'ensemble de la classe des exploités et des opprimés contre la classe des exploités et des oppresseurs » (*Psychologie de masse du fascisme*). Mais comment susciter les outils politiques de ce combat, comment libérer les forces politiques adaptées, dans un peuple soumis à la compéition du puritanisme catholique et du puritanisme protestant ?

Manifestement, il ne suffit pas de s'attaquer aux appareils, de tenter de détruire les écoles, les Eglises, etc. L'emprise énorme des Eglises ne s'explique que parce qu'elles correspondent, trouvent des complicités au sein des groupes qu'elles dominent, au cœur des hommes et des femmes qu'elles régissent. La lutte contre les Eglises ne saurait être efficace que dans le contexte d'une pré-révolution sociale qui s'attaque aux racines du mal (religiosité naturelle, culpabilité, instinct d'appropriation, etc.) en même temps qu'elle combattrait les institutions — ecclésiastiques ou autres — qui s'en nourrissent, les perpétuent et les renforcent.

Ici aussi éclate la nécessité d'une cassure, d'une rupture. Ici aussi sont donc exclues les stratégies échaffaudées sur les apparences, sur « ce qui se fait », sur le « bon sens » ou sur le « réalisme ». Ici encore doivent être critiqués et combattus les plateformes ou programmes qui découpent en tranches la vie ou les secteurs d'action; surtout ceux qui renvoient à plus tard la prise en considération et les tentatives de résolution de tels problèmes.

Tout se tient. Peut-on être révolutionnaire au niveau des moyens de production et réactionnaire dans le rapport parent/enfant ou homme/femme ? Une des caractéristiques du révisionnisme est de séparer tellement ces domaines que l'on arrive à avoir l'illusion d'avancer dans l'un en mettant l'autre entre parenthèses.



Partout surgit l'obligation d'opérer des ruptures; partout se manifeste le caractère universel de l'impact profond du combat. Surmonter les obstacles, pour le peuple d'Irlande, comme pour chacun d'entre nous, où que nous vivions, c'est parvenir à la conscience qu'il n'existe qu'un seul et unique combat de par le monde : une lutte mondiale de classes.

Numéros disponibles et "tirés à part"

1963

Déclarons la paix (tiré à part, 3^e édition, 136 pages, 3 F).

1965

Le Concile à l'épreuve (160 pages, 5,50 F).

1967

Notes portugaises (160 pages, 6 F).
Communistes et chrétiens (264 pages, 9 F).

1968

Éléments pour une critique - Mai-juin 1968 (144 pages, 6,50 F).
L'école, problème politique (144 pages, 6,50 F).

1969

Blocages dans l'Eglise (144 pages, 6,50 F).
Le pourrissement du gaullisme (144 pages, 6,50 F).
Luttes ouvrières en Espagne (144 pages, 6,50 F).
Avec les prêtres en lutte pour que change l'Eglise (tiré à part, 144 pages, 4 F).

1970

La foi, force historique (144 pages, 6,50 F).
Voie révolutionnaire et organisations (144 pages, 6,50 F).
Eglise et impérialisme en Amérique latine (144 pages, 6,50 F).
Les nouveaux opiums (136 pages, 6,50 F).
Afrique « portugaise », autres Vietnam (136 pages, 6,50 F).

1971

Une lutte mondiale de classes, t. 1 (144 pages, 6,50 F).
Ferments révolutionnaires (Bretagne, Corse, Euskadi, Occitanie...)
(144 pages, 6,50 F).
L'Etat contre les paysans (Tiré à part, 72 pages, 4 F).
Foi chrétienne et lutte de classes (176 pages, 7,50 F).
Amérique latine : Etats capitalistes, Etats criminels (144 pages, 7,50 F).

1972

Luttes de classe en Espagne (144 pages, 7,50 F).
Une lutte mondiale de classes, t. 2 (176 pages, 8 F).

(Tous ces prix s'entendent franco)

A commander à :

FRÈRES DU MONDE - 208, rue de Pessac, 33000 Bordeaux - C.C.P. Bx 2674-05

études

tout le monde il est normal...
et un rien fasciste

LA RELIGION SECRÈTE LE FASCISME.

C'est l'apolitisme qui rend fasciste

La conscience, « invention du Juif »

Le goût de l'Absolu secrète le fascisme

Hitler naît d'un catholicisme d'obéissance

L'allié des fascismes : le refus du réel

Peu de journaux ont porté à notre connaissance que des hommes blancs viennent d'être acquittés en Colombie, le pays marqué par la passion et la mort de Camilo Torres. L'acquittement fait problème en raison du crime qui avait motivé le procès : c'est pour délit d'invitation à un repas que ces hommes non colorés comparaissaient devant un tribunal. Les Indiens allaient s'asseoir autour de la table où les invitait à prendre place le visage pâle; celui-ci alors leur avait brûlé la cervelle. Les blancs invitaient pour tuer. Si le juge les décrète non coupables et les renvoie sans leur infliger la moindre peine, c'est parce que ceux qu'il serait exagéré de traiter d'assassins « ne savaient pas que c'était mal de tuer des Indiens ».

L'heure est désormais à l'indulgence, qui serait le nom discret, modeste, du pardon et de l'oubli des injures. Il faut tout comprendre, tourner la page des horreurs pour leur donner le champ libre dans la suite du volume, ne pas s'attarder sur le passé afin de mieux le reproduire. Après tout, Georges Pompidou, non seulement gracie Touvier, mais lui restitue ses biens volés à tant de victimes, sans doute parce que le milicien ne savait pas que c'était mal de tuer des Juifs. Le chef de l'Etat français a même droit au soutien spirituel de Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, qui salue les efforts présidentiels pour introduire un soupçon de justice sociale, une goutte de bonté dans la dureté des mécanismes économiques.

Aux jours de l'occupation nazie du territoire français, beaucoup de citoyens de la patrie des Droits de l'Homme, chrétiens de surcroît, pensaient qu'il était plutôt bien, moral, d'envoyer de préférence communistes, juifs et francs-maçons au poteau d'exécution pour épargner d'autres vies plus typiquement nationales. D'ailleurs, j'y songe, il ne faudrait tout de même pas manquer à la correction et à la charité en ce qui concerne Richard Nixon : le Président des Etats-Unis d'Amérique du Nord ne sait peut-être pas que c'est mal (du moins selon notre jugement très limité, sujet à caution, partial), de tuer des millions de Vietnamiens. Mais alors, que l'on me permette une appréciation risquée, voire grossière, peu au fait des nécessités gouvernementales, de la plus élémentaire raison d'Etat : si Richard Nixon ignore qu'il n'est pas bien d'assassiner des Vietnamiens, si personne n'a pu le lui enseigner, il faut le lui dire, le lui apprendre très vite, tout de suite...

C'est l'apolitisme qui rend fasciste.

L'une des rencontres qui m'ont le plus marqué au cours de ces derniers mois, est celle d'Albert Speer, l'ancien architecte et ministre de l'armement d'Adolf Hitler. Le technicien du III^e Reich, devenu haut dignitaire nazi, a reconnu sa culpabilité au procès de Nuremberg. Avant même de le voir, j'avais eu un premier contact avec lui par la lecture d'une lettre qu'il

adressait de prison à sa fille : le tribunal des vainqueurs l'avait condamné à l'incarcération perpétuelle, peine réduite, en raison de son comportement, aux vingt ans de forteresse qui sont maintenant écoulés. A celle de ses enfants, qui lui avouait ne pas comprendre pourquoi, bien qu'il ait sauvé individuellement des juifs, son propre père ne s'était pas détaché d'Hitler, même après l'organisation de la tuerie lente d'hommes par millions, la mise à feu et à sang de presque toute l'Europe, Albert Speer répondait en substance : « Laisse-moi te dire d'abord ce qui est certainement le plus dur à reconnaître. Je n'avais aucune excuse. » Le constructeur des temples grandioses du national-socialisme ne s'accorde pas les circonstances atténuantes qui pourraient lui venir de l'aspect fascinant d'Hitler, surtout par exemple de l'œuvre d'arrachement d'une masse d'Allemands à l'humiliation du chômage.

Jeune bourgeois de famille aisée, avec une domesticité qui lui paraissait moralement injuste dans son principe, Speer, au cours du récit de sa vie « au cœur du III^e Reich », découvre aujourd'hui que l'absence des moindres notions de sociologie à l'intérieur d'une formation humaniste le laissait sans défense devant l'emprise d'un mouvement romantique d'inspiration populaire. De plus, quand, jeune architecte, à l'âge de vingt-sept ans, ses élèves lui firent la proposition d'aller avec eux écouter le leader national-socialiste, Speer croyait se trouver en présence du tribun déchaîné, glapissant, inséparable de l'uniforme des chemises brunes. Il s'attendait à voir l'aboyeur hystérique tel que le dépeignaient ses adversaires. Or, le jour où son futur ministre l'entendit pour la première fois, Hitler était en civil et parlait posément. Enfin et surtout, le Führer sut offrir un immense champ d'application, une perspective politique à l'éventail des possibilités techniques, professionnelles d'Albert Speer. **L'apolitisme, joint à la passion du métier, de la prouesse d'une œuvre réussie, tenant lieu de la finalité d'ensemble, rend vulnérable au pire des embrigadements.**

Les sociétés marchandes, libérales, parlementaires et capitalistes ne proposent à l'architecte que la construction de maisons privées, même si leur sont ajoutés quelques édifices publics. Speer se voyait appelé à bâtir des stades, les amphithéâtres où se déploierait la grande liturgie, irradiée de torches, du Peuple, du Volk, sensiblement, charnellement rassemblée. Grâce à Hitler, Speer allait pouvoir inscrire dans la pierre l'abandon des vies quotidiennes, grises, sans signification, sans horizon, traduites en maisons individuelles, pour la célébration historique d'un sol, d'un peuple et d'un sang communs. « Croyez-moi, me disait lentement Albert Speer, à moins d'être habité par une conviction de foi qui n'était pas la mienne, rien, surtout pas la mince couche de respectabilité chrétienne, ne fait le poids auprès d'une telle griserie. »

De l'homme qui est là, devant moi, se dégage une chaleur de sympathie, un rayonnement d'humanité. J'ai peine à croire qu'il porte la

responsabilité de l'asservissement d'une foule d'Européens enchaînés dans le service du travail obligatoire pour le compte des Allemands, qu'il a fait tourner — tout en sachant la partie perdue — la machine de guerre nazie. Il n'a pas la morphologie des cadres du national-socialisme. Y aurait-il un portrait-robot du fasciste, un physique de l'emploi du personnel dirigeant du III^e Reich, comme un type du criminel-né ? Mon étonnement est tel que j'en fais part à Speer qui me dit : « Oui, je n'avais même pas l'excuse du fanatisme. »

Alors, dans le train qui me conduit de Paris en Lorraine, je note le raccourci des réflexions que m'inspire la rencontre du ministre d'Hitler. Quand les grands événements historiques, auxquels aucune éducation fragmentaire ne nous prépare, donne à un homme une place, une fonction, un métier, un pouvoir en relation avec sa très haute compétence professionnelle, cet homme est déjà dans l'engrenage. Entendons par là que le fait d'exercer une grande responsabilité, de détenir un pouvoir technique à l'intérieur d'une formidable machine dont l'ultime finalité politique vous échappe, ne vous concerne pas et relève d'autres, vous rend objectivement coupable de crime contre l'humanité. Vous n'êtes plus en mesure, vous n'avez pas la possibilité par la suite de vous poser le problème du caractère moral ou immoral de tel parmi vos actes particuliers dont la logique propre à votre fonction directoriale vous fait l'exécutant; tout ceci parce que l'exercice de votre puissance sur un champ d'activité humaine — ce dernier fût-il considérable comme celui de l'armement du grand Reich — s'enracine dans la soumission à un pouvoir politique dont vous appliquez les directives sans bien connaître les finalités.

Dans ces conditions, j'avais tort de m'indigner des considérations du tribunal colombien qui vient d'acquitter les Blancs, tueurs d'Indiens. On ne voit pas en vertu de quoi les bénéficiaires, victimes des mots d'ordre d'une société qui n'a pas d'autre critère, d'autre objectif, d'autre fin que le rendement, l'efficacité technique, l'accroissement du chiffre d'affaires, l'augmentation du revenu national brut et par conséquent regarde les hommes comme une masse salariale, une main-d'œuvre, pourraient savoir qu'il est mal de tuer quelques Indiens. Il en est de ce fait comme des évêques français à l'instant où leur parvenaient les documents de séminaristes, de jeunes chrétiens, sur les tortures pratiquées durant la guerre d'Algérie. L'épiscopat français, dans son ensemble, n'a pas cru devoir inciter au boycott d'une guerre qui impliquait de tels procédés; il a recommandé de partir pour satisfaire aux obligations militaires : c'est sur le terrain, dans le feu de l'action et l'odeur de la poudre que le soldat chrétien devrait apprendre à distinguer la tuerie propre et organisée, de l'acte isolé, exceptionnel, excès regrettable, localisé, non imputable au commandement et intrinsèquement pervers. Comme si l'on pouvait abstraire un acte de l'enchaînement des causes qui le produisent ! Il est une logique des fonctions de responsable des

forces du maintien de l'ordre, d'un ministère de l'intérieur qui, quoi qu'il en soit de l'intention morale du titulaire, secrète la répression, l'atteinte aux libertés du citoyen. Il est une logique de la fonction patronale qui — indépendamment d'une volonté individuelle de rectification morale à une racine plus profonde que l'insuffisance de tel ou tel salaire — maintient, perpétue l'injustice du salariat. Aussi ne saurait-il exister une instance suprême de moralité au niveau du métier, de la profession. Il faut aller jusqu'à l'appartenance politique pour poser correctement le problème de la moralité.

Ce n'est pas dans l'acquiescement aux impératifs de la profession particulière que les hommes peuvent accomplir leur humanité. Seule, la mise en question radicale des métiers pour l'essai de découverte d'une profession d'homme, d'une finalité consciente qui soit le fait de tous, a de quoi enterrer dans la pré-histoire abolie des démons ressuscités du fascisme. Aurons-nous le courage et la lucidité de poser en acte d'une nouvelle manière d'exister ensemble cette question fondamentale ?

La conscience, « invention du Juif ».

Ce qui manque aux masses humaines, condamnées à l'exécution dans leur lutte mondiale des classes, ce sont les instruments d'analyse des causes d'une exploitation structurelle. Le dernier dossier de frères qui entendent l'être du monde et non d'immédiateté de relations restreintes, montre que la grande opposition est celle, d'une part des créateurs, d'autre part des voleurs de plus-value. Le travail, la production, est la source de la richesse du monde. Mais à peine jailli de sa source, l'immense fleuve du travail est détourné de son cours, arraché à ses auteurs, confisqué au bénéfice de la classe des profiteurs, qui tarit l'inspiration originelle en lui fixant pour mesure la perfection de la balance commerciale. En conséquence, disent les pages consacrées à la lutte mondiale des classes, il importe que ce combat d'envergure universelle soit de plus en plus axé sur sa finalité : non pas s'enorgueillir de son appartenance à la classe ouvrière ou rougir de n'en être pas, mais devenir prolétaire, entrer consciemment dans le front de ceux auxquels on vole leur plus-value, des hommes qui, découvrant qu'ils ne sont rien, veulent être tout.

Nous sommes là aux antipodes, pour la présence de l'ultime finalité à chacune des étapes de l'action révolutionnaire, d'une envie d'avoir tout parce que nous n'aurions rien. Le monde ne peut changer de base qu'à partir des masses que, dans la rupture avec la totalité rétrograde, bourgeois de l'avoir, soulève l'appétit, la passion d'une totalité d'être. Mais il convient ici de se montrer lucide sur tous les moyens, l'arsenal idéologique mis en place par le capital pour briser l'aspiration à devenir

Tout le monde
il est
normal...
et un rien
fasciste

tout, des foules de ceux qui ne sont rien. Le réseau, avec l'infinité de ses maillons, atteint une complexité telle qu'il use les plus fortes des énergies, les plus rigoureuses des analyses et décourage l'effort pour être conscient.

D'ailleurs, l'enchevêtrement du mécanisme d'exploitation est à ce point inextricable que des siècles, des générations d'une lutte sans cesse reprise sont nécessaires pour comprendre qu'il faut devenir ensemble conscients de ce qui se passe, de ce qui a lieu.

L'âge libéral puis l'époque de concentration capitaliste étouffent la nécessité pour les hommes d'être conscients en réduisant le phénomène à celui de la conscience individuelle. Mais il n'empêche que le capital, auquel le décor parlementaire ne suffit pas pour se défendre et s'imposer, sent la menace d'amorce d'une conscience commune dans l'appel à la conscience individuelle contre la loi et l'ordre.

Je n'avais pas remarqué jusqu'ici que les libéraux allemands qui détenaient la majorité des voix au conseil municipal de Linz, la ville d'enfance d'Adolf Hitler, militaient pour la plupart dans l'association de la marche du Sud. Les buts de ce regroupement pour un Saint Empire romain germanique se définissaient ainsi : « Fortifier la conscience nationale allemande, reconnaître les conditions d'existence de notre peuple et du but final assigné par la Providence aux peuples germaniques... » Déjà se manifeste un élément de tout premier plan dans la pensée hitlérienne : le rôle primordial du recours à la Providence, protectrice des « êtres s'inspirant de la seule force du peuple » et par là libérés du tourment, du principe d'angoisse, de désagrégation, des doutes intérieurs provoqués par la conscience, « une invention du Juif ».

Mon attention vient d'être retenue par la lecture et l'étude du procès de Nuremberg au cours duquel a été, entre beaucoup d'autres, convoqué un étrange camarade d'Eichmann, l'un des exterminateurs de Juifs. Le nom de ce témoin est Wisliceny. Dans sa déposition, il fait état de la démarche du gouvernement slovaque pour qu'environ 35 000 Juifs déportés, au printemps 1942, de ce territoire en Pologne « soient traités de façon humaine. Il (donc le gouvernement slovaque) essaye en particulier d'aider les Juifs qui s'étaient convertis au christianisme. Le président slovaque Tuka me fit venir et me demanda de faire le nécessaire pour qu'une délégation soit autorisée à se rendre dans les territoires où les Juifs slovaques avaient été déportés. Je transmis ce désir de Tuka à Eichmann et le gouvernement slovaque lui envoya même une note à ce sujet. Eichmann répondit de façon évasive. Puis, à la fin de juillet ou au début d'août, j'allai le voir à Berlin et l'implorai encore une fois d'accéder à la demande du gouvernement slovaque. Je lui fis remarquer que des rumeurs circulaient à l'étranger, suivant lesquelles les Juifs étaient en train d'être exterminés en Pologne. Je lui signalai que le Pape était intervenu en leur faveur auprès du gouvernement slovaque.

Je lui dis qu'une telle façon d'agir, si elle était réelle, porterait une grave atteinte au prestige de l'Allemagne à l'étranger. Pour toutes ces raisons, je lui demandai d'autoriser l'inspection sollicitée. Eichmann me dit qu'on ne pourrait en aucune circonstance accéder à cette demande de visiter les ghettos polonais. Quand je lui demandai pourquoi, il me dit que la plupart de ces Juifs n'étaient plus en vie. Je lui demandai qui avait donné un tel ordre. Il me déclara que c'était un ordre de Himmler. Je le priai alors de me montrer cet ordre, car je ne pouvais pas croire qu'il existait réellement par écrit. Eichmann me dit qu'il pouvait me montrer cet ordre écrit si cela pouvait me tranquilliser la conscience. »

Il fallait que je cite ce récit en entier parce que sa conclusion puise sa force dans la totalité du texte. Pour se rassurer, s'apaiser, trouver son tranquillisant, la conscience individuelle a besoin de s'appuyer sur un ordre écrit de l'autorité supérieure. Dans la meilleure hypothèse de l'existence normale, du bon sens, dont le dernier dossier de « Frères du Monde » a raison d'écrire qu'il constitue le sens de la bourgeoisie, c'est l'obéissance aux ordres des supérieurs qui fournit sa garantie à la conscience. Nous voyons tout le chemin qu'il faut parcourir pour renverser cet ordre et déboucher sur la conclusion opposée : ce n'est pas l'obéissance à l'ordre qui garantit la conscience, c'est la conscience qui fonde la seule autorité vraie. Plus encore, parce que la conscience comme telle est une abstraction utilisée par l'humanisme bourgeois, puisque l'homme n'existe pas à l'état individuel, avec relations extérieures non constitutives, il n'y a d'autorité fondée que celle de ce dont les hommes deviennent ensemble conscients.

Le goût de l'Absolu secrète le fascisme.

J'ai dû effectuer ce long parcours pour commencer à mettre en relief le contenu décisif d'un ouvrage dont mon ambition est qu'il soit de plus en plus lu, réfléchi, ruminé. Son auteur est un théologien catholique autrichien, laïc, Friedrich Heer. Le livre a pour titre : *L'autopsie d'Adolf Hitler*, qui, édité chez Stock, traduit en français l'original allemand : « Der Glaube des Adolf Hitler », c'est-à-dire « la foi d'Adolf Hitler ».

Friedrich Heer fait ressortir que toute l'évolution de celui qui fondera le III^e Reich s'explique par l'emprise, dès la petite enfance, sur Adolf, du catholicisme autrichien, très vite prolongée par l'influence de la manière bavaroise d'appliquer la religion catholique. Assortie d'un autre volume de Jacques Brosse, postfacé par Albert Speer, « Hitler avant Hitler », premier essai publié chez Fayard, d'une socio-psychanalyse du cas d'Adolf, et de la *Psychologie de masse du fascisme* de W. Reich, cette étude est l'instrument irremplaçable de la lutte contre

Tout le monde
il est
normal...
et un rien
fasciste

les racines de la forme extrême, noire et rouge, du règne du bon sens, de la bourgeoisie, du capital.

Il me paraît très révélateur que la grande presse, dans son ensemble, se taise sur ces ouvrages. *Le Monde* n'a consacré au livre de Friedrich Heer que quelques lignes qui ne permettent absolument pas d'en soupçonner le contenu. Or, nous sommes tout de suite introduits dans le rôle qu'a joué, pour préparer le terrain au nazisme, l'Évangile de Jean. La lecture en a été faite sous l'angle du grand thème de l'incompatibilité des ténèbres et de la lumière. Mais ce n'était pas le caractère opératoire de la vérité qui se trouvait souligné à la différence d'une conception statique, pré-établie. Après l'entrevue avec Nicodème, Jésus, selon l'apôtre Jean, dit que c'est l'acte de faire la vérité, donc de la traduire en geste d'histoire, de l'incarner en projet qui donne accès à la lumière.

Je dirais volontiers que nous sommes dans une perspective radicalement opposée à celle de la justice qui dériverait d'une lumière objective, préalablement et prématurément contemplée, sinon définie. Mais l'Évangile de Jean a été une source privilégiée d'inspiration dans le climat du catholicisme autrichien et bavarois parce qu'il favorisait la distinction tranchante, manichéenne, donnée une fois pour toutes, entre la race des bons et celle des méchants.

Dans le texte de Jean, les fils des ténèbres sont désignés sous le nom de juifs. Aussi, en prédication, je dis régulièrement au lieu du mot de juifs, celui de pharisiens, de scribes ou de sadducéens. Mais il est aisé de comprendre que le texte non recréé dans le puissant mouvement d'une vision globale des évangiles en brassage des faits contemporains, permet l'assimilation des juifs aux ténèbres fermées à la luminosité de Jésus. Celui-ci étant parti depuis des siècles, donc privé d'une consistance palpable, charnelle, nécessaire à l'incarnation, est remplacé par la pure lumière de la Germanie. La substitution a lieu d'autant plus facilement que la pureté du ciel, du sol et du sang allemands représente la mère lointaine, fascinante dont le petit enfant autrichien a été arraché : on l'a inséré dans cette horrible mésalliance, ce mélange impur de races, lié à la lubricité, aux ébats imaginés d'accouplements rapides, d'assauts et de redditions au cœur des ténèbres, que forment l'empire austro-hongrois, les Habsbourg.

Le racisme du petit Adolf qui n'est à l'état paroxystique, débridé, que celui de tant d'autres, s'enracine dans le goût de pureté, de peur des contacts impurs, de préservation farouche en même temps que d'absolu des foules d'hommes normaux. Jusque dans la révolte contre le métier de bureaucrate, auquel il oppose la vocation artistique, le jeune Hitler vit une subordination constante au Père; celui-ci est le chef de famille, auquel on se soumet; le premier apprentissage de l'obéissance ouvre la voie à une structure biologique, sociale, où il est impossible de vivre

les rapports humains autrement qu'en forme de domination et de sujétion.

Après les premières armes scolaires à l'école communale de Fischlam, Hitler passe deux ans dans le cadre d'éducation du couvent bénédictin de Lambach. Comme son fidèle Himmler, futur chef de la Gestapo, il chante à la chorale et se voit admis parmi les enfants de chœur. C'est pour lui une empreinte déterminante, la première fascination de l'univers musical, d'un envoûtement des orgues dont les rafales annoncent déjà la chevauchée des Walkyries, au milieu desquelles s'avance la transfiguration de l'image du Père qui sort ainsi des limites un peu prosaïques du foyer : c'est le Père Abbé de Lambach, auréolé d'une gloire patriarcale de Puissance lointaine encore que rapprochée par la Bonté vague, entrevue, plus près des cieux que de la terre, où elle se pose à peine, bref, céleste, divine.

Hitler gardera toujours la marque de Dieu le Père Tout-Puissant et de la Providence. Il a envie de ressembler au Père Abbé, image enfantine de ce qu'il y a de plus glorieux sur la terre des hommes. « *Je tenais là, dit-il, la plus belle occasion de m'enivrer du faste des somptueuses cérémonies de l'Église. Quoi de plus naturel que la situation d'abbé m'apparût comme le plus haut idéal qu'on pût atteindre.* » Adolf Hitler pressent qu'il n'obtiendra la pureté, la transparence de l'Absolu, que par une sélection qui est d'ailleurs l'aboutissement logique de l'idée chère au bon sens, à l'homme normal, d'une société inconcevable sans hiérarchie. L'élève Adolf, à la porte de la classe, esquisse ce que seront les fours crématoires en classant ses petits camarades : les uns sont reconnus par lui aptes aux pelouses de la race élue, les autres rejetés dans les ténèbres extérieures.

Hitler naît d'un catholicisme d'obéissance.

Le national-socialisme ne fera que porter aux conséquences extrêmes ce qui était en germe dans une religion catholique cimentée avant tout par le culte du chef et dont la méfiance s'exerçait d'abord à l'égard du jugement personnel. Le crime par excellence était l'orgueil déjà contenu dans l'inclination à penser par soi-même. Le péché réside dans l'affrontement des pires incertitudes, des tortures de l'esprit qui ne manqueraient pas de découler du refus de s'aligner sur les ordres du chef. Comme il serait imprudent, dangereux, de réfléchir personnellement sur ce que l'autorité a défini pour nous épargner les risques, les chemins sans issue de la recherche ! Aussi, les religieux, et surtout les prêtres, doivent-ils être des instruments dociles entre les mains de leurs supérieurs ayant lumières spéciales, éclairage de l'Esprit-Saint et grâce d'état pour décider et même penser en lieu et place de leurs sujets.

Tout le monde
il est
normal...
et un rien
fasciste

Les rudiments de théologie des deux derniers siècles donnaient une très grande importance à la fonction instrumentale du prêtre. Un député à la diète et au Conseil d'Empire en 1920, Mgr Scheicher, prêtre autrichien qui devint par la suite antisémite, pour donner un visage concret, populairement repérable au capitalisme, décrivait ainsi la condition infantiliste du bas clergé : « Les prêtres sont plutôt durs qu'indulgents les uns pour les autres. Je n'exagère pas en disant qu'il est souvent beaucoup plus dangereux de tomber dans les mains d'un dignitaire de l'Eglise que dans celles du plus grand hérétique. Pas besoin d'étudier les dossiers de l'Inquisition d'autrefois, on a des exemples beaucoup plus proches... Je ne croyais pas encore à cette époque que la crosse épiscopale pût rendre la vie d'un prêtre plus pénible que celle d'un paysan aux ordres d'un maître trop sévère. Le prêtre est réduit à n'être plus aujourd'hui qu'un disque de phonographe, un simple automate de la parole... Le clergé est tout sauf un peuple de frères, au royaume de l'amour réciproque... particulièrement à l'égard de ce bas-clergé totalement soumis, j'ai observé une absence d'amour qui défie toute description. Prêtres et vicaires ne semblent pas avoir plus de valeur que des petits chiens. »

Ne nous précipitons pas pour dire en chœur que ce temps est révolu. Dans « Humanae Vitae », Paul VI ne demandait encore pas moins aux prêtres qu'un assentiment intérieur, une adhésion du dedans à sa doctrine sur le mariage qui supposait une Eglise gardienne de plus que de l'Evangile, du droit naturel. Il laissait ainsi entendre que le Dieu auteur de la nature était source d'exigence universelle, laissant à l'Evangile du Christ le secteur particulier, fragmentaire, plus limité, des chrétiens.

Le progrès n'est pas tellement sensible par rapport à ce qu'Hitler écrivait dans *Mein Kampf* où tout était soumis aux nécessités reproductrices de la nature, commandées par le seul souci de la sélection des meilleurs, c'est-à-dire des seigneurs. « ... Le mariage ne peut être à lui-même son propre but. Il doit servir un but plus élevé, la conservation et l'accroissement de l'espèce et de la race. »

Le fait que l'espèce ou la race puisse désigner l'humanité n'arrive pas à dégager une très grande différence avec les manuels de théologie catholique qui enseignaient encore ces dernières années la soumission cosmique des êtres inférieurs à l'animalité supérieure. Nous retrouvons l'obscur sentiment de culpabilité — par la peur de mise en cause d'un ordre hiérarchique et divin — qui travaille les petits d'hommes, bien avant la possibilité d'un éveil de conscience et sur lequel joue à plein le fascisme, encore une fois forme extrême de la domination du capital. Le petit enfant se sent coupable sexuellement et W. Reich, dans sa *Psychologie de masse du fascisme*, montre que l'idée de Dieu dans sa transcendance d'extériorité, dominatrice, surplombante, s'éveille à partir de la masturbation. L'enfant se découvre surveillé d'en-haut, du poste

directorial, du mirador, des projecteurs du contrôle par l'image agrandie de son père. Il est affolé par la perception brutale de sa capacité sexuelle qui, antérieurement à tout pouvoir de maîtrise personnelle des pulsions, le constitue coupable du vol de l'attribut essentiel du père.

L'expérience montre que les images violentes de la sexualité enfantine survivent aux découvertes réfléchies des élaborations conscientes. Tel est le témoin qui prédispose à des recommencements constants du fascisme d'autant plus difficiles à déceler qu'il revêt, en relation avec une conjoncture politique différente, des modalités nouvelles. Pour le dire en résumé, la force du fascisme vient de ce que les réflexes s'enracinent à une profondeur rarement atteinte par la réflexion. Déployez avec confiance et foi dans les hommes auxquels vous vous adressez la plus rigoureuse et la plus cordiale des argumentations, elle se brise sur les réflexes, les dressages mis au point depuis des siècles.

Voici quelques années seulement que j'essaie de propager la nécessité d'intelligence critique, de renversement des motifs humains, de transformation du pouvoir, de mettre l'accent sur la seule réalité à ne jamais remettre en question, l'exigence même de la remise en question. Eh bien ! je me heurte, avec bien d'autres, au fait que la réflexion n'entame pas les réflexes. Or, le christianisme cultivé surtout jusqu'au raidissement contre-révolutionnaire d'après 1789 a bloqué ses fidèles, ses adhérents ou plutôt ses recrutés, ses sujets, dans le réflexe d'obéissance. La soumission jouit d'une priorité chronologique d'enracinement qui distance à l'infini les possibilités humaines massives d'adhésion consciente au Messie, homme neuf, insolite que je dois devenir sous peine de n'être jamais moi. Les peurs obscures, enfantines, ont une puissance gigantesque, démesurée auprès de laquelle apparaît chétif, dérisoire le pouvoir d'attraction d'une heureuse nouvelle des convergences d'adhésion réfléchie, passionnée. La chance énorme d'Hitler et de ses rééditions plus policées, plus visiblement normales, tient à l'exercice d'un art dont je vois bien comment on pourrait le manier : tous les Adolf en gestation savent galvaniser par le pouvoir de leur donner apparence d'opinion libre, d'honnêteté collective, de défense des bonnes mœurs, du sens familial, d'immense passion du bien commun, de l'ordre civilisé, la somme des réflexes sur lesquels plane la menace de l'intelligence critique, de la conviction passionnée, désorganisatrice, ferment d'anarchie, de l'existence d'une étincelle créatrice, poétique, en tout homme.

Je commence à saisir qu'il était chimérique d'attendre de Vatican II la possibilité d'un soulèvement de la masse des préjugés, des habitudes accumulés depuis nos origines gallo-romaines et préhistoriques, sans oublier la manière dont tout s'est renforcé, cadencé avec la Contre-Réforme. Quel que soit le creuset de notre enfance, extrême-asiatique ou occidentale, nous venons d'un centre d'apprentissage. C'est par un dressage que l'on acquiert le réflexe d'obéissance, d'alignement sur le

milieu, même avec couverture d'accueil au plus profond de nous-mêmes. Le malheur du christianisme vient de ce qu'il a voulu greffer le commandement nouveau, le seul, d'amour du proche, des hommes à rendre proches, sur le premier dressage de l'acquisition du réflexe d'obéissance.

Or, on ne greffe pas la réflexion sur le réflexe. On ne greffe pas la révélation insolite de tous les hommes à tout leur être, à tout leur devenir historique, sur cela même qu'elle vient contester dans ses assises biologiques, faire voler en éclat. L'erreur du christianisme est d'avoir familialisé l'Évangile. L'Église a voulu confier la diffusion de l'heureuse nouvelle d'une fraternité d'univers à la famille privée, à la cellule de base, à la première cellule de production et de reproduction d'une société dont elle subit la démarche et constitue l'assise instinctive, biologique. La famille de structure autoritaire, hiérarchique, quoi qu'il en soit des velléités libérales, tout au plus de participation, que pourraient manifester les géniteurs, fait naître et renforce une société fondée sur la propriété privée des moyens de production. Tout se tient; il suffit de regarder les familles lors d'un mariage qui se veut ouvert sur l'humanité, pour aboutir à cette conclusion d'évidence : rien n'est plus féroce et hostile que les familles à la constitution du monde en une seule famille.

Je me demande si ces textes sont d'aujourd'hui ou du temps et de la plume d'Hitler, qui magnifient l'obligation vitale d'une armature dogmatique de la société. L'entreprise de subversion à l'audace sacrilège de contester même les seules certitudes qui nous restent, l'absolu des dogmes, surtout les plus récents et, parmi eux, l'infaillibilité du chef : *« Il est remarquable que la violence s'accroît encore dans la lutte livrée contre les fondements dogmatiques des différentes églises sans lesquelles cependant l'existence pratique d'une foi religieuse n'est pas pensable. »* Comme l'État réclame des principes juridiques inébranlables, la religion ne se conçoit pas sans dogmes qui excluent la discussion. *« Ce n'est que par la religion que l'idée pure et intellectuelle, toujours chancelante et susceptible d'interprétations infinies, est rigoureusement définie et qu'elle reçoit une forme sans laquelle elle ne pourrait devenir une foi... Le fait d'attaquer les dogmes en soi ressemble donc fort au fait d'attaquer les fondements juridiques essentiels de l'État, le second aboutit à l'anarchie complète, le premier à un nihilisme religieux méprisable. »*

Où donc ai-je déjà entendu ces accents d'Adolf Hitler ? Chez Napoléon Bonaparte, mais également du côté de Grégoire XVI, le Pape de l'encyclique « *Mirari vos* » qui, en 1832, condamnait Lamennais et le journal *L'Avenir*, la liberté de conscience qualifiée d'invention pernicieuse, de délire attribué par Adolf aux Juifs, race de prophètes et d'anarchistes. Pour endiguer ce torrent démentiel et anti-étatique, le Pape en appelait aux chefs des nations, alors la Sainte-Alliance de Metternich, afin que, soucieux des dangers qui menaçaient l'ordre, ils protègent à la fois leur trône et l'autel. Mais c'était le thème de Charles Maurras et maintenant

de Maurice Druon, ces agnostiques qui, comme Hitler, sont d'autant plus attachés au caractère conservateur de l'absolu du dogme qu'ils s'écartent de la foi.

Là aussi, annoncez tant que vous pourrez le primat de la conscience personnelle sur l'ordre et la loi, montrez qu'en cas de conflit entre l'autorité du chef et ce dont moi, homme, je deviens conscient, c'est la consigne qui doit céder, s'effacer devant mon discernement personnel, vous n'entamerez pas le bloc des habitudes ancestrales de subordination au Père, au Pontife et au guide éclairé. D'ailleurs, dans les partis communistes désoviétisés, centralement démocratisés, le dogme ré-apparaît sous la forme d'une analyse déjà constituée par les instances supérieures.

La soumission paresseuse au formulaire dogmatique fait le jeu des fascismes. Quand Pierre-Henri Simon répond avec raison à Jean-Claude Barreau que le mariage de celui-ci ne lui paraît pas briser la fidélité sacerdotale, mais pourvu qu'il continue sa bonne, donc classique théologie qui ne remet en question aucun dogme, c'est là absolutiser l'énoncé, la formule. Or, Thomas d'Aquin, le théoricien du primat de la conscience personnelle sur l'ordre des supérieurs, civils ou ecclésiastiques, souligne aussi que le mouvement, l'élan de foi, ne s'arrête pas à la formule dogmatique. Je ne crois pas un dogme, je n'adhère pas, je ne donne pas ma vie à un énoncé, mais à la réalité signifiée par les articles du Credo.

Les fascismes ont su et savent prodigieusement utiliser le terreau d'un catholicisme d'obéissance au Pape. La définition catastrophique, sous la pression personnelle de Pie IX, de l'infaillibilité du pontife romain, dans le contexte fiévreux du besoin d'un dernier bastion d'autorité quand s'effondrait le réseau des dynasties, a ordonné tout l'édifice dogmatique du catholicisme autour, non de la pierre de scandale rejetée par les bâtisseurs, mais du principe hiérarchique du Führer. Principe qu'Hitler s'est empressé de transposer dans l'ordre du pouvoir terrestre, impérial. Le système a culminé en Pie XII, mais il empêchait l'Église d'être du Christ depuis la Contre-Réforme et la mystique de l'obéissance qui s'infiltra partout après la révolution de 1789.

Ce n'était plus le Christ ressuscité d'entre les morts qui fondait l'autorité de service du Pape, mais le Pontife garantissait pour les fidèles la vérité de la Résurrection. On croyait au Christ sur la foi de la parole du Pape. A la limite, peu importait le Christ qui s'engloutissait dans le Pape au titre où le Fils de l'Homme était absorbé par la Divinité. Comment s'étonner de ce qu'Ybarnegaray, haut-commissaire aux questions juives sous Pétain, ait déclaré que, parce que catholique, si le Pape s'était opposé aux rafles monstrueuses du « Vel d'Hiv », il les aurait interdites. Mais rien n'est venu de Rome... où l'on avait peur de déchaîner un plus grand mal. Qu'y aurait-il eu de pire que le massacre de millions

de Juifs ? Friedrich Heer a des pages hallucinantes sur l'accord de Pacelli avec les profondeurs du catholicisme allemand qui présente des traits communs aux divers aspects de la religion catholique ou protestante dans plusieurs pays.

Il faudrait insister sur la conception de la guerre comme puissance purificatrice, châtement divin pour les fautes, surtout de débauche, des hommes. On peut en recueillir les échos dont je ne suis pas sûr qu'ils soient les derniers, dans la déclaration assez récente du cardinal Renard, archevêque de Lyon : « On dirait que, pour punir l'Occident jouisseur et contestataire, Dieu a choisi de tuer des milliers de Pakistanais. » L'Etat dur, parce que de race pure, pourrait bien être l'instrument tangible de cette Providence qui se venge par lui des turpitudes, du désordre de la chair. Adolf Hitler précisait déjà la pensée du cardinal de Lyon, plus brumeuse quant à la théorie appliquée : « Les tentatives de nos adversaires pour provoquer par leurs bombes explosives l'effondrement du peuple allemand, n'auront pour ultime résultat que de le renforcer dans son unité socialiste et de créer cet Etat dur destiné par la Providence à façonner le destin de l'Europe dans les siècles futurs. Cette évolution puissante qui bouleverse le monde s'accomplit dans les douleurs et les souffrances et par là elle correspond aux lois éternelles d'une Providence qui veut non seulement que toutes les grandes choses naissent par la lutte, mais que chaque habitant de cette terre naisse dans la douleur. »

Les nouvelles formes du fascisme débordent à l'heure actuelle les premiers terrains disponibles des catholicismes allemand et italien pour se dessiner dans la majorité silencieuse ou hurlante où foisonnent les soumis aux dogmes, au Pape, sans la foi en l'Homme-Dieu, pulvérisatrice de l'absolu des formules dogmatiques. Nous constatons exactement ce que touche du doigt Friedrich Heer pour la masse des catholiques allemands avant Hitler : « La peur de la libre décision et la tendance à n'agir que sur ordre. » La rigidité de l'obéissance était le grand motif d'orgueil de la hiérarchie catholique en Allemagne. Aussi, la mise en garde des évêques contre les premiers excès racistes du nazisme demeura lettre morte puisque les chefs de file du catholicisme allemand n'avaient pas cessé de préconiser l'obéissance au pouvoir. Quand, auparavant, le grand Pape que fut Benoît XV demandait le désarmement, la formation d'une communauté des Etats, ou mieux des peuples, limitant les souverainetés nationales, sa voix n'avait aucun écho, les flots de catholiques ne l'entendaient pas puisqu'ils n'existaient point catholiquement, c'est-à-dire universellement, mais compartimentés dans des nations, façonnés par l'obéissance au pouvoir national. La situation est la même aujourd'hui : l'humanité n'a pas d'existence comme telle, nous ne sommes que des sujets nationaux, plus profondément des hommes déterminés par leur place sur le champ de la production, de la lutte des classes. Aussi les foules de dénomination catholique n'entendent jamais l'incitation, l'invitation à une nouvelle forme de vie, en bref, la prédication, surtout

quand celle-ci demande la remise en cause de la place que l'on occupe sur le terrain de la production.

La masse des catholiques modernes, de pratique cultuelle, ne peut entendre que ce qui s'adresse au motif dont elle a l'habitude depuis la Contre-Réforme et la mainmise de la bourgeoisie sur l'Eglise, le ressort de l'obéissance. Aussi est-elle infiniment plus préoccupée de la sexualité, du couple privé, que de l'injustice structurelle du monde. Voilà pourquoi l'Eglise devient un terrain prodigieux de l'éclatement des contradictions d'une société de classe. Friedrich Heer dégage trois conséquences de cette attitude d'Eglise qui a partie liée depuis le XVI^e siècle avec le capitalisme ambiant, non supprimé par les socialismes officiels toujours étatiques et dont Vatican II est loin de nous avoir guéris par peur d'aller à la racine :

1) L'Eglise, sa clientèle, ne peuvent pas voir, considérer les événements profanes, politiques, qui dépendent pour elle des chefs d'Etats légitimes auxquels (sauf cas d'horreur caractérisée toujours difficile à déterminer; sauf s'il s'agit de communistes) le catholique moyen doit obéissance. L'Eglise, de par son actuelle structure d'obéissance fermée à l'analyse — elle-même dogmatiquement confisquée grâce aux bons soins du parti communiste — ne peut pas voir que les chefs d'Etats légitimes sont en réalité les fondés de pouvoir de la classe maîtresse du marché mondial. Les risques de nouveaux fascismes sont toujours présents dans le transfert aux nations de la lutte des classes. Parler d'un tiers-monde, de l'exploitation des pays pauvres par les pays riches qu'engloberaient leur classe ouvrière, et leur prolétariat, brouille les cartes au bénéfice d'un socialisme national, donc d'un national-socialisme.

2) L'Eglise ignore les hommes qui ne sont pas ses ressortissants officiels. Il lui arrive de prendre la défense des foules persécutées sans que celles-ci se réclament directement de la foi catholique. Mais, même après Vatican II, l'Eglise part d'elle, de ses problèmes internes, comme l'épiscopat allemand ne réagissait dans son ensemble que lorsqu'il était touché par le biais des organisations confessionnelles.

3) Enfin, l'Eglise officielle veut ignorer les théologiens, les groupes de recherche qui entendent passer d'un contenu d'énoncés à un contenu d'acte historique politique, et politique massif de renversement des sociétés, de la foi en Jésus-Christ.

Je ne m'étonne pas dès lors de lire dans *Historia*, le compte rendu ahurissant de l'ouvrage du trop fameux Mgr Roche avec suite policière que l'on pourrait intituler : « La fuite des 32 caisses du cardinal Tisserant. » « Pour les hautes considérations que l'on devine, le Pape Pie XII n'a pas pris position dans le dernier grand conflit mondial. » Eh bien non ! On ne peut deviner ces hautes considérations qui n'existent pas. Il ne reste que des raisons très claires d'alignement pastoral sur

un troupeau rompu à l'obéissance qui impose la mise en veilleuse de la mésalliance insupportable au purisme, au racisme sélectif de Dieu en soi : l'Incarnation.

L'allié des fascismes : le refus du réel.

Quand vous êtes classé catholique, et de plus prêtre, ceci dit pour ne point gâcher le mot d'apôtre ou de disciple du Christ, l'appel qui vous vient en permanence du croyant ou de l'agnostique conservateur, très florissant aujourd'hui, est beaucoup plus que le chantage à l'obéissance. C'est le chantage à la charité.

La référence constante aux obligations de rendre à César ce qui lui appartient, et même un peu plus, relève maintenant d'une ruse assez grossière, encore que parfois efficace. Mais il en va tout autrement à l'instant où nous nous rendons compte que l'attitude concrète dans laquelle la charité s'incarnerait est toujours un comportement passif. Combien de fois ai-je entendu dire que le chrétien se différencie du marxiste (comme s'il existait là deux catégories, deux races d'hommes) par refus évangélique d'employer n'importe quel moyen, ce qui ne gênerait nullement bien entendu, mais ferait plutôt frémir d'aise les communistes. Aimer reviendrait à s'abstenir de lutter, de porter des coups, à s'interdire le signe du poing fermé. La thèse est renforcée par le fait d'écarter noblement, comme colère regrettable et passagère, les fouets cassés sur l'échine des spéculateurs, l'affirmation du Royaume des Cieux, donc de la Réalité à la portée des seuls violents d'une violence de fond, pour ne présenter que la nécessité d'offrir avec gentillesse la joue intacte quand l'autre a été frappée. Or, l'admirable outrance, l'excès du langage hébraïque signifie qu'il ne faut jamais copier le geste routinier — tu me frappes, je te frappe, tu fonctionnes dans l'amabilité, je vais te rendre la pareille — mais au contraire, rompre avec la vieille habitude par l'invention d'un comportement sans précédent. Tel est le sens du discours sur la montagne. La paresse d'une lecture conventionnelle, justificatrice d'envie obscure de subir, s'est ruée sur la littéralité du texte.

Aussi la charité, l'Amour, évoquent-ils toujours l'obéissance à l'ordre d'aimer. Les chrétiens s'enfoncent et s'enlisent dans l'obligation de se prendre d'affection sinon d'amitié — pour tout le monde — parce que la loi est là. Rien à faire, il faut y passer, il faut aimer, même les ennemis, on ne sait d'ailleurs comment, parce que le code n'indique pas le mode d'emploi.

L'Eglise ne sort pas de cette ornière : elle veut faire de l'Amour une loi alors qu'aimer affranchit de la loi. Dans ces conditions, l'amour devient un sentiment auquel est interdit la force. Tout le christianisme

s'engouffre dans l'image du serviteur souffrant, résigné, dont le Père Louis Guillou, dominicain du Synode, déclarait qu'elle était la seule attitude permise au chrétien, le chef d'Etat ayant le monopole du droit d'user du glaive : « *Que voulez-vous, ajoutait le bon père, je n'y peux rien, l'Evangile me coince.* » Le fascisme prend appui sur un catholicisme de serviteurs coincés.

Wilhelm Reich écrit avec profondeur que ce comportement religieux dévirilise l'homme, développe en lui des réflexes d'homosexualité de type passif. Je connais cette charité à laquelle on enlève ses griffes, sa puissance de morsure et qui fait dire au montagnard, au conventionnel mourant dans *Les Misérables*, de Victor Hugo (il s'adresse à l'évêque) : « *Elles vous font peur, les cruautés du vrai. Le Christ, lui, ne les craignait pas.* » C'est cette charité-là qui fait que les papes n'osent pas nommer l'agresseur, l'assassin des peuples. Paul VI ne nomme pas plus Nixon que Pie XII Mussolini, Hitler ou Franco. Quand Pie XI était à la veille de prononcer des noms, curieusement il est mort. Je sais que l'on ne me pardonne pas de nommer.

Le fascisme perd du terrain quand l'Amour cesse d'être un sentiment pour devenir une force et s'incarner dans l'acte de révolution. Mais nous en sommes encore loin, parce que l'idéologie dominante traduite en langage courant a un allié très sûr dans la conception masochiste de l'Amour. Celui-ci s'exprime par le goût victimal, le besoin malsain de l'holocauste, l'envie de souffrir qui a sa source dans la peur de vivre, la passion d'abdiquer. Friedrich Heer analyse la puissance d'attraction de la croix gammée. Des hommes en masse se suspendent aux crochets meurtriers de cette croix qui déchaîne leur besoin d'être assujettis et, en tant même que dominés, de dominer les autres. « *Toute masse de ce genre est une masse sexuelle opprimée. Les instincts refoulés s'accumulent et, dès qu'ils le peuvent, se transforment en agressivité vers l'intérieur et l'extérieur* » (Heer). Il est inévitable que l'exaspération provoquée par la culture d'un Amour châtré, sentimental, en forme de sacrifice, de passivité, donc masochiste, entraîne sous la poussée du ressentiment, de la vengeance, une explosion de sadisme. Celui dont on a voulu faire un eunuque, n'aura d'autre but que de tout mettre en œuvre pour devenir un mâle, une brute. Entraîné à souffrir, il voudra féroce faire souffrir. Placé au trente-sixième dessous, il sera celui qui a le dessus.

C'est ici que Jacques Brosse suggère les lignes de force du drame des origines d'Adolf Hitler. Il se peut qu'un grand-père du futur dictateur ait été Juif. La mère représentait aux yeux de l'enfant autrichien la lumière, la pureté souillée par le mâle apatride, cosmopolite, au sang mêlé, le Juif. Il en résulte chez Hitler et surtout chez ses fanatiques comme Himmler, Eichmann, un souci d'ordre, de propreté, d'hygiène poussé à l'extrême. Le bourreau nazi est moins un monstre que l'homme

Tout le monde
il est
normal...
et un rien
fasciste

investi par la passion de ranger, de classer; il faut que choses et gens soient à leur place. Le fascisme répond à l'exigence des hommes qui entendent rester moyens et refusent la bagarre, les mélanges, les croisements, dont il est simple de voir qu'ils sont la trame même du réel.

C'est ainsi qu'Adolf Hitler n'a jamais accepté l'acte par lequel il est né, venu à la vie. Plus radicalement la vision fasciste de l'existence s'enracine dans le refus de l'acte même par lequel l'homme est conçu. Jacques Brosse, dans *Hitler avant Hitler*, l'écrit, en ce raccourci qu'appelle la réflexion longuement développée sur les origines : « *Le dessein d'Hitler, inavoué, inavouable, bien entendu, et par lui-même inconcevable, son dessein le plus profond, celui de son inconscient, consistait donc dans le meurtre de la mère phallique, donc non seulement du père, mais aussi de la mère, du père et de la mère unis dans le coït. C'était là, en définitive, vouloir détruire son origine même. Cette origine, qu'il a niée et reniée, qu'il a si habilement, si obstinément camouflée, — et rappelons que matériellement Hitler a ordonné la complète destruction du lieu d'origine de son père, de la tombe de sa grand-mère paternelle — ce qu'il veut réduire à néant, c'est en somme non tant sa naissance que sa conception, c'est autrement dit la scène primordiale, la scène originelle, l'accouplement de ses parents, et non la scène qui aurait pu être effectivement vécue par l'enfant témoin, mais celle qui lui fut absolument antérieure, celle dont l'hypothétique, mais possible, scène vécue ne fut que la répétition, celle à laquelle il ne put évidemment assister, puisqu'il n'était pas né encore, mais à laquelle il était présent en imagination et rétrospectivement, à laquelle il était même, dans une certaine mesure, potentiellement présent, puisqu'il s'agissait de sa propre conception. Par fantasme, par conséquent, et chez Hitler en effet tout est fantasme en quelque sorte depuis l'origine, tout au moins l'origine rétrospective, et lui-même est un fantasme, celui de l'Allemagne d'après-guerre. Or la haine de la vie n'est rien d'autre que cela : la haine de l'acte par lequel les parents vous ont donné la vie, cette vie que justement Hitler se refusait à perpétuer; c'est finalement se haïr soi-même, haïr sa propre existence en tant que telle, puisqu'on refuse l'acte par lequel elle a commencé. » (p. 355-356, conclusion.)*

A la racine du fascisme qui gangrène toutes les conceptions du monde, aussi bien la chrétienne que la communiste dogmatisée, sans parler de la démocratique formelle, représentative et libérale, je trouve l'obscur refus du réel. Parce que la réalité, la vie, débordent à l'infini les représentations, les schémas, les idées pures que les hommes s'en font. Or, les commodités de l'esprit, les nécessités de la gestion, les exigences d'une bonne organisation, de la répartition des tâches, du classement, de l'ordre, de la vie quotidienne, imposent l'adoption d'un formulaire, du langage courant, habituel, accessible à tous, qui veut que les uns soient en haut et les autres en bas, que la création soit domaine réservé, non

commun, réduisant le réel aux idées claires et distinctes, nourritures du crâne moyen, paresseux et aplati.

La racine des fascismes c'est l'admirable symbolique de l'arbre de la connaissance du bien et du mal, le goût d'un monde hiérarchique où chacun soit définitivement à sa place : l'homme est ici, la femme là, accouplement furtif, passionnel, où l'autre distrait, divertit, détourne de soi. Le bien a son coin, son secteur, le mal est désigné — le communisme, l'athéisme, la révolution, le Juif. L'Eglise est ici, le monde là. Par ici, la foi, dans cette direction, la politique. Je veux savoir à quoi m'en tenir, j'ai ma notion pure. Je sais à quoi m'en tenir sur le bien et le mal, j'en ai la formule comme je chante la formule de l'Amour. Je n'en démordrai pas. Alors je fixe, je fige tout, je nie l'histoire. Or, aussi bien Marx que Jésus-Christ me dévoilent qu'il n'existe rien, rien qui ne soit histoire. La tendance au fascisme s'alimente de ne point pardonner au réel d'être histoire, d'en vouloir à l'histoire d'être une énormité foisonnante où tout se mêle, se mélange au grand scandale de l'esprit et de l'âme, rêveurs primaires, pré-pubères, pré-maturés d'idées pures, claires et distinctes.

Aussi, la plupart des couples, des ménages véhiculent l'idéologie dominante par le bon sens : ils ne conçoivent rien, n'enfantent rien, mais hélas, se reproduisent. Ils se perpétuent dans la production et la reproduction du même type, l'homme à l'état pur, rivé à son « chacun », à la volonté féroce, haineuse, de rester soi, de ne pas aller plus loin que soi, d'être frère, mais de quelques-uns, jamais du monde. Voilà pourquoi il devient urgent que ceux qui se reproduisent rennaissent et conçoivent et enfantent et mettent au monde. Aussi faut-il une jeune fille d'une virginité non de préservation, non de peur du réel, non de panique à la pensée qu'elle pourrait ne pas être intacte, si ouverte à l'urgence de l'impossible, de l'utopique, de l'inconcevable, qu'elle conçoit et enfante et met au monde l'ahurissant, le déconcertant, l'invraisemblable, l'hybride, le mélangé; pas l'homme, ni le sur-homme, ni le sous-homme, mais l'enfant de l'homme, le plus humain, l'insoupçonnablement chaleureux, d'une cordialité violente et d'une violence cordiale. Il faut une jeune fille pour mettre au monde le vivant, le défi à la chimère de l'être pur, celui auprès duquel tout croisement de races est encore raisonnable, et tout bâtard empreint d'un relent de légitimité, de respectabilité. La jeune fille enfante l'insulte au raisonnable, au réalisme, le bâtard par excellence, le pire des bâtards, le mélange scandaleux de l'homme et de Dieu.

Aussi, je comprends un épisode étrange et révélateur de la vie du cardinal Pacelli, nonce à Berlin, à Munich, puis pape sous le nom de Pie XII. Après la guerre de 1914-1918, sa nonciature de Munich est envahie par les révolutionnaires, les spartakistes. Eugenio Pacelli n'est pas un homme qui a peur. Mais cet incident le marque pour toujours d'un souvenir de dégoût ! Le risque du contact impur de la populace, de

la masse, de la chienlit, symbole de la femelle agressive à l'égard de sa propre pureté, goût et vœu de l'intact, de la préservation. Il faut donc que surgissent des mâles puissants, hommes d'ordre pour défendre l'ordre de l'intact, de la race pure, contre la barbarie, les impurs renaissants. Le catholicisme a pris le relais du paganisme des vestales et des druides : il se méfie du monde qui est mélange. Les catholiques, comme d'ailleurs les communistes, ne s'intéressent pas au monde, mais à leur monde; ils ne font que venir au monde à partir et en fonction de leur monde.

Le fascisme trouve son aliment dans la tendance à rester soi, à se bloquer en soi. Il exaspère l'appétit du réalisme et du raisonnable. Aussi son seul adversaire dont les chances sont encore réduites en ces temps d'agonie de la préhistoire, c'est le bâtard, l'être hybride, l'homme qui veut l'être de l'humanité, l'homme-Dieu.



Récupérés par le concert des puissances et des nations que ravitaillent l'incroyable préjugé selon lequel tout est perdu sans cadre étatique, les révolutionnaires d'un moment, avant le sommeil définitif dans le morne exercice du pouvoir, laissent subsister tout le terrain d'éclosion du fascisme; ils se situent au niveau rationnel, didactique de la seule analyse et du discours, ce qui les fait passer superbement à côté de la force des passions et de l'inconscient. Ils sont incapables de tirer les conséquences de l'attrait d'un univers simplifié, manichéen, où le seul ennemi est le communisme malgré son enlisement étatique et national si bien exprimé par Georges Marchais qui vient d'affirmer : « Nous avons le sens de l'Etat. »

Aussi, Jacques Brosse met le doigt sur la plaie quand il écrit dans son avant-propos : « Hitler aurait cette année quatre-vingt trois ans. Il pourrait donc vivre encore, et le monde serait tout autre. Mais qui peut réellement prétendre qu'il ne survit pas ? Le monde actuel est ce qu'il est parce qu'Hitler a existé. Les méthodes politiques qui lui ont permis de tenir en main tout un pays, d'en faire réagir tous les citoyens comme s'ils n'étaient qu'un seul homme, demeurent aujourd'hui encore d'une nouveauté, d'une efficacité telles que les gouvernements, même les plus éloignés en esprit de l'hitlérisme, ne peuvent s'empêcher de les utiliser. Bien mieux, d'une certaine manière, c'est en chacun de nous, et à notre insu, qu'Hitler peut à lui-même survivre. Et particulièrement en ceux qui, n'ayant pas connu le nazisme, n'en ayant pas été contemporains, s'imaginent avoir ainsi échappé à cette contamination contre laquelle ils n'ont même pas été vaccinés. »

J'emprunterai le mot de la fin ou du début à l'un des avocats allemands du procès de Nuremberg, M^e Carl Haensel : celui-ci fait état de l'ultime tentative pour la paix avant 1940. Le médiateur était un honnête industriel suédois du nom de Dahlerus. L'avocat allemand se plaît à rêver ce qu'aurait pu être la situation avec des hommes d'une autre trempe que Dahlerus.

Les lecteurs de *Frères du Monde* sauront ne pas tenir compte de l'élément accidentel que représentent la flatterie à l'égard de l'accusateur Jackson et l'allusion au nom divin, et ceci pour se concentrer sur l'essentiel : « Je crois... *Credo quia absurdum...* Je crois qu'Hitler aurait pris une autre décision, si à la place de Dahlerus, respectable citoyen, l'un de ces hommes qui ne mentent jamais et ne brutalisent jamais leurs adversaires, un homme animé d'une passion indomptable avait surgi devant lui. Peut-être un homme comme l'accusateur Jackson, qui aurait surenchéri sur lui; et lui aurait hurlé dans l'oreille qu'aux sous-marins, on saurait opposer des avions, aux bimoteurs de Goering, des quadrimoteurs, aux forteresses volantes, des superforteresses, et aux fusées, des bombes qui, au nom de Dieu et pour sa plus grande gloire, deviendraient de plus en plus terribles jusqu'à faire plier l'adversaire ou le globe terrestre...

« Mais cet envoyé d'un autre monde aurait dû être fait en sorte de ne pas laisser place au moindre soupçon d'hésitation, de doute ou de compromis. Il aurait dû témoigner de la passion et de la force de conviction d'un illuminé, dont le souffle brûlant aurait consumé comme des mites les hystériques cris de rage d'Hitler. La simple honnêteté bourgeoise n'était plus de mise, Hitler avait rencontré trop de bourgeois, il était passé maître dans l'art de leur arracher, l'une après l'autre, des petites concessions, et ensuite de leur faire concéder, au nom des bonnes règles du commerce, d'autres concessions encore, puisqu'après tant d'investissements il ne valait plus la peine de faire un coup d'éclat et de laisser tomber l'affaire. »

Hitler n'a trouvé devant lui que d'honnêtes gens en lesquels génialement il devinait le monstre virtuel, le lâche, l'humaniste bourgeois. Tant que les passionnés n'auront en face d'eux qu'un front d'honnêtes gens, de démocrates, de disponibles, de gars d'écoute et de dialogue, le parti gris, les classes moyennes, le fascisme ne sera pas mort. Pour détruire le monstre à la racine, il ne faut rien moins qu'une passion unanime de l'impossible fraternité des peuples à incarner d'urgence.

Jean CARDONNEL.

Tout le monde
il est
normal...
et un rien
fasciste

PRÉSENCE AFRICAIN

25 bis, rue des Ecoles
PARIS-5^e

C.C.P. La Source
31.022.81

Abonnement annuel :

France et Afrique
francophone : 22 F

Etranger : 25 F

Le numéro : 7 F

N° 82 — 2^e trimestre 1972
extrait du sommaire

Culture ou Civilisation ?

DOSSIER : L. S. SENGHOR : Pourquoi une idéologie négro-africaine ? Basil DAVIDSON : Cabora Bassa. Lawrence C. VAMBE : The Rhodesian « Settlement ».

POEMES : Ihechukwu MADUBUIKE, René DEPESTRE, Elton JAMES.

NOUVELLE : Leonard KIBERA : The Spider's Web.

DOCUMENT : Déclaration de Kyoto.

CHRONIQUES — NOTES DE LECTURE — REVUE DES REVUES — LIVRES

Numéro spécial
n° 9 Septembre 1972

la revue nouvelle

Rue Van Elewyck, 35
1050 BRUXELLES
(Belgique)

C.C.P. 7566.09

Abonnement annuel :

France : 60 F

Belgique : 550 FB

Autres pays : 600 FB

Le numéro : 12 F

VERS L'ECOLE PLURALISTE ?

Peut-on donner un contenu positif au pluralisme scolaire ? — Pluralisme interne ou pluralisme externe ? — Ecole libre et pluralisme interne ? — L'option morale/religion dans l'école pluraliste. — Pacte scolaire et pouvoir de l'école.

par Jean Delfosse, Pierre Delooz, Raoul Deprit, Jacques Liesenborghs et François Martou.

et les résultats de notre grande enquête :

QUELLE ECOLE VOULONS-NOUS ?

Parole et société

36, rue de l'Université
67-STRASBOURG

C.C.P. « Christianisme
social »

PARIS 6337.54

Abonnement

France : 38 F

Etranger : 45 F

Revue du Christianisme social

N° 3/1972

L'ETHNOCIDE. De l'ethnocide considéré comme un des arts majeurs de la civilisation (Groupe d'Etudes pour les Minorités Ethniques — Un ethnocide parmi nous : « la dégitanisation » (M. Laffranque) — La mort indienne en Guyane (Ch. Delorme) — Approche du relativisme culturel (P. Bungener) — L'ethnisme, thérapeutique de l'ethnocide (Un groupe de travail Occitan).

DOSSIER. La Déclaration de Barbade — Les Mouvements de Solidarité — Des livres.

CHRONIQUE — LA VIE QUOTIDIENNE

96 pages, le numéro : 7 F

chroniques

la vérité sur la situation des Indiens du Brésil

Avec mars 1968 éclatait au Brésil un scandale sans précédent dans l'histoire de ce pays. Un organisme chargé de la protection des Indiens, le S.P.I. (1) se livrait en fait à leur massacre, à une échelle permettant de parler de génocide !

Cette dénonciation était l'œuvre du gouvernement de l'époque lui-même. Il s'agissait avant tout d'éliminer ainsi un certain nombre d'adversaires politiques plus ou moins impliqués. Un procès retentissant était annoncé. On l'attend toujours : curieusement, le dossier de l'instruction a brûlé dans des locaux ministériels !...

L'important toutefois ne réside pas là. L'important, c'est ce qui se passe réellement au Brésil aujourd'hui ; ce qu'est la situation des Indiens.

Depuis deux-trois ans, les articles se multiplient dans la presse européenne qui tendent à rassurer ou à mettre l'agonie des Indiens sur le seul compte de la fatalité. Au début de l'année 1970 déjà, un groupe de journalistes étrangers, invité par le gouvernement brésilien à effectuer un « voyage organisé » en Amazonie et au Mato-Grosso, se faisait manifestement abuser par lui, et il n'y aurait pas eu l'ethnologue suisse Paul Lambert pour s'écrier dans une conférence de presse tenue à Genève : « Arrêtons le massacre des Indiens ! », l'on aurait pu croire les articles optimistes ou indulgents publiés à leur retour.

La Croix-Rouge enquête.

A la fin de 1970, le Comité International de la Croix-Rouge, sur les instances notamment de Paul Lambert, envoyait une mission d'enquête au Brésil. Le grand public n'eut droit qu'à des échos déformés de son rapport. Tous les articles y faisant allusion faisaient également preuve d'un même souci d'atténuer les responsabilités

« blanches » en invoquant le fatalisme de la disparition de ces hommes. On y lisait en substance : « Il faudrait faire ceci et cela... Mais malheureusement ces réalisations sont quasiment impossibles, et c'est en fin de compte une cause désespérée car jusqu'à présent rien n'a pu être trouvé pour sauver les Indiens, c'est-

(1) S.P.I. Service de Protection des Indiens, fondé au début du siècle par un militaire acquis — cela arrive — aux méthodes de la non-violence : le Maréchal Candido Mariano Da Silva Rondon.

à-dire les adapter sans qu'ils meurent » (sous entendu : « des peuples ont déjà ainsi disparu, sans compter de nombreuses espèces animales »).

Mais cela, ce n'était pas le langage du Comité International de la Croix-Rouge. Le C.I.C.R. n'a jamais dit : « Ceci est impossible et cela ne l'est pas ». Mais : « Il faut... autrement ils mourront... Il faut aménager aux tribus indiennes des territoires inviolables... sinon notre monde les tuera... » Le rapport ne parle pas d'adaptation, seulement peut-être d'harmonisation. Et le C.I.C.R. s'y plaint d'avoir rarement trouvé la coopération des autorités.

Loin de nous, ici, l'idée de « musées vivants ». Les anciennes réserves nord-américaines ont tourné à l'ignominie : logés, nourris, visités, les Indiens se sont souvent lamentablement clochardisés, et n'y eut-il eu l'avènement du « Red Power », ceux-ci auraient immanquablement sombré sous peu dans la disparition. Mais les Indiens sylvoles d'Amazonie n'ont pas encore acquis l'immunité biologique leur permettant d'affronter sans risque le reste du monde, et tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen de la leur donner artificiellement (des médecins travaillent dans ce sens, notamment le Dr Etienne P. Bois, qui connaît bien les Indiens de Guyane, Cayenne), ils devront pouvoir se mettre en... « réserve », un peu comme les Chinois ont

Le viol du Xingu.

Or, que fait pendant ce temps le gouvernement brésilien ? Il fait traverser, entre autres territoires indiens, la Réserve du Xingu (40.000 km²), depuis onze ans havre de paix pour quelque deux mille Indiens grâce à l'œuvre des Frères Villas-Boas, par deux routes destinées à la conquête des richesses de l'Amazonie III. La première, la « Transamazonienne » est en pleine voie de réalisation depuis septembre 1970. Des heurts ont déjà eu lieu entre travailleurs « blancs » et Indiens. Le 2 mai 1971, par exemple, une tribu inconnue a attaqué, par surprise, un campement situé sur la route entre Tucuruí et Altamira. Les Indiens ont, paraît-il, tout emporté, équipement et vêtements, mais il semble qu'il n'y ait pas eu de victime. De même, des Indiens Paracanas ou Aranas (hommes et

vécus dans une certaine autarcie le temps de bien asseoir leur révolution. Par « territoires inviolables », nous entendons donc des territoires privés appartenant exclusivement aux communautés indiennes, à l'accès réglementé et extrêmement limité, gérés par les communautés... un peu comme il en est des monastères. Il s'agit aussi d'éviter l'installation d'un nouveau régime d'apartheid ». On sait, en effet, que la politique en vedette aujourd'hui en Afrique du Sud est de créer plusieurs « Bantoustans », territoires autonomes comme le Transkei, où les populations noires sont encouragées à cultiver leurs valeurs traditionnelles attachées au tribalisme. Pour les Afrikanders, le but recherché n'est pas, on s'en doute, de permettre aux Bantous de progresser selon leurs propres voies, mais de désamorcer la révolte toujours grandissante contre son système d'exploitation fondé sur le racisme, en envisageant, pour lorsque les choses se gâteront, de donner l'indépendance à des Etats qui seront de bons « prolétaires externes », comme le sont déjà pour eux le Botswana et le Malawi... Les Indiens sont des hommes à part entière, et à ce titre leur place est de vivre non pas en retrait mais au milieu des autres membres de la communauté humaine : c'est ce qu'ont semblé comprendre les experts de la Croix-Rouge.

femmes) ont assailli à trois reprises, au cours de la dernière semaine de juin de la même année, une colonne d'ouvriers, rasant les cheveux et les sourcils de ceux-ci, et bien entendu, les dévalisant (« Jornal do Brasil » du 1^{er} juillet 1971). Enfin, plus récemment, le 22 novembre dernier sur le rio Roosevelt, les Indiens Suruis ont attaqué un poste de la Fondation Nationale de l'Indien (F.U.N.A.I.), tué un ex-journaliste et enlevé deux autres fonctionnaires de la fondation dont une Indienne de la tribu des Gavices. Un détachement de la police fédérale s'est immédiatement rendu sur les lieux, et a constaté que l'attaque avait été déclenchée à la suite de la présence illégale dans la région d'une compagnie immobilière vendant les terres des Indiens en petites fazendas à des particu-

liers. D'autres confrontations sont plus simplement motivées par l'inconséquence de travailleurs soucieux de séduire des femmes indiennes. Tout ceci s'avère évidemment incontrôlable, bien que le gouvernement brésilien fasse tout pour que sa vaste entreprise de spoliation ne soit pas entachée par de pareils incidents pouvant faire découvrir le « pot aux roses ». Ainsi donc, le tragique scénario de la conquête de l'Ouest se renouvelle aujourd'hui en Amazonie, laissant clairement voir que pour les Indiens, la pénétration massive

de Blancs dans les terres qu'ils occupent, équivaut bien à ce que représenta pour les Français l'arrivée des tanks nazis dans leurs campagnes et bourgs. Peut-être les travailleurs de la « Transamazonienne » ne tuent-ils pas, mais en tout cas violent-ils les territoires indiens, perturbant dangereusement la vie de leurs populations désormais en état d'alerte (et en temps de guerre, chacun sait que les activités habituelles — à commencer par celles liées à la nourriture — sont négligées).

Un crime légalisé.

En fait, l'alarmante situation présente était déjà inscrite dans le « nouveau statut de l'Indien » promulgué par le gouvernement, suite à la dissolution du Service de Protection des Indiens et à son remplacement par la F.U.N.A.I. Effectivement les articles 34, 35 et 36 du titre III permettent la déportation de populations indiennes entières sur simple décret du président de la République. Car si dans ses premiers articles du titre III le statut définit les garanties de possession et d'utilisation de leurs territoires par les Indiens (... même lorsqu'ils sont morts !) par la suite autorise-t-il d'abord l'intervention policière sur ces terres, « au bénéfice de l'intérêt public » (formule on ne peut plus vague autorisant d'avance toute immixtion du pouvoir exécutif dans les tribus), puis l'intervention du gouvernement fédéral dans les tribus. Par cette dernière, il faut entendre le déplacement ou la déportation d'un groupe entier, lesquels peuvent être faits pour différents motifs, dont deux au moins — « la sécurité nationale » et le développement de la région « dans l'intérêt national le plus élevé » — organisent, en vérité, l'arbitraire le plus complet. « En d'autres termes, la spoliation, le vol des terres et la négation du droit d'habiter

son territoire sont devenus, par ce statut, parfaitement légitimes, et prérogative du seul président. Ce qui était pratique scandaleuse et inhumaine d'intérêts privés capitalistes est devenu loi. L'Indien, dès qu'on décidera qu'il peut être un obstacle au développement, sera déporté. A-t-on prévu de les regrouper en camps de concentration ? Cela ne figure pas dans le statut, mais il s'agit peut-être d'une omission. Nous avons ainsi, sous couvert d'assurer les droits des Indiens, un moyen parfaitement légal de mener à bien la disparition totale à court terme des populations indiennes du Brésil ». Ces conclusions sont celles rédigées dans un rapport sur le nouveau statut brésilien par un groupe international d'ethnologues, et publié par « Coopération » de Bâle (17-4-71). Elles sont également les nôtres, et il faut croire qu'elles sont aussi celles des Indiens, puisque, outre les attaques d'ouvriers, « Le Progrès de Lyon » du 5 septembre 1971 annonçait qu'environ deux cent cinquante Indiens Exaréntes venaient d'occuper la localité de Tocantina, dans l'Etat brésilien de Goiás, et fait fuir une trentaine de fermiers en les menaçant de mort s'ils ne quittaient pas les terres autrefois occupées par eux...

Les intérêts des Indiens et ceux des Brésiliens sont conciliables.

Cependant, s'il faut en croire la revue missionnaire française « Lettre d'Amaz-

zonie » (2) qui depuis quelques temps se fait fidèlement l'écho des journaux brési-

(2) « Lettre d'Amazonie », 1, rue du Pont-de-Lodi, Paris-5^e : l'exemple d'une mentalité missionnaire ethnocentrique et ethnocidaire que l'on voudrait voir changer.

liens à propos de la construction de la « Transamazonienne », toute avancée des ouvriers s'accompagne d'une action de la Fondation Nationale de l'Indien. Huit équipes tentent l'approche avec les tribus indiennes localisées sur une superficie de mille kilomètres carrés, entre les rios Tocantins, Tapajós et Xingu. Chacune est composée d'un interprète indien, d'infirmiers, de connaisseurs de la forêt, et de travailleurs. Chaque équipe dispose d'un aéroport, de magasins et de services médicaux, et ses pionniers emportent toujours avec eux un minimum nécessaire d'équipement, de vivres, de médicaments, de cadeaux pour les Indiens ainsi qu'un puissant poste de radio émetteur B.S.B., qui permet de communiquer avec n'importe quel coin du pays. Un plan d'approche a, en outre, été mis au point en collaboration avec plusieurs spécialistes du problème indien, dont les Frères Vilas-Boas, Noel Nutuels, le Dr Miranda, Francisco Meireles, Eduardo Galvão et Roque Laraia. Mais il paraît évident que cette collaboration n'a été acquise par le gouvernement que parce que ceux-ci voulaient limiter les dégâts, leur opposition aux routes traversant de part et d'autre l'Amazonie n'ayant aucune chance d'être prise en considération, les hommes présentement au pouvoir au Brésil en faisant le fer de lance de leur politique. Et de fait, la conquête de l'Amazonie constitue une grandiose projet n'ayant d'égal en ce siècle que la conquête de l'espace (3). Très

Trafics d'esclaves.

Cela dit, on aurait tort de croire que les Indiens sont les seules victimes de l'aventure transamazonienne. Par ses déclarations fracassantes de novembre 1971 (4), Dom Pedro Casaldaliga, évêque du Mato-

certainement, la progression économique du Brésil — pays en voie de suivre le Japon en ce domaine — s'en ressentira-t-elle. Seulement, de même que deux millions de Biafrains ont été sacrifiés à la sauvegarde du Nigeria, de même les Indiens risquent-ils d'être immolés sur l'autel de la « Transamazonienne » et de sa future sœur. Peut-on permettre cela ? Pour notre part, nous répondons négativement par la négative, d'autant plus que nous savons que dans un régime tel que celui du Brésil, le peuple ne peut pas bénéficier équitablement de l'essor économique du pays. Et puis quand bien même cela serait, on ne s'enrichit pas au prix de la vie de son prochain ! Lorsque c'est un particulier qui agit de la sorte, on qualifie la chose de meurtre... et lorsque c'est un Etat ?...

Il n'est bien entendu pas de mon ressort de chercher ici les voies d'un développement accéléré de l'économie brésilienne, ou les éventuelles possibilités de coloniser l'Amazonie sans nuire aux populations indiennes. Je reste cependant persuadé que les intérêts des Indiens et ceux des Brésiliens sont conciliables, et que nous nous devons de dénoncer la situation actuelle. L'essor économique se fait aussi au prix... d'économies, et je pense en écrivant cela aux « Mirages » que notre gouvernement et Monsieur Dassault livrent allégrement aux militaires fascistes qui règnent par la terreur sur le Brésil d'aujourd'hui.

Grosso, nous a dit à quoi il fallait nous tenir sur ce point. Le trouée de « l'enfer » vert a attiré de grandes compagnies d'élevage venues de la région de São-Paulo, et celles-ci, pour mener avec profit leurs

entreprises, multiplient les exactions et même les assassinats parmi les petits paysans du Mato-Grosso. De multiples cas de trafic d'esclaves ont été relevés. Mais plus généralement, l'on trompe sur les conditions financières d'un accord toujours verbal des travailleurs saisonniers, et ceux-ci se retrouvent en forêt sans moyens. Beaucoup meurent de la malaria, et les compagnies vont jusqu'à employer des garçons de treize ans comme bûcherons !

Or, en face du réquisitoire de l'évêque, le gouvernement n'a apporté aucun démenti... mais déclaré son incompetence, comme il le fait chaque fois que les Indiens sont victimes « des autres ».

Ce tableau bien pessimiste hélas, ne doit pas, cependant, nous cacher quelques réalisations autorisant l'espoir. Et j'évoquerai l'entreprise de Mme Vilma Chiara Schultz, ethnologue brésilienne attachée au Collège de France, qui porte sur la sauvegarde des Indiens Krahô de l'Etat de Goiás. Ces derniers, n'ayant que très peu de moyens de survie, se livraient il y a encore deux-trois ans à des vols de bétail commis au détriment des fermiers blancs... dont on devine la réaction meurtrière.

Aussi, depuis longtemps, feu Harald Schultz, ancien haut fonctionnaire (intègre, lui...) du Service de Protection des Indiens brésiliens, et son épouse, estimaient qu'en fournissant aux Krahô du bétail, ceux-ci d'une part, auraient du lait et n'auraient de la sorte plus besoin de voler pour ne pas mourir de faim, d'autre part la promotion sociale qui s'attache en Amérique du Sud au titre de « fazendeiro » (éleveur de bovins) constituerait pour eux un refuge sûr contre l'extermination les menaçant. Dès 1964, ils leur offraient donc vingt-huit

Tout cela est édifiant. Lorsqu'en décembre 1969 Plínio Dutra, député de l'opposition de l'Etat du Rio-Grande-de-Sul (lequel Etat fut un temps une République qui bénéficia des services du grand Garibaldi), reprochait au gouvernement de ne rien faire pour empêcher l'extermination toujours actuelle des Indiens, il était en deçà de la vérité : le gouvernement a, en fait, une politique de génocide ! On ne s'étonnera pas, dès lors, que depuis décembre 1969, il soit interdit aux journaux brésiliens de faire état du massacre des Indiens...

La revue des Krahô

têtes de bovins. Sécheresse et épizooties devaient malheureusement en tuer une dizaine, malgré les grands soins prodigués par les Indiens. En 1969, Mme Vilma Chiara Schultz, non découragée pour autant, reprenait son projet, appuyée cette fois-ci par le Comité Français pour la Campagne Mondiale contre la Faim, et par son Président, Michel Cépède. Les fonds recueillis par cet organisme permirent, à l'été 1970, l'achat d'un premier troupeau de deux cent six têtes. Là encore, la fièvre aphteuse devait décimer un quart du troupeau, les Indiens n'en connaissant toujours pas, alors, les symptômes. Mais avec janvier 1971, Mme Vilma Chiara Schultz retournait chez les Krahô, avec notamment des fournitures agricoles et des médicaments, et selon elle les difficultés et les malheurs rencontrés ne sauraient masquer la façon extrêmement positive dont les Indiens se sont faits à ce nouveau rôle d'éleveurs. Au lieu de les enfermer dans une « protection » sans espoir qui les empêche d'avancer, ce projet (5), en effet, leur permet d'acquiescer de nouvelles techniques,

(3) Cela ne saurait apporter de l'eau au moulin de la campagne idéologique de la junte de Brasilia sur le « miracle brésilien ». Comme l'écrit Fernando Moraes dans « Afrique-Asie » du 24 juillet 1972 : « l'Egypte des Pharaons constitue la preuve la plus ancienne que la misère des grandes masses peut parfaitement coexister avec d'imposants travaux publics. Il y a douze années déjà, l'inauguration de rité leur « image de marque », sans pour autant rater l'occasion de réaliser de tabuleuses affaires, de la grande route transamazonienne) les intérêts fondamentaux du grand capital y trouveront leur compte. » Dans ce même article, l'auteur nous informe par ailleurs que l'exploitation des riches gisements de minéraux atomiques... est déjà aux mains des Etats-Unis !

(4) Voir notamment « Le Monde » du 11 décembre 1971.

(5) On lira avec profit les rapports de Mme Vilma Chiara Schultz dans le numéro de février 1970, dans celui d'avril 1971 et dans celui de janvier 1972, de la revue « Jeunes et Développement », 22, rue de la Faisanderie, Paris-16^e.

L'honnêteté veut que l'on signale toutefois que l'expérience de Mme Vilma Chiara Schultz ne fait pas l'unanimité chez ceux-là même qui se veulent solidaires des Indiens. A certains cette solution en effet, paraît faible. La présence auprès des Krahô d'un technicien agricole, un paysan breton nommé François Diascom, ne leur paraît pas suffisante, et ils estiment qu'il faudrait que le rejoigne une équipe pluridisciplinaire comprenant — entre autres — un vétérinaire, seule une animation économique solide pouvant, à leur avis, faire face à l'acculturation accompagnant obligatoirement toute introduction de techniques nouvelles. Il importe, de fait, qu'une telle introduction ne signifie pas

d'assurer leur propre développement, sans abandonner pour autant leurs habitudes sociales propres, condition de leur « vie » puisque leurs organismes ne peuvent s'adapter à d'autres modèles culturels. La F.U.N.A.I., organisme certes gouvernemental mais dont l'intégrité n'est pas à mettre plus en doute que celle de notre Sécurité Sociale, à présent, va officiellement patronner cette entreprise salutaire, et l'on

Perspectives.

On voudrait que cette entreprise-pilote puisse être multipliée. Le risque cependant est que des gens de bonne volonté, à l'image de nombreuses missions, se lancent dans des expériences semblables en négligeant l'aspect en fait essentiel : la sauvegarde de l'identité des collectivités indiennes. On ne saurait, aussi, proposer la généralisation à toutes les tribus du Brésil de l'entreprise de sauvegarde des Krahôs hors d'un programme que l'on voudrait voir élaborer conjointement par les autorités brésiliennes et par le Programme des Nations-Unies pour le Développement (P.N.U.D.) sous le signe d'une vraie coopération entre Indiens et experts (6).

D'aucuns ne manqueront pas de relever, cependant, que cela restera illusoire, tant que le Brésil n'aura pas changé de régime. A vrai dire, non. Car la réalité brésilienne est dominée par un mythe auquel chaque « visage pâle » brésilien tient fortement : le mythe d'une prétendue « démocratie raciale » (7). Aussi, bien qu'ils aient honte de compter dans leur pays qu'ils veulent latin de soi-disant « barbares », les Brésiliens blancs ne peuvent accepter le risque d'être accusés de racisme et de génocide.

Ainsi, la dénonciation officielle, en mars

peut d'ores et déjà être sûr que les enfants qui aujourd'hui grandissent avec le troupeau, demain seront des éleveurs et des agriculteurs capables. En tant qu'Indiens. Parce que l'action concertée d'ethnologues brésiliens et d'un organisme français d'aide directe au développement, et surtout la participation libre et lucide des Indiens, l'aurait permis...

1968, du massacre des Indiens par les fonctionnaires dévoyés du S.P.I., ayant contre toute attente dépassé les frontières du Brésil, le gouvernement de ce pays s'est alors vu contraint de créer d'autres parcs comme celui du Xingu, et cela explique aussi l'appui apporté à Mme Vilma Chiara Schultz. Et quand bien même il ait cru habile d'associer à la conquête de l'Amazonie une politique de suppression à long terme des collectivités indiennes, il se montre extrêmement soucieux que des compagnies ou des individus isolés ne commettent pas d'exactions qui pourraient raviver la campagne mondiale de protestation qui naquit en mars 1968. Là réside notre force, et nous ne devons pas cesser de crier la vérité.

Nous ne pouvons certes espérer maintenant l'arrêt du tracé de la « Transamazonienne ». Mais nous pouvons très certainement forcer le gouvernement brésilien à reconnaître aux Indiens les droits garantissant leur sauvegarde, à les respecter et à les faire respecter. Selon certains experts, un tiers des Indiens « brésiliens » a disparu depuis 1900. Ils sont aujourd'hui à peu près cent mille... combien seront-ils à la fin du siècle ? D'après tout ce qui a été dit jusqu'ici, la

l'introduction aussi de l'individualisme, et par là la destruction des structures communautaires par contamination par l'idéologie du profit dont on sait qu'elle est trop souvent liée à l'idéologie de la promotion économique. Rien n'indique, cependant, que les souhaits de Mme Vilma Chiara Schultz ne correspondent pas à cela, mais ses moyens restent limités...

(6) On pourra se reporter à ce sujet aux propositions faites par un certain nombre d'ethnologues sud-américains dans la déclaration dite de la Barbade. Celle-ci a notamment été publiée par la revue « Parole et Société » (36, rue de l'Université, 67-Strasbourg), dans son numéro de juin 1972 consacré à l'« ethnocide » ou meurtre culturel.

(7) Lire à ce sujet l'article de Jacques Aubert publié le 22 décembre 1969 par le « Journal de Genève » avec pour titre « La démocratie raciale : un mythe I », et celui du jeune historien brésilien Philippe de Alencastro paru dans « Le Monde diplomatique » de janvier 1971 et intitulé « Violence et ségrégation raciale au Brésil ».

L'avertissement des écologistes

cher, abattre et installer au lieu des arbres de gigantesques pâturages ? »

Il ne s'agit donc plus seulement des Indiens. En outre, l'exploitation des richesses de l'Amazonie va entraîner la création d'industries papetières, de scieries, d'industries minières, de tanneries, d'usines de produits chimiques, etc... Où iront les rejets de ces industries ?

réponse nous appartient autant qu'au gouvernement de Brasilia...

Pollution et protection de la nature sont à la mode. Les campagnes finissent par à nous irriter, et l'on aurait tendance à ne nous vouloir entendre parler de la pollution, cette maladie de riches, cette double indigestion après le double scotch...

Il est parfois cependant des arguments frappants, tels ceux de cet écologiste allemand dont un numéro de « La vie catholique » (8) se faisait il y a quelque temps l'écho et que je me permets de reprendre en guise de conclusion, car démontrant que la forêt amazonienne joue pour la planète un véritable rôle de poumon, la moitié de l'oxygène produit dans le monde en sortant, il ajoute une dimension d'importance aux réticences exprimées ici par rapport à la « Transamazonienne » :

« Les hommes et leurs industries relâchent dans l'atmosphère de l'oxyde de carbone (CO₂) en quantités énormes. Cet air vicié tourne autour du globe, et ce sont les forêts qui captent le CO₂ dangereux. Par ce phénomène — encore mystérieux mais reconnu depuis longtemps — de la photosynthèse. Les arbres se nourrissent de ce CO₂, en tirent leur cellulose en rejetant dans l'atmosphère de l'oxygène, cet oxygène qui nous est vital. Les forêts tropicales tiennent une place prépondérante dans cet échange. Que se passera-t-il quand — à partir de la trouée créée par la route — les colons viendront défricher

Notre planète se trouve de plus en plus livrée au saccage. Nous disons vouloir l'en arracher, retrouver cette harmonie avec la nature à laquelle nous savons que l'avenir de l'humanité est lié, et cependant nous nous attaquons inconsidérément aux dernières parties saines de notre globe, ne respectant pas même ces populations dites « primitives » et qui sont les seules à savoir vivre encore en équilibre avec leurs milieux écologiques respectifs.

A défaut de pouvoir l'empêcher, un développement industriel intelligent doit être possible, même en Amazonie. Un pays voisin du Brésil, d'ailleurs, le Venezuela, a entrepris voici déjà quelques années de développer le delta de l'Orénoque et la région qui lui est liée, la Guyane, et l'on peut dire qu'il a réduit au maximum les risques d'atteintes à l'équilibre naturel et d'injustices à l'égard des autochtones (9). Dieu sait pourtant combien les Indiens « vénézuéliens » sont, tout autant que les Indiens du Brésil, victimes d'exactions assimilables à un génocide !

Quatre-vingts personnalités brésiliennes...

l'actuel chef de la Fondation Nationale de l'Indien, le général à la retraite Jeronimo O. Bandeira de Melo (10), qui résumait ainsi la position du gouvernement brésilien par rapport aux Indiens : « L'assistance aux Indiens... ne saurait faire obstacle au développement national ».

Nous avons gardé cela pour la fin, car ayant pris conscience de ces choses, qua-

(8) Article de Jean-Pierre Renan, dans « La vie catholique » du 22 au 28 mars 1972.
(9) « Atlas » d'octobre 1970 a publié une intéressante enquête sur le thème « Orénoque entre hier et demain ».

tre-vingt-quatre historiens et scientifiques brésiliens ont violemment réagi, et nous ne pouvons pas ne pas voir là une note d'espoir importante :

« Les derniers Indiens... sont rejetés actuellement comme des obstacles inutiles ou nuisibles sur la voie du progrès et du développement de notre pays » dénoncent-ils. Et le numéro du 3 juillet 1972 de « Newsweek » a beau conclure une enquête allant dans le sens de cette étude en estimant que « cela n'empêchera pas qu'au Brésil, comme aux Etats-Unis, le sort des Indiens ne devienne un sujet de préoccupation générale que le jour où

leur mode de vie ne sera plus qu'une curiosité historique », l'on ne saurait ne pas apprécier cette prise de position « à contre courant » (11). Y a-t-il en France, quatre-vingt-quatre historiens et scientifiques prêts à s'élever contre les « génocides administratifs » dont sont victimes les Tsiganes de France, les Indiens et Noirs sylvoicoles de Guyane-Cayenne, ou les autochtones des « territoires français d'Océanie ?... »

Christian DELORME

crise du régime en Tunisie

La répression actuelle contre les étudiants et lycéens d'abord, pour les démocrates et révolutionnaires organisés politiquement, répression qui est loin d'être terminée, met en lumière les contradictions et la faiblesse du pouvoir tunisien, s'appuyant de plus en plus ouvertement sur son seul appareil policier.

Il y a beaucoup à dire sur cette répression elle-même. Et d'abord sur son origine, qui n'est pas à chercher, comme on l'a dit officiellement, dans les « désordres sur la voie publique », mais bien plutôt dans la terreur qu'inspire à un pouvoir faible et désuni appliquant au jour le jour une politique improvisée en fonction des circonstances et des pressions du moment, hanté par la crainte d'une insurrection populaire, tout ce qui ressemble à une organisation politique révolutionnaire.

Pour comprendre l'ampleur de la répression, il faut se reporter à l'histoire

récente de la Tunisie, plus précisément à partir de 1967, année où la crise cardiaque de Bourguiba, en faisant poser le problème de sa succession, a aiguisé les contradictions internes de la bourgeoisie et joué le rôle d'accélérateur de la décomposition du pouvoir.

Expliquons-nous : après l'échec relatif — au point de vue de la bourgeoisie qui se sentait menacée par les classes populaires attendant des améliorations de leur sort après l'indépendance acquise en 1956 — d'une politique économique libérale, ou plutôt de l'absence de politique économique, la bourgeoisie s'était résignée à adopter une planification souple, dans l'espoir de faire supporter par l'Etat les indispensables actions économiques et sociales dont elle attendait un apaisement des tensions populaires, particulièrement des petits paysans et des ouvriers, et un tremplin pour son propre développement. A la faveur de la planification et du rôle

de plus en plus grand qu'elle assignait à l'Etat dans l'économie, devait se développer une fraction bourgeoise, nouvelle en Tunisie, la bourgeoisie d'Etat, prenant peu à peu un rôle hégémonique dans la société.

Parce que conçue dans le cadre d'une société capitaliste, fondée idéologiquement sur la théorie de l'unité nationale et de la collaboration des classes, la tentative de développement planifié aggravait considérablement les contradictions de la société. Au départ, au service de l'ensemble de la bourgeoisie, la fraction de la bourgeoisie d'Etat, dont Ahmed Ben Salah était le chef reconnu, devenait la maîtresse exigeante de toute la classe, et ayant rapidement épuisé les ressources des emprunts extérieurs, finissait par vouloir mobiliser à son profit, et dans l'intérêt futur de la classe — mais cela n'était qu'une promesse — les ressources de la bourgeoisie elle-même.

En effet, les premières années de la planification avaient vu l'ouverture de grands chantiers d'infrastructure, la construction de quelques usines énormes et coûteuses, la mise en chantier de barrages et le début de réorganisation agraire par le moyen des coopératives qui regroupaient au début les terres de tout petits paysans autour d'un « noyau » ayant appartenu à la colonisation et récupérées par l'Etat. L'ensemble de ces réalisations demandait de très lourds investissements, fournis essentiellement par « l'aide » étrangère — surtout américaine — mais dont la rentabilité, au demeurant aléatoire, ne se révélerait qu'au bout d'un certain temps. De plus le budget de l'Etat devait supporter les frais relativement élevés de tous les investissements sociaux — éducation, santé — conçus eux aussi sur une très grande échelle. Le pouvoir, aussi bien pour calmer les germes de mécontentement populaire que pour préparer ses futurs cadres et hâter la « modernisation » du pays (c'est-à-dire la généralisation du capitalisme et sa domination idéologique) avait multiplié écoles, dispensaires, hôpitaux. Alors qu'une fraction entreprenante de la bourgeoisie profitait de l'aubaine pour s'enrichir sur la base des marchés de l'Etat, les autres fractions — commerçante et foncière surtout — demeuraient dans une méfiante expectative, redoutant la montée de la bourgeoisie d'Etat.

Comme cela est normal lorsque se développe un capitalisme d'Etat, la puissance économique et politique croissante de la bourgeoisie d'Etat s'accompagne d'une aggravation du caractère dictatorial et policier du régime. Sol-disant fondé sur l'Union Nationale, le pouvoir s'appuyait de plus en plus ouvertement sur la répression des classes populaires. Prise dans l'engrenage de son propre développement extrêmement coûteux, des incessants dépassements de dépenses prévues (et cela dans tous les domaines), des conditions de plus en plus dures posées par les différents impérialismes pour accorder leur « aide », la bourgeoisie d'Etat ne tolérait plus la moindre critique, la moindre voix un tant soit peu discordante. Dans une fuite désespérée en avant, elle s'efforçait de réorganiser l'ensemble de l'économie sous son contrôle : l'agriculture au moyen de coopératives de production encadrées par de jeunes bureaucrates formés en toute hâte, le commerce et le transport par des « Sociétés régionales » et les « Coopératives ». Elle s'appropriait à réaliser une « réforme industrielle ». Toutes ces opérations tendant à une généralisation rapide du capitalisme étaient en fait une concentration accélérée — et forcée — dans tous les domaines, accompagnée par la ruine et l'expropriation des petits producteurs. Tandis que la classe ouvrière, muselée et réprimée à chaque tentative de protestation prenait conscience de sa sur-exploitation, toutes les autres classes de la société, en particulier les possédants, — grands ou petits — assistaient passivement à cette concentration, mais la sabotaient par tous les moyens, de la thésaurisation à l'abattage du bétail. Cette situation ne pouvait durer.

C'est la petite paysannerie qui, à plusieurs reprises, s'opposa plus activement à la généralisation des « coopératives » ; c'est sa mobilisation quasi générale qui permit en 1969 (année de faible chute de pluie) la généralisation des « coopératives » à avoir pris un caractère effréné qui effrayait même les conseillers de Ben Salah) de mettre un point final à l'expérience.

Entre-temps la situation politique avait évolué : le pouvoir avait, dès le début de l'indépendance, assis son autorité sur la répression sanglante des opposants vous-

(10) Directeur du Bureau des Populations Aborigènes, organe juridique à vocation d'information du mouvement de défense des droits de l'homme et des gens « Atipaya », 15, rue de Bonald, 69007 Lyon.

(11) Qui voudra avoir une étude descriptive et minutieuse de la situation des différentes tribus brésiliennes d'aujourd'hui se reportera avec profit au rapport de Robin Hanbury-Tenison, « Les Indiens du Brésil », publié en mars 1971 par The Primitive People Fund (Benjamin Franklin House, 36, Craven Street, London WC2N 3NG).

sefistes (1) et la mise au pas de la centrale syndicale, l'U.G.T.T. (Union générale des Travailleurs Tunisiens). Il avait profité d'une tentative avortée de coup d'Etat, en 1962, pour, à la faveur de la répression des conjurés (11 exécutions capitales, plus de 100 condamnations aux travaux forcés), supprimer ce qui restait d'apparence de démocratie, interdire le seul parti encore toléré, le P.C.T. (Parti communiste tunisien), enrégimenter toute la presse et réduire au silence tous ceux qu'il estimait dangereux, notamment les anciens maquisards. Le seul secteur où subsistait une opposition, qui parvenait d'ailleurs difficilement à s'exprimer, était l'Union générale des Etudiants de Tunisie (U.G.E.T.). C'est de là que devait repartir le mouvement démocratique et révolutionnaire. Des étudiants et des universitaires, des intellectuels essayèrent d'organiser différents mouvements politiques que le pouvoir tolérerait à demi tant qu'il ne touchait que les milieux universitaires.

En 1967, avec la maladie de Bourguiba et l'affaiblissement de son autorité, avec les sommets atteints par l'agression américaine au Viet-nam, avec la guerre des 6 jours au Proche-Orient, et surtout sur la base de la clarification idéologique apportée par la révolution culturelle chinoise, un de ces groupes, « Perspectives », du nom de sa revue, devait tenter de changer de méthodes et se lancer dans la construction d'une organisation prolétarienne, alors même que l'atmosphère se transformait : université plus phère se transformait : université plus combative, où proliféraient discussions, débats et groupes et que la condamnation de l'étudiant Ben Jemel à 20 ans de travaux forcés, après les manifestations du 5 juin, indignait profondément; protestations de plus en plus fréquentes contre la concentration capitaliste et la ruine des petits producteurs qu'elle entraînait; mouvements de grève organisés — contre l'autorité de l'U.G.T.T. d'ailleurs — dans les milieux ouvriers, y compris ceux de l'agriculture. Cette polarisation, ce début de mobilisation populaire contre le pouvoir d'Etat, la menace de renforcement d'organisations réclamant le renversement de la

bourgeoisie devait entraîner deux effets : d'une part la première faille sérieuse au sein de la bourgeoisie, avec la démission prenant du champ par rapport à la bourgeoisie d'Etat, mettait les autres fractions en garde contre celle-ci; d'autre part la grande répression de 1969 contre les intellectuels révolutionnaires qui — soulignons-le — ont défendu fermement leurs convictions et pour la première fois depuis l'indépendance, ont montré que le combat était possible et que l'on pouvait ne pas abdiquer devant la répression. Tout cela a joué un rôle certain dans la maturation politique du pays et a accéléré la chute de Ben Salah et le changement de politique de septembre 1969.

L'élément déterminant en a été la mobilisation générale de la petite paysannerie et son refus de supporter plus longtemps une politique qui la dépouillait et la rejetait, sinon dans le chômage, du moins dans les rangs du prolétariat rural sous-employé. C'est pourquoi les premières mesures prises après la chute de Ben Salah furent la liquidation de la plupart des coopératives agricoles et commerciales, et la restitution de leurs biens — ou de ce qu'il en restait ! — aux anciens petits possédants. Mais ces derniers ne bénéficièrent pas plus du changement de politique. Leur pression a certes été suffisante pour faire peur à la bourgeoisie. Mais l'absence de tout mouvement politique organisé des masses populaires interdisait à celles-ci de participer réellement à l'élaboration de la nouvelle politique. Aussi bien, ce furent d'autres fractions bourgeoises qui, chargeant Ben Salah de tous les péchés du régime, prirent les rênes du pouvoir et redéfinirent les orientations générales. Au début ces orientations furent essentiellement négatives : elles consistaient à prendre le contre-pied de tout ce qui avait été fait, ce qui permit pour un certain temps d'unir les différentes fractions de la bourgeoisie dans la « liquidation des séquelles », sous la direction de la fraction industrielle et financière, évidemment la plus forte.

Mais 8 années de capitalisme d'Etat

ne peuvent s'effacer du jour au lendemain. Elles auront laissé un certain nombre d'acquis très importants : au point de vue développement capitaliste, en particulier la quasi-généralisation de ce mode de production dans les campagnes, une concentration dans tous les secteurs à la concentration dans tous les secteurs économiques. En l'absence de mesures prises pour la contrer, cette tendance va rapidement se manifester dans les années 1971-1972. Pareillement s'effectuait de nouveau la cassure politique au sein de la bourgeoisie, tandis que dans tout le peuple, le refus de subir encore un régime dictatorial se réveillait, et se manifestait par des soubresauts inattendus.

Les divergences au sein de la bourgeoisie tiennent à la faiblesse de chacune de ses fractions constitutives, et à l'impossibilité objective de leur union, sauf s'il s'agit de faire face à un danger de révolte populaire. Ni la bourgeoisie foncière, devenue à présent capitaliste, ni la fraction commerçants, ni celle des entrepreneurs et industriels moyens, ni même la fraction la plus puissante, celle des industriels et financiers importants, ne sont de taille à gouverner seules, à profiter seules des avantages que leur fournit le pouvoir. D'autant plus que la fraction de la bourgeoisie d'Etat décapitée et momentanément amoindrie demeure cependant puissante. Du fait de sa faiblesse économique, la fraction industrielle et financière, consciente qu'elle ne peut se passer de l'impérialisme ni de la bourgeoisie d'Etat — elle assigne encore un rôle économique important à l'Etat — gouvernera en alliance avec cette dernière, en s'appuyant sur des mesures économiques favorables tout à tour aux différentes fractions.

Obnubilée par la crainte de soulèvements populaires, consciente que sa légitimité ne vient que des décisions de Bourguiba, cette fraction a vite renoncé, même aux discours sur la démocratie. Poussée dans ce sens par ses alliés de l'appareil d'Etat et du P.S.D. — parti unique au pouvoir — et par Bourguiba, elle accentuera autant qu'il lui est possible le caractère répressif et policier du système.

Cela ne suffira pas, car les conditions politiques ont changé. Elle consentira à des augmentations de salaires, prendra

des mesures, limitées, à caractère social (instauration de l'allocation vieillesse pour les travailleurs), mesures bientôt battues en brèche par les augmentations du prix des produits de base. Effrayée par le réveil des revendications ouvrières, en même temps qu'elle réprime les mouvements de grève, elle s'efforce au début de canaliser et d'endiguer ces revendications en redonnant à l'U.G.T.T. une apparence de démocratie interne et un certain rôle revendicatif. Là encore elle renoncera bien vite... Mais c'est dans le secteur de l'éducation qu'elle fait le plus de faux pas, accumulant les erreurs, pour, en fin de compte, dresser contre elle l'ensemble des lycéens et des étudiants. Nous y reviendrons...

En face de cette fraction au pouvoir, plus nettement répressive et anti-populaire, se dresse une fraction « libérale et démocratique » dont le chef de file est Ahmed Mestiri suspendu du P.S.D. après son dernier congrès (octobre 71). Si pour la fraction au pouvoir le danger est représenté par les couches populaires, pour Mestiri et « ses amis », il réside essentiellement dans l'éventuel renforcement et le retour de la bourgeoisie d'Etat. Porteparole d'une bourgeoisie moyenne d'entrepreneurs dans tous les domaines, Mestiri craint pour cette fraction l'étouffement économique et politique, son absorption par l'appareil d'Etat. Un régime à démocratie politique suffisamment étendue pour assurer à cette fraction un soutien électorale de masse, moyennant une politique économique d'aide à la petite bourgeoisie, voilà la seule possibilité que voient les libéraux pour sauver leur fraction. Tout cela n'est pas clairement exprimé, mais la contradiction qui oppose Mestiri à la fraction au pouvoir est suffisamment imbrication pour que des sanctions publiques portées et pour que tous les « libéraux » en vue abandonnent les postes politiques qu'ils occupaient. La première position au régime est pour la première fois celle qui prétend tirer sa légitimité d'un Congrès du P.S.D. : le Congrès d'octobre 1971 a en effet largement approuvé ses thèses et élu ses candidats, mais certaines décisions du Congrès, dont l'élection du Bureau politique par Bourguiba, central, ont été rejetées par Bourguiba. Cette fraction est donc d'autant plus dangereuse pour le pouvoir que ses thèses

(1) Formés surtout de petits paysans qui exigeaient une indépendance totale et ne voulaient pas déposer les armes avant celle-ci, accusant Bourguiba de collaborer avec l'impérialisme français. Leur chef, Salah Ben Youssef, fut assassiné en 1963 à Francfort par des tueurs tunisiens.

démocratiques suscitent une certaine sympathie populaire et qu'elle est bien implantée au sein du P.S.D.

Dès lors, l'équipe au pouvoir, tiraillée de divers côtés, craignant aussi bien les différentes oppositions populaires que l'opposition « libérale » bourgeoise, craignant surtout un revirement de Bourguiba qui lui ferait préférer une autre fraction, cette équipe n'a plus de ligne précise. Elle se contente d'improviser au jour le jour une politique dont la direction générale est celle d'une alliance plus étroite avec l'impérialisme, mais qui est influencée, parfois même déviée, par la crainte qu'elle a de ses différents ennemis et par la pression de ses différents alliés. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre, non seulement les hésitations, les accès successifs de fermeté et de faiblesse au cours des trois derniers mois, mais aussi l'évolution probable de la situation après que l'équipe Nouira, dont Bourguiba faisait encore l'éloge le 1^{er} mai, ait prouvé clairement son incapacité à faire face à une crise sociale importante. Car la révolte des lycéens et étudiants est plus qu'une éphémère poussée de fièvre !

En effet les efforts de scolarisation effectués dès 1959 ont multiplié prodigieusement les effectifs des écoles primaires d'abord, puis secondaires et maintenant de l'Université. Cette augmentation énorme du niveau culturel de la masse des jeunes (même si on entend ici, comme dans d'autres pays, des critiques quant au niveau des études, le seul fait qu'elles soient dispensées à un aussi grand nombre est nouveau) est loin d'avoir été suivie, et encore moins précédée, d'une augmentation équivalente de débouchés, ni même d'une orientation adéquate des études. Conçue par une bourgeoisie au pouvoir comme formation des « élites » dont elle a besoin, c'est-à-dire ses futurs commis et chiens de garde, la scolarisation s'est heurtée à une insurmontable contradiction qualitative et quantitative. La riposte de la bourgeoisie a été malthusienne. Il s'agit d'éliminer le plus de gens possible de l'enseignement à tous les niveaux, au

moyen de nombreux règlements sur les limites d'âge, de l'instauration de concours, de la limitation des possibilités de se présenter à un examen, de redoubler une année, d'obtenir une bourse, etc. On parle interminablement de « réformes » d'« authenticité », et rien d'autre n'apparaît que l'élimination de nombreux jeunes de l'enseignement (forcément les moins avantagés sur le plan des ressources familiales) et l'absence tragique de débouchés. Déjà des bacheliers, après les moniteurs de l'enseignement primaire et ceux de l'agriculture, ne peuvent souvent trouver de l'emploi que comme... flic !

Tous ces problèmes dominant déjà depuis plusieurs années la vie de l'Université, ils ont donné lieu à de nombreux incidents. Cette année 1972, au plus fort de la répression anti-étudiante, a été préparé un projet de suppression d'une session du baccalauréat. Il n'en fallait pas plus pour mettre le feu aux poudres et jeter des milliers de lycéens dans la rue pour manifester, en plus de leur solidarité avec les étudiants, leur propre angoisse quant à leur avenir. Aussi la répression n'a-t-elle épargné ni les uns ni les autres. Même si en fin de compte le pouvoir devait reculer et revenir sur les décisions prises. Il est temps de parler un peu plus longuement de cette répression et de ses origines immédiates, puisque nous avons parlé des justifications de la révolte des étudiants et des lycéens.

Il convient d'abord de se rappeler que le groupe qui avait subi le plus durement la répression en 1968, le groupe marxiste-léniniste « Perspective », était solidement implanté à l'Université et avait commencé un travail de propagande en direction de la classe ouvrière. En 1969, ses éléments résidant en France devaient, avec l'aide d'ouvriers tunisiens immigrés, publier un nouvel organe en tunisien (2) « Le Travailleur tunisien » dont les numéros parviennent régulièrement en Tunisie. Les condamnés de 1968, libérés en 1970, étaient pour la plupart assignés à résidence dans diverses localités du pays. La police politique devait arrêter en avril

1971, l'un d'eux Ahmed Ben Othman convaincu d'envoyer des articles au « Travailleur tunisien ». La fuite à l'étranger de plusieurs autres persuada la police que le mouvement se reconstituait, mais elle attendit une occasion favorable pour effectuer un coup de filet, n'arrivant pas à rassembler la moindre preuve contre ceux qu'elle soupçonnait. Cette occasion devait être trouvée dans les événements de l'Université de janvier et février 1972. Il faut le souligner, l'essentiel des interrogatoires effectués alors, avaient plus pour objet de faire le point sur les différentes organisations politiques d'opposition et d'organiser la répression, que d'enquêter sur les événements eux-mêmes.

Du reste une fois établi que les étudiants et lycéens n'avaient pas été manipulés ni même seulement contactés par les éléments politiquement organisés, ceux-ci, seuls, restèrent en état d'arrestation. Aujourd'hui demeurent détenus une vingtaine de membres de divers groupes (3). Ceux de « Perspective » sont les plus nombreux et les plus lourdement accusés, car leur tentative d'organiser la classe ouvrière politiquement est une véritable hantise pour la police.

S'ils ont constitué une occasion pour la répression, les événements de l'Université, ou plutôt la répression à l'Université, ont été une provocation délibérée de la police. Le prétexte a été la tenue d'un Congrès extraordinaire de l'U.G.E.T. Nous avons dit qu'à travers tout, la répression, la mise au pas des organisations syndicales, seule l'U.G.E.T. avait pu conserver une certaine démocratie interne, sauvegardée par la présence active d'opposants. Les difficultés du régime, les problèmes de l'Université, avaient fait prendre à ces opposants une telle importance qu'au Congrès de l'été 1971, pour la première fois dans l'histoire de l'U.G.E.T., les congressistes destouriens (P.S.D.) se trouvèrent en minorité. Après avoir utilisé toutes les possibilités de sabotage et de violence (autre record : le Congrès dura

10 jours au lieu des 3 prévus !) les destouriens terminaient le Congrès par un coup de force, en éliminant parmi eux seuls les nouveaux membres de la Commission administrative. Coup de force refusé bien sûr par les opposants qui menèrent dès la rentrée une campagne d'explication dans les facultés et tentèrent, vainement, d'expliquer la situation aux responsables de l'Education Nationale. La multiplication des problèmes de l'Université devait entraîner une multitude d'actions de la part des étudiants et bien entendu leur rupture avec la direction fantoche.

A l'occasion d'un meeting tenu en janvier pour protester contre l'exclusion d'un de leurs camarades de la Faculté des Sciences, les étudiants extraordinaires de l'U.G.E.T. (4) qui se tint du 1^{er} au 5 février à la faculté de Droit. Durant 5 jours 5000 étudiants participèrent dans un calme parfait à ce qui fut le plus exaltant des Congrès des étudiants tunisiens. Lorsque le samedi 5 on en fut à l'élection des nouveaux organes dirigeants, le pouvoir envoya divers provocateurs pour tenter de semer le désordre. Devant l'échec de cette manœuvre, il se résigna à lâcher les B.O.P. (Brigades de l'Ordre Public) créées spécialement pour maîtriser les manifestations de rue et particulièrement les « troubles » universitaires, dans la salle du Congrès. Ce fut le signal de la répression ouverte : il s'agissait d'empêcher à tout prix une organisation nationale d'échapper à l'emprise du pouvoir. Cela aurait pu donner des idées aux autres, notamment aux travailleurs !

Dès lors la répression s'accroît. Tout groupe d'étudiants ou de jeunes en stationnement était catalogué « manifestants » et chargé par les B.O.P. Ce qui provoqua de nouvelles manifestations et l'entrée en lice des lycéens. Un bilan approximatif : 2 lycéens tués, de nombreux blessés, plus de 2000 arrestations, bruits de complot, répandus par le pouvoir, de « main plot, répandus par le pouvoir, de « preuves », de « l'étranger », de « preuves »,... dont l'enquête devait démentir la réalité. En

(2) Vraisemblablement 14 de « Perspectives », les autres du Baath et de petits groupes marxistes.
(3) Ils avaient aussi voté une motion de solidarité avec Ahmed ben Othman et sa femme Simone Lellouche qui repassaient alors en jugement. (Elle était condamnée par contumace depuis 1968). Ce fut l'occasion d'une hystérie raciste chez certains responsables, tirant parti de l'origine juive de Simone Lellouche pour crier à la subversion sioniste.

(2) Le journal « Perspectives » était rédigé en français. La langue utilisée d'habitude dans la presse tunisienne est un arabe classique simplifié, difficile à comprendre pour les gens du peuple. Seul le « Travailleur tunisien » est écrit en langue tunisienne que tout le monde parle et dont on dit officiellement qu'elle est un « dialecte ».

même temps qu'elle arrêta étudiants et lycéens, la police politique procédait à de vastes rafles, ramassant tous ceux des condamnés de 1968 qui n'avaient pas fui. L'un d'eux, Gilbert Naccache, devait rester détenu pendant 75 jours sans subir le moindre interrogatoire. On l'avait arrêté « par précaution pour le cas où il aurait été impliqué ». En fait, parce qu'il était à priori suspect. De nombreux autres se virent uniquement reprocher (comme Nouredine Ben Kadder qui ne fut « impliqué » qu'après 15 jours de détention) d'avoir rencontré de jeunes militants. Ils furent remis en liberté par le juge d'instruction. Quant à ces militants, on ne peut retenir contre eux que le fait d'avoir tenu quelques réunions de discussion et d'avoir projeté d'écrire des articles pour le « Travailleur tunisien ». Aucune liaison ne put être établie entre les étudiants qui avaient animé le Congrès extraordinaire de l'U.G.E.T. et les lycéens manifestants et l'un quelconque des groupes organisés politiquement, malgré les séances de torture organisées systématiquement dans une petite villa de la banlieue de Tunis. On aime la tranquillité ! (5) Que reste-t-il des accusations initiales ? Du vent ! On ne peut reprocher à ceux qui sont en prison qu'un délit d'opinion (être marxiste, par exemple), ou d'avoir exercé leurs droits légitimes tels qu'ils sont définis par l'article 8 de la Constitution tunisienne !

L'attitude du pouvoir pendant cette période exprime ses tiraillements internes, sa faiblesse et son incapacité à résoudre de façon décisive les problèmes. Après avoir encouragé la provocation contre les étudiants et ensuite ressuscité la levée des lycéens, il ordonne une répression sévère en même temps qu'il annonce qu'il s'agit d'un complot ourdi de l'extérieur et que deux facultés seront fermées jusqu'au 30 septembre.

Pendant quelques semaines le ton des discours des responsables ne cesse de

monter tandis que la police arrête et torture pêle-mêle étudiants, lycéens, opposants connus et quelques ouvriers liés aux uns et aux autres. Puis la campagne s'apaise et on a la surprise de voir libérés la plupart des lycéens arrêtés, et surtout les soi-disant « organisateurs » étudiants des troubles lycéens, accusés par le 1^{er} ministre du pire des crimes : celui d'entraîner les lycéens dans le désordre. On parle encore de complot contre la sûreté de l'Etat, de mesures énergiques, de procès, et surtout du caractère irréversible des décisions : fermeture des facultés. Mais la mobilisation des étudiants ne faiblit pas. Le pouvoir, après des conseils de ministres interminables, où s'expriment à peine rancunes et divergences, finit par libérer, vers le 23 mars, les étudiants « syndicalistes » responsables du Congrès extraordinaire de l'U.G.E.T., donc des « désordres ». Puis les membres du P.C.T., dont le révisonnisme n'a jamais fait des ennus redoutables pour le pouvoir. Il assortit ces libérations de la signature d'un engagement de l'intéressé à s'abstenir d'activités illégales. « L'enquête » se poursuit, ou plutôt piétine car on ne sait que faire des autres détenus : membres du groupe « Perspective » ou supposés tels, membres de plusieurs petits groupes marxistes, du parti Baath, d'une cellule de lycéens et ouvriers des mines de phosphates de Metlaoui, quelques autres « suspects », retenus sans interrogatoire, ou interrogés pour la forme et mis hors de cause. Vers la mi-août on libère sans formalité les membres de la cellule de Metlaoui, à partir du 27 avril les autres commencent à passer devant un juge d'instruction qui ne sait visiblement pas quoi faire : il en mettra en définitive la plus grande partie en prison... Entre temps le 17 août, Bourguiba décidait la réouverture des facultés fermées, n'hésita pas à déjuger publiquement ses ministres qui la veille encore affirmaient une telle décision exclue.

(5) Les sévices ont été systématiquement appliqués, non seulement pour découvrir certaines liaisons organisationnelles mais aussi pour étayer certaines thèses gouvernementales : René Marzouh fut très rudement torturé pour lui faire avouer que les réunions marxistes qu'il avait organisées de 1968. Alors les filles avaient été épargnées. Cette fois-ci nul et nul n'ont échappé lorsqu'ils ne montraient pas assez d'empressément à répondre aux tortionnaires, ni Calliat Ben Othman violenté et insulté pendant de longues séances précédées de dénudation totale, ni ses camarades de « Perspectives », ni les membres des autres groupes.

C'est que le danger ne venait plus exclusivement des étudiants et des lycéens. Dès le début de février, d'importantes grèves d'ouvriers se sont produites d'abord à Sfax puis à nouveau à Gafsa dans les mines, puis à Tunis et de nouveau à Sfax. Un peu partout les ouvriers durcissent leurs positions. Deux autres facteurs font encore plus craindre une mobilisation ouvrière : le début de solidarité active des ouvriers aux luttes étudiantes, manifestée, par le « tabassage » dans les rues de Tunis d'une quinzaine de barbouzes par des ouvriers des transports, et la rupture au sein de l'U.G.T.T. entre la base et la direction (reconnue fantôme et pourrie), rupture manifestée par l'exclusion de syndicalistes mettant en cause l'attitude du Secrétaire général de la centrale, pendant la répression. Cette renaissance du mouvement ouvrier, le début de solidarité avec les mouvements étudiant et lycéen, et surtout le danger de voir, grâce au « Travailleur tunisien » par exemple, les ouvriers commencer à s'organiser politiquement en parti révolutionnaire, l'effet désastreux des charges policières dans les rues des villes, qui suscita un élan de sympathie des milieux petits bourgeois à l'égard des étudiants, le mécontentement latent contre la cherté de la vie, les bas salaires, etc., tous ces facteurs ne pouvaient manquer d'inquiéter le pouvoir et de le faire reculer, d'autant plus que les divisions au sein de la bourgeoisie laissent une importante marge à la fraction opposante des « démocrates ».

Bourguiba sentant le danger tente de colmater la brèche. Il est probablement trop tard et il devra aller plus loin. Se séparer d'une partie de son personnel politique actuel trop compromis par diverses maladresses. Trop faible pour réprimer jusqu'au bout, ou pour accepter une certaine démocratie, le gouvernement actuel s'est condamné. En position de force, l'opposition bourgeoise peut poser ses conditions à un éventuel sauvetage du pouvoir. Ces conditions consistent essentiellement en l'adoption d'une certaine démocratie politique et dans la fermeté à l'égard de la fraction bourgeoise d'Etat. Des négociations ont déjà commencé. Si elles n'aboutissent pas, si Bourguiba ne réussit pas à faire participer les « libéraux » au gouvernement (et pour cela à accepter un régime non dictatorial et une limitation de ses propres pouvoirs) les soubresauts actuels n'auront été que de faibles vagues en comparaison des lames de fond qui se préparent à déferler sur la Tunisie.

D'une manière ou d'une autre, on en viendra à une organisation politique des ouvriers et à des affrontements de classe plus aigus. Mais déjà les contradictions sociales ne peuvent plus être confinées dans le carcan de la dictature bourgeoise. La bourgeoisie sera-t-elle capable de gagner encore du temps par la libéralisation politique du régime ? Les prochains mois seront à cet égard décisifs.

X.X.X., 10 mai 1972.

LE REFUS DU PASSE ?

N° 108

La crise que nous traversons pousse les jeunes à rompre avec le passé pour imaginer un avenir nouveau. A quelles conditions cette rupture peut-elle être libératrice ? La maîtrise de l'avenir n'impose-t-elle pas un retour au passé pour s'en libérer ?

L'héritage refusé (Jacques Guichard) — L'histoire n'est jamais innocente (Claude Gerest) — Contre-histoire et projet de libération de l'avenir (Daniel Rivet) — L'Afrique et son passé (René Bureau) — L'Exode : les étapes d'une mémoire vivante (Françoise Smyth-Florentin) — Le chrétien, son présent, son avenir et son passé (Yves Congar) — Du passé à l'avenir (Georges Crespy).

LUMIÈRE ET VIE

2, place Galléon
69-LYON (2^e)
C.C.P. 3038-78 Lyon
Abonnement
France : 30 F
Etranger : 40 F
Le numéro : 6,50 F

forces d'oppression dans l'Église du Pérou

En août 1971, l'Épiscopat Péruvien publiait un document important sur la justice dans le monde. Dans le contexte de l'Amérique latine ce document pouvait paraître révolutionnaire et la presse catholique internationale qui s'intéresse au progrès social a souligné avec satisfaction le courage de ces évêques. Que disaient-ils ? Ils condamnaient les injustices sociales, le néo-impérialisme économique et culturel, les méthodes répressives violentes utilisées au nom de la défense de la civilisation chrétienne. Ils réclamaient d'autre part : autonomie, égalité, liberté particulièrement pour les minorités opprimées dont font partie les Indiens du Pérou.

Replacé dans le contexte politique péruvien le document n'avait rien de révolutionnaire. Le 28 juillet 1971, le discours du Général Velasco, Président de la République, disait la même chose avec plus de précision et de fermeté.

Mais nous sommes là au niveau des discours : flots de paroles éloquentes et peut-être trompeuses si elles ne correspondent pas à des actes.

Or, parmi d'autres, voici une analyse de situation qui pourra peut-être nous éclairer.

Puno (Pérou), ville au bord du lac Titicaca à 4 000 m d'altitude, est le chef-lieu

d'un département qui compte une population de 730 000 habitants dont 90 % de paysans vivant dans une situation religieuse et sociale critique, situation dont les conséquences sont imprévisibles pour l'avenir (1).

Mgr. Julio Gonzalez Ruiz, évêque de Puno, est responsable d'un diocèse qui comprend la plus grande partie du département : 400 000 habitants sur un territoire montagneux, grand environ comme sept départements français. Cet évêque s'est consacré pendant 13 ans à un travail ininterrompu au bénéfice de milliers de paysans, pour dépasser les contradictions socio-économiques auxquelles est soumis l'Indien péruvien. Eh bien ! cet évêque a été destitué par le Pape en avril dernier.

Que faisait-il ? Mgr. Julio a adopté une ligne d'engagement et d'action en faveur des opprimés. Il a promu des centres paysans, des centres de formation technique, créé des coopératives, réalisé des œuvres sociales, fondé le Centre des Etudes Sociales et Pastorales de l'Altiplano (Haut-Plateau Andin), et a toujours lutté aux côtés des exploités, obtenant pour eux le respect et la considération de leurs droits. Il a voyagé en Europe afin de réunir les fonds nécessaires au financement des œuvres sociales ; et son honnêteté dans la gestion de ces fonds est d'autant plus remarquable que les exemples de gaspillage ne manquent pas.

Voici des actes qui valent plus que des paroles.

Mais dira-t-on, était-il un bon évêque dans l'administration religieuse de son diocèse ? D'une lettre nous extrayons ce passage :

« Sa pastorale se situe dans une ligne de libération : formation de catéchistes paysans, de centres d'action catholique, formation de communauté sacerdotale de l'Altiplano, formation de séminaires théologiques (son diocèse compte 80 séminaristes), visites fréquentes aux villages les plus éloignés de la montagne. Il a réalisé une communauté de prêtres unis et ayant une inquiétude sociale. »

Que pouvait-on lui reprocher ? Le Nonce apostolique à Lima a déclaré à la presse péruvienne que l'évêque de Puno a été destitué pour les charges suivantes : 1. hérésie ; 2. critique du Pape ; 3. ingérence dans les affaires internes d'une congrégation religieuse (Salésiens) ; 4. obsession sexuelle. On apprend que les dites accusations ont été suggérées par les évêques de divers diocèses du Pérou.

Religieuses, religieux, prêtres, syndicats de travailleurs, syndicats de paysans, industriels, professions libérales, militaires et autres secteurs se sont mobilisés au niveau national pour faire connaître que les dites accusations sont sans fondement. La Commission de Défense des Droits Religieux de Puno a refusé énergiquement au nom du peuple :

— d'accepter comme Administrateur apostolique du Siège vacant de Puno, l'Archevêque Rodriguez Ballon qu'ils considèrent comme un des premiers accusateurs et dont le travail est contesté dans son propre diocèse ;

— les catholiques de Puno et des autres diocèses déclarent que cette décision du Pape est une mesure coercitive, verticaliste, surprenante et injuste ;

— ils déclarent qu'à aucun moment il n'y a eu dialogue entre Mgr. Julio Gonzalez, évêque de Puno, le Nonce apostolique et le cardinal Landazuri R., qui ont jugé le dialogue inutile ;

— ils accusent le Nonce apostolique d'ingérence indue dans les affaires intérieures du diocèse, sans connaître les problèmes et de mettre des obstacles au travail apostolique.

De tels faits, conséquence d'un certain type de mentalité hiérarchique, ont outragé toute l'Église de Puno. L'attitude prise par la Hiérarchie péruvienne tend à détruire les débuts d'une mentalité de rénovation et de service, faisant pour cela siens tous les moyens, comme par exemple les accusations anonymes infondées, blessantes et même ignobles.

Le 23 avril 1972, les chrétiens d'Arequipa écrivaient une lettre adressée au cardinal Landazuri, primat du Pérou, au Nonce apostolique et au Conseil Episcopal permanent. Nous extrayons de cette lettre les passages suivants :

« Nous croyons qu'une documentation sérieuse et abondante a amené le Saint-Siège à prendre cette grave détermination... Mais nous nous demandons jusqu'à quel point les renseignements ont été complets. C'est-à-dire dans quelle mesure a-t-on aussi écouté le peuple de Puno qui accepta son évêque ? Jusqu'où a-t-on fait la différence entre des attitudes personnelles très particulières et une action pastorale effective et évangélique ?

« Nous ne discutons pas la mentalité personnelle ; nous croyons en l'Amour du Christ et de l'Église, mais nous croyons aussi au péché, à la faiblesse humaine — que nous partageons tous — et à l'influence de ceux qui possèdent le pouvoir économique, politique, social et ecclésiastique. Existerait-il dans l'Église péruvienne quelques évêques dont la vie personnelle ne soit pas si patiente, pauvre, juste et humble que semble l'exiger l'annonce de l'Évangile à notre peuple ? Le luxe, la richesse ou le manque d'humilité ne méritent-ils pas un conseil fraternel des frères dans l'Épiscopat ou de la Nonciature ? Ces attitudes condamnables ne seraient-elles pas aussi nuisibles que celles que l'on attribue à Mgr. Gonzalez Ruiz ? Pourquoi est-ce uniquement contre lui qu'a été prise cette mesure grave ? N'y aurait-il pas là une discrimination, peut-être involontaire, de toute façon non évangélique ?

« Nous savons que la Nonciature n'a pas indiqué les charges qui ont déterminé l'éloignement de Mgr. Gonzalez Ruiz du diocèse de Puno, et que le Conseil épiscopal permanent ne l'a pas fait non plus. copal permanent ne l'a pas fait non plus. Nous supposons qu'elles doivent exister. Cependant connaissant l'attachement de l'Église de Puno à son évêque, nous nous

(1) Dans le département de Puno, 90 % de la population (en fait les Indiens originaires de cette région) possèdent moins de 20 % des terres cultivables. Parmi eux moins de 10 % travaillent comme « peones » (ouvriers agricoles) sur les haciendas. La Réforme agraire ne s'occupe que des terres d'haciendas et des seuls habitants qui y vivent, laisse de côté l'immense majorité de la population paysanne indienne dont les conditions d'existence sont misérables. Pour cette masse, aucun effort sérieux d'éducation, d'organisation ou de promotion n'a encore été entrepris.

demandons jusqu'à quel point est nuisible et indésirable la présence d'un pasteur que ses fidèles réclament autant. La décision de l'inviter à démissionner ne serait-elle pas plus préjudiciable ?

« L'Eglise de Puno souffre. Elle souffre en son pasteur, elle souffre en son peuple... L'Evêque de Puno qui quelquefois ne mangeait pas bien, ne dormait pas, pour aider ceux qui souffrent et pour qui il s'endetta beaucoup, trouvera-t-il quelqu'un qui le comprendra et comprendra son travail ?

« En ce qui concerne le travail d'investigation nous viennent d'autres questions... Pourquoi l'un des membres du Conseil permanent a-t-il fait le voyage à Puno ? Pourquoi n'a-t-on pas prévu de mesures pour aider le peuple à accepter cette décision ? Pourquoi, s'il y a conflit avec une congrégation religieuse déterminée, un membre de celle-ci vient-il justement en tant que délégué des Dicastres Romains ? Toutes ces questions sont particulièrement douloureuses pour nous...

« Nos frères simples en la foi sont déconcertés : « Pourquoi, interrogent-ils, le pape chasse-t-il un des peu nombreux évêques du Pérou qui défendent les pauvres ?...

« A qui profite la démission de Mgr. Julio Gonzalez ? aux pauvres ? »

••

De ce texte il ressort en premier que l'on cache la vérité aux chrétiens en refusant de leur fournir la documentation qui tenterait de légitimer une décision aussi grave. Cet abus d'autorité, qui ne tient pas compte de la vie adulte et responsable des croyants, est de plus en plus inadmissible. En second il s'avère que des informations (voire des dénominations anonymes) sur la vie personnelle de l'évêque ont été pour une part dans les motivations de cette décision. Là encore nous élevons fortement devant l'hypocrisie que cache un tel jugement. Peu nous importe la vie privée d'un évêque, ce que nous voulons c'est que ses actes et son dévouement soient totalement engagés au service des valeurs évangéliques de justice et de partage avec les plus démunis.

Les discours de Lima ne sont que des mots, les actes de Mgr Gonzalez Ruiz étaient visibles de tous et le peuple ne s'y trompait pas. Nous sommes solidaires avec ce peuple parce que nous préférons les actes aux paroles.

Là encore il faut resituer l'événement dans le contexte politique péruvien. La conscientisation et la promotion d'un peuple est dangereuse pour ceux qui détiennent les pouvoirs et les privilèges. Or le travail de Mgr. Gonzalez Ruiz va dans le sens d'une conscientisation du peuple et d'une prise de responsabilité chez les plus opprimés. Y a-t-il eu action politique ? Nous serions assez tentés de le croire. On se rappelle qu'au moment de l'arrestation de Mgr. Bambarén à Lima en mai 1971, qualifié d'« agitateur en soutane » pour s'être déclaré solidaire des sans-logis, le général Alvaro Velasco, Président de la République, avait déclaré en lui rendant la liberté : « En fait Mgr. Bambarén aide mon gouvernement ». Le critère politique n'est donc pas à écarter puisqu'il est utilisé si facilement par le Pouvoir. Que l'Eglise se fasse solidaire de pressions politiques, ce ne serait pas la première fois; nous n'en sommes même pas étonnés. Mais que l'on dissimule ces pressions sous les motifs d'hérésie, de critique du pape ou d'obsession sexuelle... c'est là où réside le scandale.

A qui l'événement profite-t-il ? Aux tenants du pouvoir et aux forces traditionalistes et conservatrices.

On discute sur la théologie et la morale et pendant ce temps on laisse le peuple dans l'ignorance et la misère. Mgr. Gonzalez Ruiz a eu au moins le mérite d'agir et de se compromettre avec le peuple pour sa libération, que dire, pour sa résurrection.

La passion du Christ n'est pas terminée : les Grands-Prêtres du Temple accusent et ils peuvent mettre à mort, mais le peuple sait qui sont ses frères et il n'oublie pas.

Jean DAVID

aux évêques de Colombie réunis en conférence épiscopale à Bogota

A l'occasion du second anniversaire de la naissance de notre organisation, nous nous permettons de vous envoyer avec notre respect le message suivant :

Les paysans colombiens ont été, durant 4 siècles, le troupeau le plus soumis de la Hiérarchie ecclésiastique. Jamais nous n'avons élevé notre voix pour réclamer l'accomplissement de l'Evangile quand il dit : « Les Rois des nations gouvernent comme des maîtres absolus et ceux qui exercent l'autorité se font appeler bienfaiteurs; qu'il n'en soit pas de même de vous autres ! Que le plus grand d'entre vous se considère comme le plus petit et que celui qui commande se considère comme celui qui sert » (Luc 22, 25). Vous autres, les Seigneurs, vous avez souvent oublié ce commandement et vous continuez de nous considérer comme des brebis résignées.

Cent enfants meurent de faim, chaque jour dans nos campagnes. 70 % de nos paysans meurent sans attention médicale. Tandis que 5 000 propriétaires monopolisent plus de 7 millions d'hectares de terre, un million de familles rurales n'ont aucune parcelle. Nous manquons de marché, de crédit, de technologie, tout cela est accaparé, avec la terre, par l'oligarchie des grands propriétaires. Nous manquons aussi d'éducation à tous les niveaux, tandis que les riches ont leurs collèges et leurs universités privées. La majorité d'entre nous doit vivre avec un revenu inférieur à 300 pesos mensuels (75 F) pour soutenir nos familles nombreuses, tandis que la haute bourgeoisie qui nous exploite jouit

d'un revenu de 30 000 à 1 million de pesos mensuels (7 500 à 250 000 F).

Devant cette aberrante situation, la Hiérarchie nous a demandé d'être résignés, patients, d'attendre la miséricorde de Dieu.

Aujourd'hui nous voyons que la grande majorité d'entre vous est liée servilement à ces mêmes oligarchies qui nous oppriment et nous exploitent. On dirait que vous avez vendu l'Evangile en échange des subsides de l'Etat, des privilèges économiques, sociaux et politiques. Représentez-vous réellement l'Eglise de Jésus-Christ fondée sur la pauvreté de celui qui est né dans une étable ? Participez-vous au sacrifice de Celui qui mourut sur la croix ?

Dans les textes de Medellin, vous nous parlez d'une violence institutionnalisée. Mais n'est-ce pas cette violence institutionnalisée, nous vous le demandons, qui est la cause de la dénutrition de nos enfants, de notre analphabétisation, et de toute notre misère. Au nom de l'Evangile, nous devons répondre à cette violence institutionnalisée par une autre violence basée sur la revendication de nos droits humains de fils de Dieu.

Le Christ a chassé les vendeurs du Temple à coups de fouet. Ne devrions-nous pas agir de même à l'égard de ceux qui ont vendu notre Patrie, qui ont prostitué le sacré de l'Evangile ?

Le Christ s'est compromis avec les pauvres, mais nous voyons notre Hiérarchie qui ne défend même pas les prêtres qui travaillent avec nous, les opprimés : Camilo Torres en Colombie et Hector Gallego

au Panama en sont des exemples vivants (1).

Quant à nous, le Gouvernement nous persécute, empêche le développement de notre organisation en découpant nos leaders, emprisonne et assassine nos compagnons lorsqu'ils veulent prendre des terres pour les travailler; à l'heure où nous vous écrivons, plus de 20 paysans ont été assassinés et plusieurs centaines sont dans les diverses prisons de Colombie... Que faites-vous devant ces injustices? La Hiérarchie garde un silence qui la rend complice de ces crimes, elle bénit les édifices de l'impérialisme, les armes homicides de l'Etat, donne la main aux exploités et fait l'apologie d'un Gouvernement antipopulaire et oppresseur.

Il y a même des Evêques et des prêtres qui se sont prêtés aux manœuvres du Gouvernement pour détruire notre organisation rurale, unique instrument que nous possédons pour faire face à l'explo-

tation, pour résister à l'oppression et marcher résolument à la conquête de nos droits. Durant votre conférence épiscopale, y aura-t-il une seule parole de protestation contre une si grave situation?

Nous continuerons d'être chrétiens dans la perspective libératrice de l'Evangile. Mais nous nous refusons à être un troupeau de brebis soumises à un épiscopat tant qu'il sera l'allié de nos oppresseurs. Respectueusement,

Les USUARIOS CAMPESINOS.

Medellin, 7 juillet 1972.

répression dans l'Eglise de Vendée

Pour les commodités du langage, il était entendu que la Vendée, à l'égal de la Bretagne et du Pays Basque, appartenait aux îlefs conservés. Elle devait même l'emporter sur les deux pays mentionnés en raison du caractère plus conservateur de sa foi. Là, du moins, on continuait à croire de la foi du bocage. C'est ainsi qu'un village vendéen poussait l'intransigeance, inspirée par la monarchie de droit divin, jusqu'à refuser la célébration du 14 juillet. La Vendée garde certain blason

où sont tissés deux cœurs avec la devise : « Utrique Fidelis » : Fidèle à l'un et à l'autre, à Dieu et au Roi. Bref, c'est la terre des chouans que définit le cantique :

Même aujourd'hui, même au siècle où nous sommes
Les cœurs virils sont fiers d'être chrétiens.
Dieu pour sa cause aura des hommes
Tant que vivront les Vendéens.

Le « même aujourd'hui » est révélateur

de la dépréciation du présent au détriment d'un passé figé en Dieu lié au Roi.

De cette Vendée-là, l'évêque lui-même sourit mais n'en pense pas moins. Il m'a dit : « Vous êtes un chic type, mais vous ignorez le contexte. Vous ne connaissez pas les Vendéens ». Le malheur veut que j'aie entendu des réflexions du même genre pour les Bretons et les Alsaciens. Partout les notables d'Etat ou d'Eglise se servent des spécificités régionales comme panneaux publicitaires pour justifier leur freinage. Or, depuis des années, sans qu'ailleurs il soit possible de s'en rendre compte, la Vendée change, la Vendée bouge. Elle s'éloigne à vive allure de l'image naïve du passé qu'on lui inflige. Il existe un malaise profond de la paysannerie qui sort d'un vieux conformisme. Des dirigeants d'obédience cléricale et conformiste opèrent plusieurs saignées dans le personnel de la Maison de l'Agriculture à la Roche-sur-Yon. Les employés des services agricoles qui commencent à se politiser sont licenciés par une direction d'un autre âge. La situation évoluera davantage encore par l'implantation de Michelin dans la capitale de la Vendée.

L'évêque lui-même fait allusion à la nécessité d'adapter la pastorale du diocèse aux grands changements du pays vendéen. C'est dans ce contexte général que s'inscrit l'action d'une équipe de jeunes prêtres, aumôniers de lycée.

Sous leur impulsion, l'aumônerie devient un creuset de l'interpellation critique inhérente à la foi en Jésus-Christ. C'est ce rôle de mise en cause des manières séculaires de vivre, qui partout ailleurs se voit refuser le droit de cité, que redoutent particulièrement les tenants du pouvoir quand cette contestation s'enracine dans la foi.

Petit à petit, les aumôniers ne peuvent se cantonner dans le domaine des jeunes dont ils connaissent les réactions. Ils entrent en contact avec les adultes qui refusent de se laisser gagner par l'immobilisme ambiant. C'est ainsi que des liens se nouent avec tel artiste obligé pour gagner sa vie de renoncer à son art, avec des hommes et des femmes qui ont pu juger sur pièces les mécanismes cléricaux et la formation sacerdotale hostile aux courants du temps, aux harmoniques contemporaines de l'Evangile. Parce que

groupements politiques et cénacles religieux sont repris par la routine, confondu avec la tradition, ce qui se fait sentir, c'est le besoin d'un lieu de regroupement où l'on puisse penser, vivre à plein le débat de fond, théorie et pratique mêlées, croire dans le sens de l'invention d'une neuve manière d'exister. A défaut d'une dénomination précise, le groupe s'appelle « Collectif du Grenier » (lieu du rassemblement). Il organise rencontres, conférences publiques, distribue des tracts, etc...

C'en est trop pour les clans qui déguisent en héritage de la chouannerie leur crispation sur des intérêts privés. C'en est bien trop aussi pour les « réformistes » du clergé qui ne veulent pas voir contrecarrer leurs efforts pastoraux, technocratiques, dernier cri du progrès post-conciliaire. Or, cette pastorale du maintien des vieux réflexes sous les dehors d'une apparence de mutation est troublée par les remises en question qui obligeraient les conservateurs d'allure évolutive à changer la nature... et le lieu des réformes qu'ils prétendent vouloir entreprendre. La manœuvre de répression cherche le terrain propice. Elle l'a trouvé : il faut frapper l'aumônerie dans la personne de celui qui apparaît comme le plus en vue : Gaston Cunaud.

Ici intervient un nouveau personnage, jeune évêque de démarche affirmée, plus organisationnel qu'incliné à la prédication risquée d'un comportement évangélique. Doué de l'intelligence propre aux diplomates d'Eglise, il joue sur les deux tableaux : celui de la camaraderie sans distance dont le déjeuner hebdomadaire, entre copains, à l'aumônerie, est l'expression d'échange amical, et le rapport discret aux responsables officiels du diocèse.

Il s'agit de Jean-Charles Thomas qui se livre à un travail de dénonciation sous le couvert du compagnonnage apostolique.

L'évêque de Luçon annonce à Gaston Cunaud qu'il lui retire l'aumônerie du lycée polyvalent. La décision se fonde sur les nombreux avertissements, les mises en garde constantes qu'aurait reçues Gaston Cunaud du vicaire général Jean-Charles Thomas, devenu depuis lors évêque auxiliaire de Dax.

Le bruit circule, accrédité par un autre

(1) Tandis que Mgr Legarra et Mgr Mc Grath, évêques en Panama, ont protesté contre l'enlèvement du P. Gallego et ont demandé au gouvernement des recherches, toujours en vain, les évêques colombiens n'ont adressé aucune protestation officielle et connue, ni au gouvernement panaméen, ni au P. Gallego était un prêtre colombien travaillant au Panama.

vicaire général, que l'Eglise catholique ne saurait s'engager, par le biais d'un de ses prêtres, dans une opération ambiguë puis-que groupant croyants et incroyants, de plus située politiquement à gauche, comme le « Collectif du Grenier ».

Par contre, l'évêché ne se pose aucune question sur la manière dont l'Eglise catholique est compromise dans une image de marque réactionnaire, tel par exemple le fameux collège Richelieu. La réputation de cette maison est si établie que des élèves ont pu inscrire sur ses murs en lettre indélébiles, témoignages de la mutation dont je parlais : Riche-lieu ! Pauvres gens ! La Hiérarchie ! A bas les calotino-bourgeois !

Mais parce que l'accusation portée contre Gaston Cunaud à propos du Grenier est par trop grossière, il faut lui donner un fondement sérieux.

L'évêque présente l'élimination de ce prêtre du Christ comme une mesure de salubrité publique à lui imposée par l'opinion catholique, lisons en clair l'infime minorité de ces bruiteurs de la majorité silencieuse qui enragent de voir un peu partout leur échapper de larges couches d'Eglise du Christ.

Si j'insiste sur l'histoire de Gaston Cunaud c'est parce qu'elle ne constitue pas un cas isolé auquel on voudrait la réduire. La manœuvre a été rigoureusement la même de Monseigneur Gouyon, archevêque de Rennes, frappant deux aumôniers d'étudiants coupables d'une intelligence politique de la foi, différente de la version officielle incarnée sans doute par l'abbé Laudrin, député U.D.R. Rappelons pour mémoire que le scénario s'est ré-édité avec Boquen. Il manque à ces divers cas de répression d'Eglise d'être envisagés dans la cohérence politique qui les inspire.

L'évêque de Luçon en est réduit à dire qu'il a reçu au moins vingt lettres contre la conférence que j'ai donnée avec Roger Garaudy à la Roche-sur-Yon. C'est Gaston Cunaud qui présidait cette manifestation. Vingt lettres sur 1200 personnes !

En réalité, on ne peut pardonner à Gaston Cunaud la brèche d'intelligence hardie de la foi dans le bloc de fidélité formelle mensongèrement attribuée au pays vendéen.

Plus encore, cette attitude, selon l'évêque, viendrait chez Gaston Cunaud d'un relent d'adolescence mise au compte de la fréquentation des jeunes à lui confiés « prématurément » par l'autorité. Quand l'Evangile est entendu par les jeunes dans sa nouveauté au détriment de la sécurité des « vieilles outres », ce ne pourrait être que l'effet d'une démagogie. « C'est la raison pour laquelle, disait l'un de nos amis, le Christ n'a pas dépassé la trentaine ». Afin de neutraliser l'incorrigible jeunesse de Gaston Cunaud, le conseil épiscopal ne lui confie aucun ministère, mais souhaite son insertion dans le travail profane qui doit lui remettre « les pieds sur terre », lui ménager une cure de réalisme. Là, il s'éloignera de la tentation d'évangélisme brut par trop lié à la jeunesse sans expérience. Quoi qu'il arrive d'ailleurs, comme tel juge d'instruction qui risque d'y voir trop clair, Gaston Cunaud est décrété de suspicion légitime. Il est entendu que personne ne peut discuter avec lui en raison de son orgueil. L'évêque se retranche derrière un dossier très important, dit-il, de lettres d'accusations de toutes sortes auquel l'intéressé n'a jamais accès. La décision de l'éliminer a été prise arbitrairement sans consultation de ses pairs.

Alors, au cours d'une réunion de l'aumônerie, Gaston Cunaud pose à son évêque la seule question vitale : « Quel est, pour vous, le contenu de la foi en Jésus-Christ ? » A quoi l'évêque, docteur de la foi, répond : « c'est une question complexe. Il y faudrait la nuit. » — « Eh bien ! Monseigneur, la nuit, passons-la » rétorquent nos amis savoyards à la même réponse d'un autre évêque, celui d'Annecy.

Le temps qu'il ne peut consacrer aux prêtres et aux laïcs, d'appartenance chrétienne ou non, pour chercher avec eux, en vertu de sa charge apostolique, le contenu d'acte, d'histoire, de la foi au Christ, l'évêque de Luçon le trouve pour éloigner Gaston Cunaud !

Jean CARDONNEL

ciné-club

L'Affaire Mattei : coupable de troubler les lois du marché

Réflexions à la sortie d'un film.

Qui a jamais connu un seul économiste doué d'assez d'humour pour franchir le cap du sérieux en y allant d'abord de sa parabole. Beaucoup croient épuiser le réel par des statistiques depuis que l'ère des doctrines est révolue. Les poètes de profession, sans parler bien entendu des spécialistes du religieux, ont rangé la parabole dans le magasin des accessoires. Il faut le génie d'un magnat du pétrole pour ressusciter la parabole. A bout d'arguments devant l'ineptie d'un représentant de la domination du marché mondial américain, Mattei décide d'amuser celui qui ne peut comprendre son propre intérêt. Il lui raconte le grand raccourci populaire pour que ceux qui voient ne voient pas et pour que ceux qui ne voient pas voient.

Il était une fois une énorme pâte pâtée par quatre molosses qui avaient l'air supérieur et obtus de quelconques grands. Un chaton, qui mourait de faim en même temps que de peur, s'approcha du bol géant mais il reçut un tel coup de patte du chef de sécurité — Oh ! pardon — des molosses — que sa mort s'ensuivit. « Eh bien ! conclut Mattei, nous avons été trop longtemps ce chaton. » Le magnat du

pétrole veut engraisser le chaton et lui donner la dimension d'un gigantesque matou. Le minet famélique, client servile des gros chiens, risque de se reconverter en Raminagrobis. Le résultat est prévisible puisqu'il s'agit de se rendre capable d'avaler la même pâtée. De par le système dans lequel il évolue Mattei ne peut imaginer un autre plat assez large pour répondre à l'appétit non de masses affamées ou d'élites sursaturées, mais d'hommes tendus vers l'égalité.

Il n'empêche que, malgré son ambiguïté, le trouble intestinal provoqué par Mattei dans la digestion monopolistique des compagnies financières, lui vaut sa condamnation à mort. Le sort des grandes œuvres ressemble toujours au déroulement de ce que, faute de rigueur, l'on s'obstine à qualifier de vies. Ce n'est jamais qu'une parenthèse d'existence entre deux morts. La rupture de chronologie, de succession est inhérente à l'œuvre d'art qui veut être vive. On part d'une mort pour venir à la mort. Et la mort à son tour délivre une source d'énergie libérée de la main mise de celui qui s'en croyait le propriétaire individuel. « Si on me chasse d'Iran, d'Egypte, d'Algérie, j'irai en Australie ou

bien ailleurs, et si l'échoue, les peuples qui ont le pétrole sous leurs pieds réussiront ». C'est l'équivalent de ce que l'on appelle en neuve physique, en physique quantique, le principe d'indiscernabilité : un électron se réduit à rien; il apparaît neuf, autre, sur l'immensité du champ ondulatoire.

L'homme d'affaires pressent que tous les peuples doivent accomplir ce qu'en animal d'action il est obligé de réaliser. Mais, à ses yeux, il apparaît impensable que ce ne soit pas lui qui le fasse. Il fait que les peuples le feront mais tout le pousse à les gagner de vitesse. Le besoin d'agir, l'ivresse de puissance, l'appétit de se sentir vivre, la superbe vitale conjugués avec la passion d'un pétrole mis par lui à la destination de tous, lui imposent le rythme du sable qu'emporte le vent. Il en est de lui comme de Napoléon que son génie entraînait en direction de l'avenir et que son ambition faisait refluer vers le passé. L'affaire ou plutôt l'envoi permanent de Mattei est l'illustration de mon destin commun d'homme : je meurs d'aller trop loin ou de rester au même endroit. « Je veux arracher les Italiens à leur maladie d'immobilisme résigné. » Je mourrai en plein vol, pas de la même mort que la foule à mes pieds qui n'a jamais décollé. A moi qui voit d'en haut l'empire du pétrole, il me faut une mort qui soit une ascension.

Au cœur même d'une pratique capitaliste, Mattei mise sur les plus hardies des visions politiques. Il étale son audace de conception comme ses possibilités de domination personnelle du marché. Il offre un cocktail éblouissant de cynisme et d'utopie. Impossible de savoir s'il spéculait sur un enthousiasme humanitaire ou si son génie spéculateur se met au service du foisonnement des masses enfin maîtresses de tout ce qu'elles produisent. Un homme d'affaires génialement inventif, libre à l'égard des règles du jeu qu'il connaît par cœur au point de s'en affranchir, parce qu'il en voit le ridicule, ira toujours plus loin qu'une gauche calfeutrée dans les salons, marécages et autres mausolées du bon sens. Un brasseur d'affaires qui vit se situe à l'aube d'une révolution alors qu'un socialisme en voie d'attédissement connaît déjà les affres de l'âge mûr, du sérieux et du possible, voire de la sénescence parce que le fait d'aller à la racine

permet seul de rompre la fatalité des saisons, du printemps furtif où perce l'inévitable retour de l'hiver et de la mort.

Mattei joue cartes sur table dans une société dont grands argentiers, philosophes et politiciens bourdonnent d'arrière-plans de stratégie et de tactique. Car Mattei dit tout, en pleine Sicile, avec la faconde d'un méridional qui sait ce que parler veut dire. A l'ahurissement des notables, il répand les secrets d'Etat comme un plat de spaghetti pour tous. « Je ne me suis pas gêné pour accepter du pétrole des soviets obtenu à meilleur compte que du pétrole américain. J'ai d'ailleurs raconté aux Soviétiques que l'Italie du bel canto et de la mandoline était terminée. Je leur ai dit aussi qu'ils commençaient à s'embourgeoiser. C'est qu'il a raison Mao ! » Les grands intérêts financiers, les groupes de pression ne pardonneront pas à Mattei de crier sur les toits ce qu'ils cachent dans leurs coffres gardés par l'alibi de la complexité des problèmes. Malheur au technicien qui maîtrise tellement sa spécialisation qu'il en déserte le langage chiffré pour faire retentir, bilans à l'appui, le verbe de tous.

Les explosifs entreposés par des mains à la fois meurtrières et compétentes sont déjà cachés dans le fuselage — grâce aux bons soins du contre-espionnage français. « Voulez-vous mon avis, crie Mattei dans son avion personnel, l'Algérie a le droit de devenir nation indépendante. » Il n'en faut peut-être pas plus pour qu'un agent du S.D.E.C., camouflé en carabinier, se livre avec Mattei à la générale dont la première sera l'enlèvement de Ben Barka. C'est à un prodigieux entrelacement d'intérêts que s'en prend cet exploitateur de pétrole dont l'imagination déconcertante précède la routine d'expédition d'affaires courantes et de doctrine socialiste d'opposition sans surprise. Aussi journalistes et financiers s'interrogent-ils sur le but que peut bien poursuivre un tel jongleur d'énergie internationale. « Que cherche Mattei ? A briser l'équilibre mondial. La guerre elle-même n'y est pas parvenue. »

La question demeure posée; elle rebondit aujourd'hui. Des millions d'hommes découpés en lamelles, en tranches de vie quotidienne, de vie normale assimilée par le bon sens au seul critère concevable et à l'unique vitalité possible, posent la même question non réglée que les masses d'es-

claves lentement dénichées dans les camps de concentration. Mattei faisait peser une menace avouée sur les dogmes secrétés par un empirisme paresseux qui cache la pensée dont il se nourrit : la coexistence pacifique et la souveraineté des états nationaux. Il est vrai que les compagnies multinationales intègrent dans la marche normale des sociétés la violation légalisée du principe de la souveraineté étatique. Il faut voir Mattei, avec sur ses talons un journaliste libéral, fouler le sol mouvant du désert, la tête allongée par les tourbillons de sable. Il hurle à tous vents que les Américains passent au-dessous des zones désertiques aux frontières imprécises pour s'emparer du pétrole. Nous ne dirons jamais assez que l'équilibre mondial, cimenté par le bon sens qui veut qu'il y ait toujours des états souverains, des trusts internationaux, des vieilles diplomaties, des traités de grands, ne cesse de se reconstituer — tant il est coriace. Il devient urgent que les peuples libérés de leurs notables se mettent sous la dent le vieux mensonge d'un équilibre mondial reconstitué après toutes les hécatombes.

Dès son installation dans son fauteuil de Président-directeur général, Mattei prend connaissance d'un rapport : il téléphone en pleine nuit à l'auteur du texte, par conviction que les retournements de situation, les révisions déchirantes ne souffrent pas l'attente. Il faut expédier les affaires du monde dès le moment où on les connaît. Sinon, la ganache de l'équilibre mondial va aussitôt se reconstituer, en toile d'araignée d'idéologie dominante, quadrillage d'inspiration ultra-vieillesse mais avec moyens perfectionnés d'âge supérieur. Mattei découvre que l'on veut restituer au secteur privé l'entreprise pétrolière qui venait d'être nationalisée. C'est alors l'entrevue nocturne, tout près du Dôme de Milan, avec l'auteur du rapport qui apprend à Mattei la privatisation du pétrole. Le nouveau Président-directeur général s'étonne de ce que son prédécesseur ait travaillé sans encombre sous le règne fasciste. A quoi il s'entend répondre : « Je ne suis qu'un technicien et ne fais pas de politique. »

Tout est bon pour abattre Mattei, de la part des exploités du décor démocratique aux fins de renforcement d'un capitalisme de monopoles... « Si nous écoutions

Mattei, c'en serait fini de la démocratie », car il est entendu que le gouvernement du peuple par le peuple repose sur le roc de la libre entreprise. Il ne manque donc pas de bons apôtres du déchaînement des idées personnelles, camouflages d'appétits privés, pour accuser Mattei de ne pas répudier tout l'héritage fasciste. « C'est curieux, insinuent-ils, pour un ancien chef des brigades populaires. » Mattei, en effet, a un rôle de leader antifasciste. La manœuvre est grossière mais prend toujours, du soupçon de fascisme que veulent faire peser les ténors de la bourgeoisie sur les adversaires du libéralisme confondu avec la liberté, elle-même caricature statique de la libération. La logique anti-nationale-socialiste du complot des généraux contre Hitler, les a conduits dans leur programme au retour à une économie libérale.

Le climat d'une libération où, avant leur guerre froide, s'entrecroisent alliés anglo-américains du grand capital de l'entreprise privée, flanqués d'une France gaulliste de résistance plus militaire qu'à prédominance ouvrière, le tout sur fond de pétalisme, et socialisme stalinien condamné aux ressorts d'étatiques, fait que Mattei ne peut aller au-delà d'une nationalisation. Le plus pressé, le plus urgent, c'est casser la tyrannie des trusts. Pour arriver à ce résultat, il faut l'autorité de l'Etat. En l'absence d'un grand mouvement populaire dont la blessure date des jours d'abandon de l'internationalisme, sans compter la confiscation par le socialisme dans un seul pays, Mattei ne pouvait se charger d'une critique de l'Etat et du suffrage qualifié d'universel. Devant les animaux de proie que sont les compagnies financières, il croit pouvoir s'appuyer sur les nouveaux Etats issus de la lutte antifasciste. C'est là l'illusion : ces Etats ne sont pas portés par une lame de fond populaire puisque déjà gangrenés par la vieille routine de l'équilibre mondial qu'assurent les renards du capital.

L'impossibilité de se dégager d'une étreinte étatique fait basculer la tournée sicilienne de Mattei avant sa mort dans le torrent démagogique. Tout se donne rendez-vous dans les manifestations et banquets de la Sicile; saisis par le délire, des hommes orientent : « Reste avec nous, ne pars pas » et nous nous prenons à murmurer : « car il se fait tard », déjà s'étend l'ombre d'une reprise de la guerre,

de l'apparition des carnassiers. L'évêque est là, circonspect, avec son chapeau à glands. Au grand lunch, sa main baguée s'insinue pour s'emparer d'une coupe de champagne. On ne peut pas ne pas penser au chaton, mais ici c'est le pieux matou. Pourtant, s'il se trompait sur l'Etat déjà investi, Mattei gardait une intuition de terrible actualité : il la téléphone au ministre pendant que le gouvernement répond à un débat télévisé : « Noié-les sous les chiffres, à leur donner le tournis. Cloue-les avec le grand argument : l'entreprise publique doit remplacer les entreprises privées volent. »

Mais, fondamentalement, Mattei ne supporte pas que les médiocres soient au pouvoir. Ce P.D.G. veut des hommes d'ampleur pour les tâches d'envergure. Il lui est insupportable que l'immensité des rapports entre les peuples soit ramenée aux proportions de maquignonnages inter-départementaux ou cantonaux. Et la farce continue, et la comédie bourgeoise, de mœurs ou de caractère, reprend, non pas de plus belle, mais chaque jour plus morne, plus grise. Il est significatif que l'équilibre mondial soit confié à deux médiocres qu'une tâche de représentation de l'égoïsme des honnêtes gens rend criminels; le premier occasionnellement, le

second en permanence : Brejnev et Nixon. Pour que le scénario soit au point, un comparse suprême est indispensable, le Chef de l'Etat que l'on charge d'aller à l'aéroport attendre n'importe qui. Il est visible que Podgorny ne sait pas, avant de sortir du Kremlin, à quel visiteur de marque tombé du ciel le peloton d'honneur va présenter les armes. Un jour, il s'est trouvé aux côtés de Richard Nixon sans avoir eu le temps de s'en apercevoir.

Mattei n'admettait pas les mises en scène bâclées, non renouvelées. Il montait un spectacle pour le peuple italien et donc terrible aux notables. Aussi devine-t-il que sa folle randonnée, tendue vers l'utopie chiffrée, appuyée sur des précisions et calculs anticipateurs, est une course à la mort. Avant le film de Rosi, nous ignorions le nom de Mattei. Maintenant, Rosi le délivre de l'oubli et donne en images la démonstration d'une nécessité de bouleversement d'économie mondiale. Au moment de sa dernière chute, Mattei entrevoit que sa mise en scène fraie la voie à la Liturgie, c'est-à-dire à l'Acte du Peuple.

Jean CARDONNEL
et
Francis MARION.

ÉVANGILE

aujourd'hui

Revue trimestrielle
de spiritualité
franciscaine

9, rue Marie-Rose
PARIS-14^e
C.C.P. Editions
Franciscaines
Paris 1013.34

Abonnement annuel :

France : 15 F
Etranger : 17 F
De soutien : 25 F
le numéro : 4,50 F

NOUS, LES PARENTS...

N° 75

Témoignages :

Une mère de famille (Mme Y) — Dans un conseil de parents d'élèves (R. et L. M.) — Un foyer d'accueil pour la catéchèse (F. et Y. Mauvais) — Pour une éducation croyante (Mme M. D.) — Seigneur, nous sommes tous tes fils ! (Mme Bassin) — Paternité divine et paternité humaine (Dr P. Lamarche) — Notre vie devant Toi, Seigneur... — Tu coules ? Non, je nage... (Mr. R.)

La famille à faire (H. J. Sliker) — Faire des adultes (Mme M. Edou) — Education de la morale, et morale de l'éducation (J. et M. A. Antoine)
Notes de lecture.
Cinéma.

poèmes

Notre frère René Cazajous est mort en ce mois de juin 1972 à l'âge de 45 ans. Pendant des années il a été le collaborateur de notre rubrique : Poésie.

Professeur d'espagnol au lycée de Mérignac, animateur de différents clubs de poésie, auteur lui-même de deux recueils de poèmes : « Je suis de ce monde » (Edition et Promotion), « Cette peur que de ma vie » (Guy Chambellard édit.), il était co-directeur de la revue « Multiples » qui va lui consacrer son n° 9.

C'est un de ses derniers poèmes, écrit un mois avant sa mort, qui exprimera le mieux notre tristesse, à nous tous : sa femme, ses enfants, ses amis.

Nous publions ensuite la page de réflexions qu'il écrivait 6 jours avant de mourir. Nous la publions à sa mémoire toujours vivante au travers de la poésie éternelle.

FRERES DU MONDE.

Je suis au fond de ma chambre
voix cassée
attendant le moment
où l'envie me prendra
de me dresser sur mes pieds
pour pousser un cri
et pour marcher

Il y a trop longtemps déjà
que je me tais, je sais, amis
que j'assiste à la vie
sans broncher
mais savez-vous
quel poids énorme
quelle masse étrange
pèse sur moi
quelle charge écrasante
d'angoisses et de dégoûts
qui m'éreinte
dans les rues inextricables de ma vie
et m'égare dans les impasses obscures
où ne m'atteignent plus
ni voix ni musique

René CAZAJOUS, 15 avril 1972

27 mai 1972

Je reviens au problème de la métaphore. N'est-ce pas une facilité, un tour de passe-passe pour réaliser l'unité et l'harmonie du monde (cf. Barthes), c'est-à-dire « tout le monde il est beau ». Est-ce que l'histoire fantastique n'est pas plus franche en tant qu'émergence du subconscient dans notre vie quotidienne ?

Bien sûr il faut donner sa place au subconscient à côté de l'intelligence, mais est-ce une raison pour tomber dans la mentalité magique et prendre nos désirs pour des réalités ?

La vie est faite du combat entre nos désirs (plus ou moins secrets) et la réalité physique contre laquelle nous nous heurtons et qui nous oblige à trouver des solutions. Pour moi la poésie c'est le témoignage de ce combat où il ne faut oublier ou nier ni l'une ni l'autre face, c'est-à-dire ne pas refuser ce qui est en nous ni cou-

vrir le réel de couleurs chatoyantes. A moins d'atteindre au renoncement total, au nirvana, nous ne pouvons pas échapper à ce conflit. Nos rêves eux-mêmes ne l'expriment-ils pas ? Les partisans d'André Breton ont voulu prendre le contrepied des matérialistes et de tous ceux qui au nom de la société étouffent la personnalité profonde. Mais on ne peut pas passer outre l'instinct de conservation et dans cet ordre d'idées, est-ce que ce n'est pas finalement la science qui nous permettra de passer outre certaines contraintes (dans le domaine sexuel par exemple) et de modifier la morale traditionnelle en repoussant les limites de la peur. En définitive il me paraît assez vain (et dangereux) de se situer dans un absolu, de l'un ou de l'autre côté, il s'agit de se

situer dans un courant d'idées et de découvertes vers plus de liberté et de vérité à la fois. Je vois la poésie comme une approche, une contribution à la libération de l'homme par l'approfondissement et pas du tout comme de l'illusionnisme.

René CAZAJOUS.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DE "FRÈRES DU MONDE"

FRANCE

- Aix-en-Provence (13) : Librairie Regain, 57, rue Esparlat.
- Amiens (80) : Librairie Helluin, 11, rue Léon-Blum.
- Angers (49) : Etablissements Peller, 12, rue Albéric-Dubois.
- Librairie Richer, 2, rue Saint-Aubin.
- Arras : Librairie Brunet, 21, rue Gambetta.
- Bayonne : Librairie Le Livre, 9, rue Thiers.
- Besançon : Librairie Chevassu, 119, Grande-Rue.
- Béziers (34) : Librairie Clareton, place du Théâtre.
- Bordeaux : Librairie de l'Avenir, 52, cours Pasteur.
- Galerie Miméals, 5 bis, rue de Grassi.
- Les Bons Livres, 70, rue du Palais-Gallien.
- Bourges : Librairie Auxentans, 15, rue des Arènes.
- Brive : Librairie Estorgues, Maison de la Presse, 12, rue Toutzac.
- Caen : Librairie Internationale « Au vingtième siècle » 46, rue Ecuillère.
- Carcassonne : Librairie de la Cité, 43, rue Georges-Clemenceau.
- Castels-sur-Belle (79) : Centre protestant de l'Ouest.
- Chartres (28) : Jean Legué, librairie-disquaire, 8-10, rue Noël-Ballay.
- Clermont-Ferrand : Librairie H. Combes, 9, rue Saint-Herem.
- Librairie du Musée, 3, boulevard Léon-Malfreyt.
- Dijon : Librairie de l'Université, 17, rue de la Liberté.
- Fontenay-sous-Bols (84) : Mission de France, service librairie, B.P. 36, 16, rue Aubry.
- Grenoble : Librairie Arthaud, 23, Grande-Rue.
- Librairie de l'Université, 2, square des Postes.
- Librairie « Les yeux fertiles », 7, rue de la République.
- Lorient (56) : Librairie Gueugnon, rue du Fort.
- Lyon : Librairie du Sacré-Coeur, 6, place Bellecour (11^e).
- Librairie des éditions ouvrières, 11, rue Henri-IV (1^{er}).
- Centre de diffusion FEDEROP, 7, rue des Trois-Maries.
- « Le Soleil noir », 210, rue de Gréqui (11^e).
- Librairie des Canuts, 19, rue Burdeau (1^{er}).
- Le Mans (72) : Librairie La Taupe, 2, quai Amiral-Lalande.
- Marseille : Librairie « Clairière », 16, rue Grignan (1^{er}).
- Librairie « Lire », 16, rue Sainte (1^{er}).
- Montpellier (34) : Librairie « La Découverte », 13, rue de l'Université.
- Nancy : Librairie « Le tour du monde », 7, rue des Michottes.
- Librairie « Le Vent », 25, rue Gambetta.
- Hall du Livre, 38, rue Saint-Dizier.
- Hall de Presse, 20, rue Saint-Jean.
- Nantes (44) : « Au Livre Ouvert », 21, rue du Galvaira.
- Librairie « 71 », 23, rue Jean-Jacques.
- Nîmes : Librairie « Biblica », 23, boulevard Amiral-Courbet.
- Paris : Librairie Saint-Michel, 8, place de la Sorbonne (V^e).
- « La Joie de lire » (Maspero), 43, rue Saint-Séverin (V^e).
- Présence africaine, 25 bis, rue des Ecoles (V^e).
- « Concret et bizarre », 248, rue Saint-Jacques (V^e).
- Librairie « La Commune », 25, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (V^e).
- Librairie Riche, 25, rue des Ecoles (V^e).
- Librairie Saint-Michel-Jussieu, 35, rue Linné (V^e).
- Librairie « Ce que vous devez savoir », 5, rue Malabranche (V^e).
- Librairie Roudil, 53, rue Saint-Jacques (V^e).
- Librairie Norman Gethons, 78, boulevard Saint-Michel (VI^e).
- Librairie Oberlin, 47, rue de Clichy (IX^e).
- Librairie T.C., 48, boulevard Poissonnière (IX^e).
- Librairie Jonas, 18, rue de la Maison-Blanche (XIII^e).
- Grand Librairie Hachette, 200, avenue de la République, 92-Nanterre.
- Perpignan : Librairie André Jans, 36, rue des Augustins.
- Reims (51) : Librairie Largaron, 23, rue Carnot.
- « Le Grand Jeu », 26, rue Colbert.
- Rennes (35) : Librairie « Le Monde en Marche », 17, rue Maréchal-Joffre.
- Librairie « Les Nourritures terrestres », 19, rue Hoche.
- Rodez : Maison du livre, passage des Maçons.
- Sablé-sur-Sarthe (72) : M. Duizon, 5, place R.-Ellizé.
- Saint-Denis (93) : Librairie « Le Neuf », 15, rue d'Alsace.
- Saint-Etienne (42) : Librairie Plaine, 27, avenue de la Libération.
- Strasbourg : Librairie Alsatia, 31, place de la Cathédrale.
- Librairie Bazar Coopérative, 1, rue des Vaux.
- Tennesse (67) : Librairie Dubourg, 14, cours de la Marne.
- Toulouse : Librairie Joussaud, 8, rue des Arts.
- Librairie Privat, 14, rue des Arts.
- Tours (37) : Librairie Adregain, 4, rue Victor-Hugo.
- Librairie « Terre des Hommes », 4, avenue Gambert.
- Ukanga (87) : Maison Jacob, Centre commercial.

à suivre

LISTE DES DÉPOSITAIRES DE "FRÈRES DU MONDE" (suite)

- BELGIQUE**
 Bruxelles : Editions du Chant d'Oiseau, 2, avenue du Chant-d'Oiseau, B. 1150, Bruxelles.
 Librairie Joli Mai, 331, chaussée d'Ixelles (V*);
 Librairie Sainte-Marie, 187, rue Royale (III*);
 Charleroi : Librairie Ecclesia, rue de Montignies.
 Librairie Nouvelle, passage de la Bourse, n° 20.
 Louvain : Librairie Universum, 26, place Herbert-Hoover.
 Mouscron : Librairie D. et H. Deseaux, rue de la Station.
 Namur : Librairie Ligens, 15, boulevard Ernest-Mélot.
DIVERS
 Brésil : Livraria Duas Cidades, rue Bento-Freitas, 159, Sao Paulo.
 Canada : Centre d'études missionnaires, 1961, rue Rachel-est, Montréal 34.
 Italie : Librairie Paesi Nuovi, via Aurora 33-35, Rome.
 C.L.U.E.C., r.l., università Ca' Foscari, Venezia.
 Libreria Nuova Terra, via S. Carlo, 42, 100 - Reggio Emilia.
 Libreria « Corsia del Servi », p. San Carlo, I.a. Milano.
 Suisse : Librairie Rousseau, 36, rue Jean-Jacques-Rousseau Genève.
 Tunisie : Librairie « Claire Fontaine », 4, route d'Alger, Tunis.

FRÈRES DU MONDE

vous propose :

LIVRES

- FRERES DU MONDE : Emmanuel Mounier ou le combat du juste (248 p., 13,65 F).
 Jean CARDONNEL et un groupe de chrétiens : Dieu est mort en Jésus-Christ (240 p., 11,65 F).
 Robert DAVEZIES : La guerre d'Angola (192 p., 1 carte couleurs, 11,65 F).
 Jean PRADIER : Les Kurdes, révolution silencieuse (288 p., 15,65 F).
 Jean BAUBEROT : Le tort d'exister : des Juifs aux Palestiniens (264 p., 13,65 F).
 Un groupe de Vendéens : Entendre Jean Cardonnel (152 p., 16,65 F).

EDITIONS DE L'EPI (Paris)

- J.-M. GONZALEZ-RUIZ : Pauvreté d'évangile combat pour l'homme (128 p., 7 F).
 J.-A.-T. ROBINSON : Morale chrétienne aujourd'hui (128 p., 11,20 F).
 Thomas MERTON : Foi et violence (306 p., 25,80 F).
 André MONJARDET : Autre Eglise, autre foi (308 p., 20,15 F).
 André MONJARDET : Autre prêtre, autre Eglise (192 p., 17,10 F).
 CERCLE JEAN XXIII : L'Eglise et l'incroyance (160 p., 14,85 F).
 Claude POULAIN et Claude WAGNON : L'Eglise, essai de critique radicale (192 p., 6,25 F).
 Robert DAVEZIES : Mai 68, la rue dans l'Eglise (144 p., 10,25 F).
 Claudius VAUTHIER : Les héritiers infidèles (176 p., 13,25 F).
 Olivier RABUT : Un christianisme d'incertitude (120 p., 11,20 F).
 Gérard REHBAN : Je ne veux pas être un prêtre païen (120 p., 11,85 F).
 Harvey COX : Responsables de la révolution de Dieu (128 p., 16,25 F).
 André de PERETTI : Liberté et relations humaines (304 p., 25,35 F).

(Tous ces prix s'entendent franco)

A commander à :

FRÈRES DU MONDE - 208, rue de Pessac, 33000 Bordeaux - C.C.P. Bx 2674-85



REVUE BIMESTRIELLE

Comité de rédaction : Jean-Paul Barué, Michel Blaise, Maurice Blanc, Hervé Chagnon, Raymond Domergue, Bertrand Duclos, M.-André Levassor, Michel Minerva, Michel Touzet, Odile Touzet.

Comité d'orientation : Jo Canal, Jean Cardonnel, Joseph Charrier, Françoise Dely, Jean-Paul Deler, Michel Duthell, Bruno Godin, Gérard Hauet, Barthélemy L. L. Lié, Louis Laumônier, Francis Marion, Jean Martin, Alain Monti, Philippe Proulx, Annie Plazanet, Bernard Pourcel, Jacques Sellier, Janine Sellier, Jean Tritschler.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

PAYS	Ordinaire	De soutien
FRANCE « FRERES DU MONDE » 208, rue de Pessac, 33-Bordeaux C.C.P. 2674-85	30,00 F	40,00 F
ITALIE CENTRO DEHONIANO Via Nosadella 6, C.P. 568, Bologna C.C.P. 8/15575 CULTURA Via G. Capponi, 30 50121 Firenze C.C.P. 5/24781	4 200 L	5 000 L
CANADA PROCURE DES MISSIONS FRANCISCAINES 2080 Ouest, Boul. Dorchester Montréal 25 - Tél. 932.6094	7,00 \$	9 \$
AUTRES PAYS ETRANGERS	33,00 F	40,00 F

Cas exceptionnels : abonnement minimum, France 22,00 F — Etranger 25,00 F

REDACTION ET DIFFUSION

FRERES DU MONDE, 208, rue de Pessac, 33000 Bordeaux (Tél. 92.96.12).

Imp. Delmas — 6, place Saint-Christoly, Bordeaux. Le gérant : Michel BLAISE
 Dépôt légal 3^e trimestre 1972 — Commission paritaire de presse n° 29.845.



Anē.

7,50 F

FRÈRES DU MONDE
REVUE BIMESTRIELLE

208, RUE DE PESSAC – 33000 BORDEAUX

IV 1972